Quatre-vingt-quatrième année. — N° 200. Le Numéro : 15 francs. Jeudi 21 Août 1952.

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

# LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

| ABONNEMENTS | LOIS ET DÉCRETS | | | Débats de l'Assemblée nationale | Débats du Conseil de la République | Débats de l'Assemblée de l'Union française | Avis et Rapports du Conseil économique | ÉDITION COMPLÈTE | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Compte Chèque postal : 9063.13, Paris | UN AN | SIX MOIS | TROIS MOIS | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | SIX MOIS | TROIS MOIS |
| | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS |
| Métropole et France d'outre-mer . | 3.450 | 1.800 | 950 | 800 | 600 | 400 | 250 | 5.000 | 2.800 | 1.600 |
| Etranger . . . . . | 6.600 | 3.400 | 1.750 | 2.100 | 1.600 | 800 | 450 | 12.500 | 6.550 | 3.500 |

**L'Edition des LOIS ET DÉCRETS** comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, communications, informations et les annonces. Les tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

**L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée nationale, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

**L'Edition des DÉBATS DU CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances du Conseil de la République, les questions écrites et les réponses des ministres à ces questions, et la table annuelle.

**L'Edition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE** comprend le compte rendu *in extenso* des séances de l'Assemblée de l'Union française et la table annuelle.

**L'Edition des AVIS ET RAPPORTS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE** comprend les avis et rapports du Conseil économique et la table annuelle.

**L'Edition COMPLÈTE** comprend : outre l'Édition des Lois et Décrets et les Éditions des Débats de l'Assemblée nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française, les Avis et Rapports du Conseil économique, les Documents parlementaires et administratifs publiés en annexes. Toutes les Tables mensuelles et annuelles sont délivrées gratuitement aux abonnés d'un an.

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 20 FRANCS

## SOMMAIRE

### DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

**Présidence du conseil.**

*Arrêté* du 12 août 1952 portant délégation de signature (p. 8347).

*Liste* d'admission au centre de hautes études administratives (rectificatif) (p. 8347).

**Ministère des affaires étrangères.**

*Décret* du 13 août 1952 portant promotions dans le corps du contrôle civil au Maroc (p. 8347).

*Décret* du 13 août 1952 portant fixation de l'échelon de traitement d'un contrôleur civil chef de région (p. 8348).

*Décrets* du 13 août 1952 portant nominations et conférant l'honorariat (corps du contrôle civil) (p. 8348).

*Arrêté* du 20 juin 1952 portant modification des contingents de crustacés frais et de crustacés et mollusques préparés ou conservés originaires de la zone française du Maroc à admettre annuellement en franchise de droits de douane en France métropolitaine, en Algérie et dans les départements d'outre-mer, de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, fixés par l'arrêté du 13 septembre 1948 (p. 8348).

**Ministère de l'intérieur.**

*Décret* du 13 août 1952 portant rattachement à la commune de Rocheseau (canton de Vouillé, arrondissement de Poitiers, département de la Vienne) d'une portion de territoire dépendant de la commune de Charrais (canton de Neuville, arrondissement de Poitiers, département de la Vienne) (p. 8348).

*Décrets* du 13 août 1952 portant ouverture au budget de l'Algérie de crédits spéciaux et extraordinaires d'exercices clos et périmés (p. 8349).

*Arrêté* portant interdiction de la circulation, de la distribution et de la mise en vente d'un journal étranger (rectificatif) (p. 8349).

*Arrêté* portant avancement de classe d'un administrateur des services civils d'Algérie (p. 8349).

**Ministère de la défense nationale.**

*Décret* n° 52.973 du 20 août 1952 fixant la composition, les dates d'appel et les obligations d'activité de la deuxième fraction du contingent à incorporer en 1952 (p. 8349).

*Décret* portant création d'un polygone exceptionnel à l'intérieur de la première zone de servitude de la batterie de la tour d'Odre, à Boulogne-sur-Mer (rectificatif) (p. 8350).

*Arrêté* du 13 août 1952 portant institution de commissions administratives paritaires au secrétariat d'Etat à l'air (p. 8351).

*Arrêtés* portant nominations et modifiant les dispositions d'un précédent arrêté (armée de mer, active et réserve) (p. 8353).

*Arrêté* portant promotion d'un professeur de géographie de la marine (p. 8353).

*Arrêtés* portant réintégration et mises en position de mission d'officiers de l'armée de l'air (p. 8353).

*Décision* portant nomination d'agents de poudrerie de réserve (p. 8353).

*Liste* de classement pour l'emploi d'agent de poudrerie de 3e classe (active) et *décision* portant nominations (p. 8353).

**Ministère des finances et des affaires économiques.**

*Arrêté* portant suspension provisoire des droits de douane d'importation applicables à certains matériels d'équipement (rectificatif) (p. 8353).

**Ministère de l'éducation nationale.**

*Décret* du 13 août 1952 déclarant d'utilité publique l'acquisition des terrains nécessaires en vue de l'extension du lycée de garçons de Toulon, à Hyères (p. 8354).

*Arrêtés* portant inscriptions au tableau d'avancement, promotions, nomination et admission à la retraite (bibliothèques et musées de France) (p. 8354).

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, JEUNESSE ET SPORTS

*Arrêtés* du 23 juillet 1952 portant création de certificats d'aptitude professionnelle dans divers départements (p. 8354).

*Liste* des candidats admis au concours de l'école des hautes études commerciales (p. 8354).

*Liste* des élèves ayant obtenu le certificat d'études commerciales supérieures (p. 8354).

*Liste* des candidats et candidates nommés élèves professeurs à l'école normale supérieure de l'enseignement technique à dater du 1er octobre 1952 (p. 8355).

*Liste* des candidats déclarés aptes à recevoir une délégation de professeurs techniques adjoints de commerce dans les écoles nationales professionnelles et les collèges techniques à la suite du concours ouvert en avril 1952 (p. 8355).

**Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.**

*Décret* du 13 août 1952 portant approbation d'un avenant du 28 décembre 1951 à la convention de concession du 7 mai 1902 passée entre la ville de Perpignan et la Compagnie centrale des tramways électriques, et de trois cahiers des charges joints audit avenant (p. 8355).

*Arrêté* relatif aux précautions à prendre pour le chargement dans les véhicules de transport des bonbonnes et touries renfermant des matières dangereuses (matières dangereuses 1952, n° 29) (rectificatif) (p. 8355).

*Arrêté* portant renouvellement partiel du conseil d'administration de l'office scientifique et technique des pêches maritimes (p. 8355).

*Arrêtés* portant inscriptions au tableau d'avancement, promotions, nominations, réintégration, affectation, admission à la retraite et modifiant les dispositions d'un précédent arrêté:

Administration centrale (p. 8356).

Météorologie (p. 8356).

Navigation aérienne (p. 8357).

Ponts et chaussées (p. 8357).

*Liste* d'admission d'élèves titulaires de première année à l'école nationale des ponts et chaussées (p. 8357).

**Ministère de l'industrie et du commerce.**

*Arrêté* du 12 août 1952 accordant un permis d'exploitation de mines d'anthracite à la Société des mines d'anthracite d'Aime (p. 8358).

*Arrêté* concernant l'agrément d'experts et d'un organisme pour les visites de générateurs à vapeur (p. 8358).

**Ministère de l'agriculture.**

*Décret* du 26 juillet 1952 portant affectation au ministère de l'agriculture du silo-magasin de Villefranche-sur-Cher (Loir-et-Cher) (p. 8358).

*Arrêté* du 6 août 1952 relatif aux rétributions et vacations des vétérinaires chargés de l'inspection des viandes dans certains établissements et de leurs préposés (p. 8359).

*Arrêté* du 7 août 1952 portant fixation du pourcentage de semences hors contrat dont l'acquisition, par les établissements de semences, est autorisée (p. 8359).

*Arrêté* portant nomination (écoles nationales vétérinaires) (p. 8359).

*Liste* des candidats admis en 1952 en qualité d'élèves réguliers aux écoles nationales d'agriculture (rectificatif) (p. 8359).

**Ministère des relations avec les Etats associés et ministère de la France d'outre-mer.**

*Arrêté* portant nomination d'élèves administrateurs de la France d'outre-mer (p. 8359).

**Ministère de la France d'outre-mer.**

*Arrêtés* des 9 et 12 août 1952 portant remises de débets (p. 8359).

*Arrêté* du 11 août 1952 fixant le nombre de places mises au concours pour l'admission des agents des cadres locaux des services agricoles dans le cadre général (p. 8359).

*Arrêtés* portant mises en position de mission, admission à la retraite et acceptation de démission:

Administration générale (p. 8359).

Agriculture (p. 8359).

Géologues (p. 8360).

Transmissions (p. 8360).

**Ministère du travail et de la sécurité sociale.**

*Décret* n° 52-974 du 13 août 1952 modifiant l'article 4 du décret n° 48-2006 du 31 décembre 1948 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 septembre 1948 étendant aux étudiants certaines dispositions de l'ordonnance du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles (p. 8360).

*Arrêté* du 26 juillet 1952 fixant le taux et l'assiette de la cotisation due par les employeurs du bâtiment et des travaux publics, en application de la loi n° 46-2299 du 21 octobre 1946 (p. 8360).

*Arrêté* du 8 août 1952 modifiant les statuts type des sociétés mutualistes de fonctionnaires et agents de l'Etat en service dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion (p. 8360).

*Arrêtés* du 14 août 1952 autorisant des caisses primaires de sécurité sociale à utiliser les bulletins d'entrée et de sortie (p. 8361).

*Arrêté* du 14 août 1952 portant approbation du règlement d'une caisse autonome mutualiste d'assurance décès (p. 8362).

*Décisions* portant homologation de dispositifs pour machines dangereuses (rectificatifs) (p. 8362).

**Ministère de la reconstruction et de l'urbanisme.**

*Arrêté* du 1er août 1952 relatif au projet de reconstruction et d'aménagement de la ville de Strasbourg (Bas-Rhin) (p. 8362).

*Arrêté* portant ouverture de crédits sur exercice clos (rectificatif) (p. 8362).

*Arrêté* fixant l'indemnité de dépossession pour activités diverses (rectificatif) (p. 8362).

**Ministère de la santé publique et de la population.**

*Décret* du 13 août 1952 autorisant la commission administrative du centre hospitalier régional de Dijon à réduire les charges de certaines fondations provenant de libéralités consenties à cet établissement (p. 8362).

*Décret* du 13 août 1952 fixant le nombre des membres renouvelables de la commission administrative du bureau de bienfaisance de Nancy (p. 8363).

*Arrêté* du 6 août 1952 relatif au remboursement des frais de déplacement des fonctionnaires chargés de prélever des échantillons d'eau aux fins d'analyse (p. 8363).

*Arrêté* du 12 août 1952 modifiant le tarif des prestations sanitaires (p. 8363).

*Arrêté* du 14 août 1952 fixant la date d'examen du diplôme d'Etat de pédicure (p. 8363).

*Arrêté* portant nomination de membres du conseil supérieur de service social (p. 8364).

*Arrêté* portant nomination d'un conseiller technique au service de la protection sanitaire de la population civile en temps de guerre auprès de l'inspecteur divisionnaire de la santé de Lyon (p. 8364).

---

## AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

PRÉSIDENCE DU CONSEIL

*Avis* relatif à l'édition et à la mise en vente de publications officielles de la présidence du conseil (direction de la documentation) (p. 8364).

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

*Avis* de concours pour le recrutement de deux agents techniques du service central hydrographique de la marine (p. 8365).

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

*Avis* aux importateurs de vaccins antiaphteux (p. 8364).

*Avis* aux importateurs (rectificatif) (p. 8364).

*Avis* aux importateurs de produits originaires et en provenance de Suisse (rectificatif) (p. 8364).

*Avis* aux importateurs de produits originaires et en provenance des pays de l'Organisation européenne de coopération économique ou de leurs territoires d'outre-mer (rectificatif) (p. 8365).

*Avis* aux importateurs de raisins muscat originaires et en provenance d'Espagne (additif) (p. 8365).

*Avis* aux importateurs de fromages originaires et en provenance de Finlande (rectificatif et additif) (p. 8365).

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, JEUNESSE ET SPORTS

*Avis* de concours relatif au recrutement d'un professeur de modelage au collège technique d'art appliqué (p. 8366).

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

*Avis* aux importateurs de produits originaires et en provenance de Suisse (rectificatif) (p. 8364).

*Avis* aux importateurs de produits originaires et en provenance des pays de l'Organisation européenne de coopération économique ou de leurs territoires d'outre-mer (rectificatif) (p. 8365).

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

*Avis* aux importateurs de raisins muscat originaires et en provenance d'Espagne (additif) (p. 8365).

*Avis* aux importateurs de fromages originaires et en provenance de Finlande (rectificatif et additif) (p. 8365).

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

*Avis* de vacance d'un poste de commis à la direction départementale de la population et de l'entr'aide sociale de Seine-et-Marne (p. 8366).

*Avis* de concours en vue de l'inscription de médecins sur la liste des médecins habilités à pratiquer la chirurgie thoracique dans les sanatoriums (rectificatif) (p. 8366).

*Avis* de concours pour l'inscription de dix médecins sur la liste d'aptitude aux fonctions de médecin adjoint des sanatoriums publics et privés pour tuberculose extra-pulmonaire (rectificatif) (p. 8366).

MINISTÈRE DES POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES

*Avis* de concours pour le recrutement de contrôleurs des postes, télégraphes et téléphones (p. 8365).

**Annonces** (p. 8367).

## DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

PUBLIÉS EN ANNEXES

**Assemblée nationale.** — Annexes: feuilles 71 à 73 (session de 1951) (pour l'édition complète). (Voir le sommaire des annexes au *Journal officiel* du mardi suivant.)

# DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

## PRESIDENCE DU CONSEIL

### Délégation de signature.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu l'ordonnance du 3 juillet 1945 ayant pour objet de subordonner à un visa la représentation et l'exportation des films cinématographiques et le décret du 3 juillet 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application de ladite ordonnance;

Vu le décret du 8 mars 1952 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 52-308 du 14 mars 1952 portant délégation d'attributions au secrétaire d'Etat à la présidence du conseil;

Vu le décret du 25 juillet 1952 portant nomination du directeur général du centre national de la cinématographie,

Arrête:

Art. 1er. — Délégation générale et permanente est donnée à M. Flaud (Jacques), directeur général du centre national de la cinématographie, à l'effet de signer, au nom du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, les décisions de délivrance ou de refus des visas d'exploitation ou d'exportation des films cinématographiques, ainsi que celles comportant saisie administrative des films, dans les conditions prévues par l'ordonnance du 3 juillet 1945 susvisée.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 août 1952.

RAYMOND MARCELLIN.

### Liste d'admission au centre de hautes études administratives.

Rectificatif au *Journal officiel* du 14 août 1952 : page 8171, 1re colonne, 37e ligne, au lieu de : « Corbeard (Jean) », lire : « Correard (Jean) ».

## MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

### Décret du 13 août 1952 portant promotions dans le corps du contrôle civil au Maroc.

Par décret en date du 13 août 1952, sont promus:

*Contrôleur civil chef de commandement territorial supérieur, 2e échelon.*

(A compter du 1er juillet 1952.)

M. Morel-Francoz (Robert), contrôleur civil chef de commandement territorial supérieur, 1er échelon, hors cadres.

(A compter du 1er décembre 1952.)

M. Thivend (Claude), contrôleur civil chef de commandement territorial supérieur, 1er échelon.

*Contrôleur civil chef de commandement territorial supérieur, 1er échelon.*

(A compter du 1er juillet 1952.)

M. Pons (Louis), contrôleur civil de classe exceptionnelle, avec ancienneté du 1er juillet 1951.

(A compter du 1er octobre 1952.)

M. Baritou (Louis), contrôleur civil de classe exceptionnelle, avec ancienneté du 1er octobre 1951.

M. Bel (Lucien), contrôleur civil de classe exceptionnelle, avec ancienneté du 1er octobre 1951.

M. Barbey (Marc), contrôleur civil de classe exceptionnelle, avec ancienneté du 1er octobre 1951.

*Contrôleur civil de classe exceptionnelle.*

(A compter du 1er décembre 1952.)

M. Sire (Jacques), contrôleur civil de 1re classe, 2e échelon.

*Contrôleur civil de 1re classe, 2e échelon.*

(A compter du 1er août 1952.)

M. Lamidey (Marcel), contrôleur civil de 1re classe, 1er échelon.

(A compter du 1er septembre 1952.)

M. Garet (Georges), contrôleur civil de 1re classe, 1er échelon.

M. Perrin (Maurice-Marie), contrôleur civil de 1re classe, 1er échelon.

M. Robert (Gérard), contrôleur civil de 1re classe, 1er échelon.

M. Berque (Jacques), contrôleur civil de 1re classe, 1er échelon.

(A compter du 1er décembre 1952.)

M. Bourgouin (André), contrôleur civil de 1re classe, 1er échelon.

*Contrôleur civil de 1re classe, 1er échelon.*

(A compter du 1er novembre 1952.)

M. Besson (Pierre), contrôleur civil de 2e classe.

(A compter du 1er décembre 1952.)

M. Massonaud (Adrien), contrôleur civil de 2e classe, hors cadres.

M. Scalabre (Camille), contrôleur civil de 2e classe.

M. Buzenet (Paul), contrôleur civil de 2e classe.

*Contrôleur civil de 2e classe.*

(A compter du 1er juillet 1952.)

M. Berthier (Paul), contrôleur civil de 3e classe.

(A compter du 1er décembre 1952.)

M. Pernot (Jean), contrôleur civil de 3e classe.

M. Barbarin (André), contrôleur civil de 3e classe.

M. Demassieux (Jacques), contrôleur civil de 3e classe.

M. Yvon (Michel), contrôleur civil de 3e classe.

M. Gaudibert (Paul), contrôleur civil de 3e classe.

*Contrôleur civil de 3e classe.*

(A compter du 1er juillet 1952.)

M. Chaillous (Alain), contrôleur civil adjoint de 1re classe, 2e échelon.

(A compter du 1er octobre 1952.)

M. Henry (Paul), contrôleur civil adjoint de 1re classe, 2e échelon.

(A compter du 1er décembre 1952.)

M. Dallier (Claude), contrôleur civil adjoint de 1re classe, 2e échelon.

M. Cardi (Georges), contrôleur civil adjoint de 1re classe, 2e échelon.

M. Campredon (Jean-Pierre), contrôleur civil adjoint de 1re classe, 2e échelon, hors cadres.

*Contrôleur civil adjoint de 1re classe, 2e échelon.*

(A compter du 1er juillet 1952.)

M. Milcent (Louis), contrôleur civil adjoint de 1re classe, 1er échelon.

M. Richard (Pierre), contrôleur civil adjoint de 1re classe, 1er échelon.

(A compter du 1er août 1952.)

M. Rieu (Jean), contrôleur civil adjoint de 1re classe, 1er échelon.

(A compter du 1er décembre 1952.)

M. Denis (Jean), contrôleur civil adjoint de 1re classe, 1er échelon.

*Contrôleur civil adjoint de 1re classe, 1er échelon.*

(A compter du 1er octobre 1952.)

M. Friang (Etienne), contrôleur civil adjoint de 2e classe.

(A compter du 1er novembre 1952.)

M. Trolle (Paul), contrôleur civil adjoint de 2e classe.

*Contrôleur civil adjoint de 2e classe.*

(A compter du 1er juillet 1952.)

M. Renard (Pierre), contrôleur civil adjoint de 3e classe, 2e échelon.

(A compter du 1er août 1952.)

M. Gabarra (Jean), contrôleur civil adjoint de 3e classe, 2e échelon.

(A compter du 1er octobre 1952.)

M. Delhome (Jacques), contrôleur civil adjoint de 3e classe, 2e échelon.

M. Lacombe (Paul), contrôleur civil adjoint de 3e classe, 2e échelon.

(A compter du 1er novembre 1952.)

M. Antier (Marcel), contrôleur civil adjoint de 3e classe, 2e échelon.

**Décret du 13 août 1952 portant fixation de l'échelon de traitement d'un contrôleur civil chef de région.**

Par décret en date du 13 août 1952, M. Costa (Adrien), contrôleur civil chef de région, 1er échelon, inspecteur général des services politiques à Rabat, est nommé au 2e échelon de ce grade à compter du 1er avril 1952.

**Décret du 13 août 1952 portant nomination dans le corps du contrôle civil.**

Par décret en date du 13 août 1952, M. Fabre (Roger), adjoint principal de contrôle de 4e classe à la circonscription de Petitjean, est nommé contrôleur civil adjoint de 3e classe, 2e échelon, à compter du 1er octobre 1952.

**Décret du 13 août 1952 portant nomination dans le corps du contrôle civil.**

Par décret en date du 13 août 1952, M. Thévenin (Jean), adjoint principal de contrôle de 4e classe, chef de l'annexe de Djerada, est nommé contrôleur civil adjoint de 3e classe, 2e échelon, à compter du 1er juillet 1952.

**Décret du 13 août 1952 conférant l'honorariat.**

Par décret du 13 août 1952, le titre du contrôleur civil honoraire est conféré à M. Lequeret (Maurice), contrôleur civil, chef de commandement territorial supérieur, 1er échelon, admis à faire valoir ses droits à la retraite le 1er janvier 1952.

**Modification des contingents de crustacés frais et de crustacés et mollusques préparés ou conservés originaires de la zone française du Maroc à admettre annuellement en franchise de droits de douane en France métropolitaine, en Algérie et dans les départements d'outre-mer, de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, fixés par l'arrêté du 13 septembre 1948.**

Le président du conseil, ministre des finances et des affaires économiques, le ministre des affaires étrangères, le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, le secrétaire d'Etat aux affaires économiques et le secrétaire d'Etat au budget,

Vu le code des douanes, et notamment l'article 319 dudit code;

Vu l'arrêté du 13 septembre 1948 fixant les quantités de produits originaires de la zone française du Maroc à admettre annuellement en franchise des droits de douane en France, en Algérie et dans les départements d'outre-mer, de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion

Arrêtent:

Art. 1er. — L'arrêté du 13 septembre 1948 susvisé est modifié comme suit en ce qui concerne les contingents fixés pour les produits repris aux positions 26 A et 165 du tarif des droits de douane d'importation:

| NUMEROS du tarif. | PRODUITS | CONTINGENT fixé en quintaux net. |
|---|---|---|
| | CHAPITRE 3. — *Poissons, crustacés et mollusques* | |
| 26 A et B | Crustacés frais (vivants ou morts) ou simplement cuits, salés ou séchés..... | 2.600 |
| | CHAPITRE 16. — *Préparations et conserves de viandes, de poissons, de crustacés et de mollusques.* | |
| 165 | Crustacés et mollusques préparés ou conservés ..... | 2.500 |

Art. 2. — Le directeur général des douanes et droits indirects est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 juin 1952.

*Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,*
Pour le président du conseil et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
HENRI YRISSOU.

*Le ministre des affaires étrangères,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du personnel,*
RAYMOND BOUSQUET.

*Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,*
ANDRÉ MORICE.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
JEAN-MOREAU.

*Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,*
TONY RÉVILLON

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

**Décret du 13 août 1952 portant rattachement à la commune du Rochereau (canton de Vouillé, arrondissement de Poitiers, département de la Vienne) d'une portion de territoire dépendant de la commune de Charrais (canton de Neuville, arrondissement de Poitiers, département de la Vienne).**

Par décret en date du 13 août 1952, le hameau de Liniers (commune de Charrais, canton de Neuville, arrondissement de Poitiers, département de la Vienne), tel qu'il est représenté par une teinte rose sur le plan annexé au présent décret, est rattaché à la commune du Rochereau (canton de Vouillé, arrondissement de Poitiers, département de la Vienne).

La séparation aura lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui peuvent être acquis.

Les contrats de toute nature passés par les communes de Charrais et du Rochereau feront l'objet d'avenants pour en transférer les droits et obligations aux deux communes limitées comme ci-dessus.

Les annuités des emprunts qui auraient été contractés par les communes de Charrais et du Rochereau seront réparties entre lesdites communes, telles qu'elles sont désormais limitées, proportionnellement aux contributions publiques payées dans chacune des communes intéressées. Les dépenses relatives à l'électrification et aux chemins pourront cependant donner lieu à une répartition en fonction des distances effectivement parcourues par les différents réseaux. La commune du Rochereau devra entretenir le chemin vicinal ordinaire n° 4 sur une longueur de 1 km 500, à partir du hameau de Liniers, ainsi que la route communale desservant les deux routes départementales dans le hameau de Liniers.

Les biens des pauvres des communes de Charrais et du Rochereau seront partagés entre lesdites communes, telles qu'elles sont désormais limitées, proportionnellement au chiffre de la population du territoire en cause. La part de ces biens attribuée à cette portion de territoire s'ajoutera aux biens des pauvres des communes susvisées sous réserve des droits privatifs qui résulteraient d'actes de fondation.

Ce rattachement s'effectuera avec toutes les conséquences qu'il comporte et notamment la suivante: les indemnités qui pourraient être dues par les officiers publics ou ministériels bénéficiant du rattachement seront réglées à l'amiable entre les intéressés, sous le contrôle du Gouvernement, ou fixées par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, pris après avis du procureur général près la cour d'appel pour les greffiers et après avis de la chambre de discipline et du tribunal pour les autres officiers publics ou ministériels.

**Décret du 13 août 1952 portant ouverture au budget de l'Algérie de crédits spéciaux et extraordinaires d'exercices clos et périmés.**

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du secrétaire d'Etat au budget,

Vu la loi n° 47-1853 du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie;

Vu les articles 14 et 89 du décret du 13 novembre 1950 sur le régime financier de l'Algérie;

Vu les délibérations de l'assemblée algérienne en date du 17 juin 1952,

Décrète:

Art. 1er. — Il est accordé au gouverneur général de l'Algérie, en augmentation de restes à payer constatés au titre d'exercices clos et périmés, un crédit global de 69.692.010 F réparti, par chapitres, conformément à l'état annexé au présent décret.

Le gouverneur général de l'Algérie est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos et périmés au budget de l'exercice 1952-1953, conformément à l'article 87 du décret du 13 novembre 1950.

Il sera pourvu à ces crédits au moyen des ressources générales du budget de l'exercice courant.

Art. 2. — Le ministre de l'intérieur, le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Journal officiel* de l'Algérie.

Fait à Aix-les-Bains, le 13 août 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques:

*Le ministre de l'intérieur,*
CHARLES BRUNE.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
JEAN-MOREAU.

**Décret du 13 août 1952 portant ouverture au budget de l'Algérie de crédits spéciaux et extraordinaires d'exercices clos et périmés.**

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du secrétaire d'Etat au budget,

Vu la loi n° 47-1853 du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie;

Vu les articles 14 et 89 du décret du 13 novembre 1950 sur le régime financier de l'Algérie;

Vu les délibérations de l'assemblée algérienne en date du 13 juin 1952,

Décrète:

Art. 1er. — Il est accordé au gouverneur général de l'Algérie, en augmentation de restes à payer constatés au titre d'exercices clos et périmés, un crédit global de 23.779.051 F réparti, par chapitres, conformément à l'état annexé au présent décret.

Le gouverneur général de l'Algérie est, en conséquence, autorisé à ordonnancer ces créances sur le chapitre spécial ouvert pour les dépenses des exercices clos et périmés, au budget de l'exercice 1952-1953, conformément à l'article 87 du décret du 13 novembre 1950.

Il sera pourvu à ces crédits au moyen des ressources générales du budget de l'exercice courant.

Art. 2. — Le ministre de l'intérieur, le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Journal officiel* de l'Algérie.

Fait à Aix-les-Bains, le 13 août 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques:

*Le ministre de l'intérieur,*
CHARLES BRUNE.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
JEAN-MOREAU.

**Interdiction de la circulation, de la distribution et de la mise en vente d'un journal étranger.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 9 août 1952: page 8011, 1re colonne, au lieu de: « *Szabab Nep* », lire: « *Szabad Nep* ».

**Avancement de classe d'un administrateur des services civils de l'Algérie.**

Par arrêté du 31 juillet 1952, est promu administrateur de 1re classe, 1er échelon, à compter du 1er août 1952, avec un reliquat de bonifications militaires de 1 an 9 mois 18 jours, M. Daufard (Marcel), administrateur de 2e classe, 3e échelon.

## MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

**Décret n° 52-973 du 20 août 1952 fixant la composition, les dates d'appel et les obligations d'activité de la deuxième fraction du contingent à incorporer en 1952.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la défense nationale, du secrétaire d'Etat à la guerre et du secrétaire d'Etat au budget,

Vu la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée;

Vu la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950 portant à dix-huit mois la durée du service militaire actif et modifiant certaines dispositions de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée;

Vu la loi n° 51-1120 du 21 septembre 1951 complétant l'article 7 de la loi n° 50-1478 portant à dix-huit mois la durée du service militaire actif;

Vu la loi n° 52-415 du 18 avril 1952 étendant le bénéfice de la dispense des obligations du service militaire actif aux jeunes gens dont deux proches parents sont « morts pour la France »;

Vu le décret n° 51-87 du 23 janvier 1951 fixant la composition, la date d'appel et les obligations d'activité de la première fraction du contingent à incorporer en 1951, modifié par les décrets n° 51-292 du 3 mars 1951 et n° 51-417 du 13 avril 1951;

Vu le décret n° 52-141 du 8 février 1952 fixant la composition, les dates d'appel et les obligations d'activité de la première fraction du contingent à incorporer en 1952, modifié par le décret n° 52-314 du 18 mars 1952;

Vu le décret n° 52-360 du 1er avril 1952 relatif à l'application des dispositions de l'article 5 de la loi n° 50-1478 du 30 novembre 1950 (durée du service actif des sursitaires);

Vu le décret du 5 juin 1931 relatif aux règles d'affectation des contingents,

Décrète:

Art. 1er. — Sous réserve des dispositions de l'article 3 du présent décret, la deuxième fraction du contingent à incorporer en 1952 comprendra:

Les jeunes gens nés entre le 1er février 1932 et le 27 juin 1932, ces dates incluses, qui ont été reconnus aptes au service militaire par les conseils de revision de leur classe d'âge;

Les sursitaires de ce contingent ou des contingents précédents (jeunes gens nés avant le 28 juin 1932) qui auront renoncé à leur sursis, ou dont le sursis aura été annulé ou sera arrivé à expiration;

Les ajournés du 1er contingent de la classe 1952 et des classes antérieures (jeunes gens nés avant le 1er février 1932) qui auront été reconnus aptes au service militaires par les conseils de revision;

Les jeunes gens de la classe 1951 nés entre le 16 avril et le 15 octobre 1931, qui, confiés par décision de justice jusqu'à leur majorité à des établissements d'éducation surveillée, n'ont pas été appelés en 1951 ou 1952;

Les mineurs de fond de l'industrie charbonnière, appartenant au 3e contingent de la classe 1951 et au 1er contingent de la classe 1952 (jeunes gens nés entre le 1er septembre 1931 et le 31 janvier 1932), qui n'ont pas été incorporés avec ces contingents en application du décret n° 52-141 du 8 février 1952, modifié par le décret n° 52-314 du 18 mars 1952;

Les mineurs de fond nés antérieurement au 1er décembre 1930, qui, dispensés temporairement de leurs obligations d'activité en application des dispositions de la loi n° 46-188 du 14 février 1946, ne réunissent plus les conditions fixées par l'article 30 du décret n° 46-1433 du 14 juin 1946 pour continuer à bénéficier de la dispense de service qui leur a été précédemment accordée;

Les jeunes gens âgés de moins de trente ans des contingents précédents qui, dispensés de la présence effective sous les drapeaux, en application de l'article 98 de la loi du 31 mars 1928, du fait de leur résidence à l'étranger, ne se trouvent plus, par suite de changement de résidence, en mesure de bénéficier de cette dispense.

Art. 2. — Les hommes entrant dans la composition de la deuxième fraction du contingent à incorporer en 1952 seront appelés sous les drapeaux:

1° Armée de terre: en une seule fois, à partir du 1er novembre 1952;

2° Armée de mer: en trois fois, les 3 novembre 1952, 3 janvier 1953 et 28 février 1953;

3° Armée de l'air: en deux fois, à partir du 1er novembre 1952 et du 16 janvier 1953.

La durée du service actif comptera des dates ci-dessus pour cette fraction du contingent.

Art. 3. — Sont dispensés de leurs obligations de service actif:

Les jeunes gens dont deux frères, sœurs ou ascendants du premier degré sont « Morts pour la France »;

Les sursitaires, les ajournés et les réformés temporaires nés avant le 1er décembre 1930 qui se trouvaient, avant le 1er novembre 1950, dans l'une des situations énumérées au tableau I annexé au décret n° 51-87 du 23 janvier 1951, modifié par le décret n° 51-417 du 13 avril 1951.

Les jeunes gens, autres que ceux visés ci-dessus, qui, en raison de l'assimilation à des services militaires actifs du temps passé par eux dans certaines situations (déportés et internés de la Résistance, déportés au S. T. O., réfractaires) ont passé dans ces situations un temps égal ou supérieur à leurs obligations légales d'activité.

Art. 4. — Les sursitaires, les ajournés et les réformés temporaires nés avant le 1er décembre 1930 qui se trouvaient, avant le 1er novembre 1950, dans l'une des situations énumérées au tableau II annexé au décret n° 51-87 du 23 janvier 1951, modifié par le décret n° 51-417 du 13 avril 1951, n'accompliront que douze mois, dix mois, six mois ou trois mois de service actif ou bénéficieront d'une réduction de service correspondant à leurs services antérieurs, dans les conditions fixées audit tableau.

Art. 5. — Les sursitaires qui auront satisfait aux épreuves de la préparation militaire supérieure dans les conditions fixées par le décret n° 52-360 du 1er avril 1952, les ajournés et les réformés temporaires, autres que ceux visés aux articles 3 et 4 ci-dessus, n'accompliront qu'une année de service actif s'ils sont nés avant le 1er novembre 1929.

Art. 6. — Nonobstant les dispositions des articles 4 et 5 du présent décret, la durée des obligations d'activité des hommes qui justifieront avoir passé dans certaines situations (déportés et internés de la Résistance, déportés du S. T. O., réfractaires), un temps qui leur est décompté comme service militaire actif, ne pourra être supérieure à la différence entre la durée légale du service à laquelle ils sont astreints (un an pour les sursitaires titulaires du brevet de préparation militaire supérieur, les ajournés et les réformés temporaires, nés avant le 1er novembre 1929; dix-huit mois pour les autres) et le temps passé dans ces situations.

Art. 7. — Conformément aux dispositions de la loi n° 50-1178 du 30 novembre 1950, modifiée par la loi n° 52-415 du 18 avril 1952, il ne sera accordé aucune autre dispense ou allégement de service que ceux qui sont prévus aux articles 3, 4, 5 et 6 du présent décret.

Les hommes de la deuxième fraction du contingent à incorporer en 1952 qui n'entrent dans aucun des cas prévus aux articles ci-dessus, accompliront dix-huit mois de service.

Art. 8. — Les jeunes gens confiés par décision de justice à des établissements d'éducation surveillée bénéficieront, sur la demande du garde des sceaux, ministre de la justice, d'un sursis d'incorporation, si leur maintien dans ces établissements jusqu'à leur majorité est estimé nécessaire.

Art. 9. — Les jeunes gens en résidence à l'étranger seront incorporés dans la mesure où ils ne se trouvent pas dispensés de la présence effective sous les drapeaux en application de l'article 98 de la loi du 31 mars 1928.

Art. 10. — Les jeunes gens susceptibles de bénéficier d'une dispense ou d'une réduction de service actif en application des articles 3 et 4 du présent décret, devront en formuler la demande, avant le 15 septembre 1952, aux directions régionales du recrutement et de la statistique (ou bureaux de recrutement) dont ils relèvent, en y joignant les pièces justificatives énumérées au tableau III annexé au décret n° 51-87 du 23 janvier 1951.

Après la date ci-dessus, les demandes des intéressés ne pourront plus, sauf cas de force majeure, être prises en considération. Ceux-ci effectueront alors la totalité de leurs obligations d'activité.

Toutefois, les situations nouvelles créées postérieurement au 14 septembre 1952 au profit des jeunes gens dont deux frères, sœurs ou ascendants du premier degré sont « morts pour la France » continueront à entraîner, sur simple demande des intéressés, leur dispense du service ou leur libération s'ils ont déjà été incorporés.

Art. 11. — Les orphelins, les chefs et les soutiens de famille désireux d'être affectés à une unité proche de leur domicile devront en formuler la demande, avant le 15 septembre 1952, aux autorités désignées à l'article 10 ci-dessus, en y joignant les pièces justificatives énumérées au tableau III annexé au décret n° 51-87 du 23 janvier 1951.

Après la date ci-dessus, les demandes des intéressés ne pourront plus être prises en considération et ceux-ci ne pourront plus, après leur incorporation, se prévaloir de leur situation de famille pour solliciter une mutation les rapprochant de leur domicile, sauf dans le cas où il s'agirait d'une situation nouvelle intervenue depuis le 15 septembre 1952.

Art. 12. — L'affectation à un corps rapproché de leur domicile des orphelins, des chefs et des soutiens de famille qui en formuleront la demande dans les conditions fixées à l'article précédent, ne pourra intervenir que dans le cadre de l'armée, de l'arme, de la subdivision d'arme ou du service dans lequel ils auront été classés (et éventuellement incorporés) en fonction de leurs aptitudes physiques ou professionnelles et des nécessités d'ordre militaire.

Cette affectation ne pourra d'autre part entraîner de dépassements d'effectifs dans les corps des armes, subdivisions d'arme et de services considérés. A cet égard le rang de priorité des jeunes gens intéressés sera déterminé dans les conditions fixées par le décret du 5 juin 1931.

Elle ne pourra enfin, le cas échéant, faire obstacle au droit que possèdent le ministre de la défense nationale et les secrétaires d'Etat intéressés de procéder, postérieurement à l'incorporation, à toutes les mutations que leur paraîtra exiger l'intérêt de la discipline et du service.

Art. 13. — Les dispositions des articles 3, 4, 5 du présent décret ne sont pas applicables aux insoumis, quelle que soit la décision judiciaire intervenue à leur égard.

Art. 14. — Les jeunes gens qui auront bénéficié d'une dispense ou d'une réduction de service en application des articles 3, 4, 5 et 6 du présent décret seront versés dans la disponibilité à la date à laquelle ils auraient été incorporés s'ils n'avaient pas été dispensés de service ou à celle du renvoi dans leurs foyers s'ils ont bénéficié d'une réduction de service. Ils y seront maintenus jusqu'à la date du passage de leur classe d'âge dans la première réserve, sauf application de l'article 23 de la loi du 31 mars 1928.

Art. 15. — Le présent décret sera soumis à la ratification du Parlement, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi n° 50-1178 du 30 novembre 1950.

Art. 16. — Le ministre de la défense nationale et le secrétaire d'Etat à la guerre sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 août 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de la défense nationale,*

R. PLEVEN.

*Le secrétaire d'Etat à la guerre,*

PIERRE DE CHEVIGNÉ.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*

JEAN-MOREAU.

---

**Décret portant création d'un polygone exceptionnel à l'intérieur de la première zone de servitude de la batterie de la Tour d'Odre, à Boulogne-sur-Mer.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 28 juin 1952: page 6438, 2e colonne, au lieu de: « Batterie d'Odre », lire: « Batterie de la Tour d'Odre »; au lieu de: « Vu le décret réglementaire du 10 avril 1853... », lire: « Vu le décret réglementaire du 10 août 1853... ».

**Institution de commissions administratives paritaires au secrétariat d'Etat à l'air.**

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil et le secrétaire d'Etat à l'air,

Vu la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires;

Vu le décret n° 47-1370 du 24 juillet 1947 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 22 de la loi précitée, modifié par le décret n° 48-1708 du 5 novembre 1948, le décret n° 50-30 du 1er janvier 1950 et le décret n° 50-384 du 11 juillet 1950,

Arrêtent:

Art. 1er. — Il est institué dans les services du secrétariat d'Etat à l'air dix-neuf commissions administratives paritaires compétentes respectivement à l'égard des personnels ci-après:

1° Administrateurs civils;
2° Agents supérieurs;
3° Secrétaires d'administration;
4° Agents spéciaux, chefs de groupe et adjoints administratifs;
5° Secrétaires sténodactylographes, sténodactylographes et agents de bureau de l'administration centrale;
6° Fonctionnaires du corps administratif supérieur et du cadre administratif latéral des services extérieurs;
7° Secrétaires administratifs;
8° Agents administratifs et commis administratifs;
9° Sténodactylographes et agents de bureau des services extérieurs;
10° Téléphonistes de l'administration centrale;
11° Mécanographes titulaires de l'administration centrale;
12° Professeurs adjoints des écoles de mécaniciens de l'air;
13° Ingénieurs et sous-ingénieurs dessinateurs spéciaux, dessinateurs,
14° Chefs d'atelier, contremaîtres professionnels, chefs d'équipe professionnels, chefs d'équipe non professionnels;
15° Chefs de travaux de l'air, agents techniques de l'aéronautique, agents réceptionnaires de l'aéronautique;
16° Personnel de laboratoire et de documentation de l'école nationale supérieure de l'aéronautique;
17° Agents de maîtrise et ouvriers professionnels titulaires de l'administration centrale;
18° Huissiers, agents du service intérieur, hommes d'équipe de l'administration centrale, agents de service et concierges des services extérieurs;
19° Mécanographes titulaires des services extérieurs.

Art. 2. — Les commissions prévues à l'article 1er du présent arrêté siègent auprès du directeur du personnel civil, du contentieux et du matériel de l'administration centrale et sous sa présidence à l'exception des commissions nos 15 et 16.

Les commissions nos 15 et 16 siègent auprès du directeur technique et industriel et sous sa présidence.

Art. 3. — La composition des commissions administratives paritaires visées à l'article 1er est fixée ainsi qu'il suit:

| Représentants de l'administration. Nombre de représentants. Titulaires. | Représentants de l'administration. Nombre de représentants. Suppléants. | Représentants du personnel. Grades. | Représentants du personnel. Nombre de représentants. Titulaires. | Représentants du personnel. Nombre de représentants. Suppléants. |
|---|---|---|---|---|
| | | *Commission administrative paritaire n° 1.* | | |
| 4 | 4 | Administrateurs civils de classe exceptionnelle | 1 | 1 |
| | | Administrateurs civils de 1re classe | 1 | 1 |
| | | Administrateurs civils de 2e classe | 1 | 1 |
| | | Administrateurs civils de 3e classe | 1 | 1 |
| | | *Commission administrative paritaire n° 2* | | |
| 3 | 3 | Agents supérieurs de 1re classe | 1 | 1 |
| | | Agents supérieurs de 2e classe | 1 | 1 |
| | | Agents supérieurs de 3e classe | 1 | 1 |
| | | *Commission administrative paritaire n° 3.* | | |
| 4 | 4 | Chefs de section | 1 | 1 |
| | | Secrétaires d'administration principaux | 1 | 1 |
| | | Secrétaires d'administration de 1re classe | 1 | 1 |
| | | Secrétaires d'administration de 2e classe | 1 | 1 |
| | | *Commission administrative paritaire n° 4.* | | |
| 5 | 5 | Agents spéciaux | 1 | 1 |
| | | Chefs de groupe | 1 | 1 |
| | | Adjoints administratifs de classe exceptionnelle | 1 | 1 |
| | | Adjoints administratifs | 2 | 2 |
| | | *Commission administrative paritaire n° 5.* | | |
| 11 | 11 | Secrétaires sténodactylographes de classe exceptionnelle | 1 | 1 |
| | | Secrétaires sténodactylographes | 2 | 2 |
| | | Sténodactylographes | 2 | 2 |
| | | Aides-commis | 2 | 2 |
| | | Employés de bureau dactylographes | 2 | 2 |
| | | Employés de bureau | 2 | 2 |
| | | *Commission administrative paritaire n° 6.* | | |
| 9 | 9 | Chefs de service administratif de classe exceptionnelle | 1 | 1 |
| | | Chef de service administratif de classe normale | 1 | 1 |
| | | Chefs adjoints de service administratif de classe exceptionnelle | 1 | 1 |
| | | Chefs adjoints de service administratif de classe normale | 1 | 1 |
| | | Sous-chefs de service administratif de 1re classe | 1 | 1 |
| | | Sous-chefs de service administratif de 2e classe | 2 | 2 |
| | | Sous-chefs de section administrative du cadre latéral | 1 | 1 |
| | | Adjoints administratifs du cadre latéral | 1 | 1 |
| | | *Commission administrative paritaire n° 7.* | | |
| 6 | 6 | Secrétaires administratifs principaux | 2 | 2 |
| | | Secrétaires administratifs de 1re classe | 2 | 2 |
| | | Secrétaires administratifs de 2e classe | 2 | 2 |
| | | *Commission administrative paritaire n° 8.* | | |
| 6 | 6 | Agents administratifs | 2 | 2 |
| | | Commis administratifs de classe exceptionnelle | 2 | 2 |
| | | Commis administratifs | 2 | 2 |
| | | *Commission administrative paritaire n° 9.* | | |
| 8 | 8 | Sténodactylographes | 2 | 2 |
| | | Aides-commis | 2 | 2 |
| | | Employés de bureau dactylographes | 2 | 2 |
| | | Employés de bureau | 2 | 2 |
| | | *Commission administrative paritaire n° 10.* | | |
| 2 | 2 | Chefs de standard ou téléphonistes principaux | 1 | 1 |
| | | Préposés téléphonistes | 1 | 1 |
| | | *Commission administrative paritaire n° 11.* | | |
| 3 | 3 | Chefs opérateurs ou moniteurs de perforation | 1 | 1 |
| | | Opérateurs ou aides-opérateurs brevetés | 1 | 1 |
| | | Perforeurs vérifieurs | 1 | 1 |
| | | *Commission administrative paritaire n° 12.* | | |
| 2 | 2 | Professeurs adjoints des écoles de mécaniciens de l'air | 2 | 2 |

| REPRÉSENTANTS de l'administration. | | REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL | | |
|---|---|---|---|---|
| Nombre de représentants | | Grades. | Nombre de représentants. | |
| Titulaires. | Suppléants. | | Titulaires. | Suppléants. |
| | | *Commission administrative paritaire n° 13.* | | |
| 4 | 4 | Ingénieurs dessinateurs spéciaux de classe exceptionnelle | 1 | 1 |
| | | Ingénieurs dessinateurs spéciaux | 1 | 1 |
| | | Sous-ingénieurs dessinateurs spéciaux | 1 | 1 |
| | | Dessinateurs | 1 | 1 |
| | | *Commission administrative paritaire n° 14.* | | |
| 9 | 9 | Chefs d'atelier de classe exceptionnelle | 2 | 2 |
| | | Chefs d'atelier | 2 | 2 |
| | | Contremaîtres professionnels | 2 | 2 |
| | | Chefs d'équipe professionnels | 2 | 2 |
| | | Chefs d'équipe non professionnels | 1 | 1 |
| | | *Commission administrative paritaire n° 15.* | | |
| 12 | 12 | Chefs de travaux de l'air de classe exceptionnelle | 2 | 2 |
| | | Chefs de travaux de l'air | 2 | 2 |
| | | Agents techniques principaux de l'aéronautique ou agents réceptionnaires principaux de 1re, 2e et 3e classe de l'aéronautique | 2 | 2 |
| | | Agents techniques de 1re classe de l'aéronautique ou agents réceptionnaires de 1re classe de l'aéronautique | 2 | 2 |
| | | Agents techniques de 2e classe de l'aéronautique ou agents réceptionnaires de 2e classe de l'aéronautique | 2 | 2 |
| | | Agents techniques de 3e classe de l'aéronautique ou agents réceptionnaires de 3e, 4e et 5e classe de l'aéronautique | 2 | 2 |
| | | *Commission administrative paritaire n° 16.* | | |
| 2 | 2 | Personnel de laboratoire et de documentation de l'école nationale supérieure de l'aéronautique (chefs de travaux, préparateurs, bibliothécaires) | 2 | 2 |
| | | *Commission administrative paritaire n° 17.* | | |
| 5 | 5 | Agents de maîtrise | 1 | 1 |
| | | Ouvriers professionnels de 1re catégorie | 1 | 1 |
| | | Ouvriers professionnels de 2e catégorie | 1 | 1 |
| | | Ouvriers professionnels de 3e catégorie | 1 | 1 |
| | | Ouvriers professionnels de 4e catégorie | 1 | 1 |
| | | *Commission administrative paritaire n° 18.* | | |
| 6 | 6 | Huissiers chefs ou chefs surveillants | 1 | 1 |
| | | Huissiers de cabinet ou brigadiers-chefs | 1 | 1 |
| | | Huissiers de direction ou brigadiers | 1 | 1 |
| | | Agents de service de l'administration centrale ou gardiens de bureau et concierges des services extérieurs ou agents de service du cadre complémentaire des services extérieurs | 2 | 2 |
| | | Hommes d'équipe | 1 | 1 |
| | | *Commission administrative paritaire n° 19.* | | |
| 6 | 6 | Chefs d'atelier | 1 | 1 |
| | | Chefs opérateurs ou moniteurs de perforation | 1 | 1 |
| | | Opérateurs | 1 | 1 |
| | | Aides-opérateurs brevetés | 1 | 1 |
| | | Perforeurs vérifieurs | 2 | 2 |

Art. 4. — Les représentants de l'administration seront choisis parmi les fonctionnaires ou officiers ayant au moins le grade d'administrateur de 2e classe, de chef de service administratif ou de lieutenant-colonel. Toutefois, les chefs de service administratif ne pourront siéger qu'aux commissions nos 7, 8, 9, 12, 13, 14, 15, 16, 18 et 19.

Les représentants du personnel (titulaires et suppléants) seront élus dans les conditions fixées par les articles 10 à 22 du décret du 24 juillet 1947 modifié.

Art. 5. — Un arrêté fixera la compétence des sections de vote. Un seul bureau de vote central sera institué à l'administration centrale du secrétariat d'Etat à l'air à Paris, pour procéder au dépouillement du scrutin des votes émis pour chacune des commissions.

Art. 6. — En vue de l'élection des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires, le vote des agents détachés, en congé de maladie, en position d'absence régulièrement autorisée, ou empêchés en raison des nécessités du service de se rendre à la section de vote le jour du scrutin ou affectés à un établissement situé dans un territoire d'outre-mer autre que l'Afrique du Nord ou appartenant à un établissement non constitué en section de vote, s'effectuera par correspondance.

Art. 7. — Le vote par correspondance s'effectue dans les conditions suivantes:

1° La liste des agents appelés à voter par correspondance est annexée à la liste électorale arrêtée par les soins du directeur du personnel civil, du contentieux et du matériel de l'administration centrale ou du directeur de l'établissement dans lequel sera instituée une section de vote.

Celui-ci avise les agents intéressés de cette inscription et les conditions dans lesquelles ils pourront voter, quinze jours au moins avant la date des élections. Les intéressés peuvent vérifier les inscriptions et formuler toute réclamation dans les conditions prévues par l'article 12, alinéas 2 et 3, du décret du 24 juillet 1947;

2° Les bulletins et les enveloppes nécessaires sont envoyés aux intéressés, quatre jours francs au moins avant la date du scrutin, par le directeur du personnel civil, du contentieux et du matériel de l'administration centrale ou le directeur de l'établissement;

3° Les délais fixés aux paragraphes 1er (2e alinéa) et 2 du présent article ne concernent pas les agents empêchés de prendre part au vote direct par suite des nécessités du service.

En ce qui concerne les électeurs rattachés à une section de vote de la métropole et résidant hors du territoire métropolitain, les notifications prévues aux paragraphes 1er (2e alinéa) et 2 du présent article seront effectuées par avion aussitôt que possible après la date limite de dépôt des listes;

4° Au jour fixé pour le déroulement des opérations électorales, chaque électeur insère son bulletin dans une première enveloppe qu'il cachette. Cette enveloppe, d'un modèle identique pour tous les votants, ne doit porter aucune mention ni aucun signe distinctif;

5° L'électeur place cette enveloppe sous un second pli, qu'il cachette également et sur lequel il appose sa signature et porte son nom, son grade, son affectation et la mention « Election à la commission administrative paritaire n° ... »;

6° Lorsqu'il y a plusieurs votants dans un service donné, non institué en section de vote, chacun remet ce pli au chef de service avant l'heure fixée pour la clôture du scrutin.

Dès l'heure de la clôture du scrutin, le chef de service adresse à la section de vote dont dépend le service, par la poste, sous pli recommandé, les plis qui lui ont été remis.

Si le votant est isolé, il adresse directement son vote sous une troisième enveloppe, avant l'heure de clôture du scrutin, à la section de vote dont il dépend, par envoi postal recommandé.

En ce qui concerne les électeurs résidant hors du territoire métropolitain, cet envoi pourra être effectué dès réception des bulletins de vote et sans attendre le jour du scrutin.

Art. 8. — La réception des votes par correspondance s'effectue dans les conditions ci-après:

1° Trois jours francs après la date du scrutin, la section à laquelle sont rattachés les votants par correspondance procède au recueillement des votes adressés par cette voie.

Les plis extérieurs portant la signature et le nom des votants sont ouverts; la liste électorale est émargée; l'enveloppe intérieure est disposée dans l'urne contenant les suffrages des agents en fonction à la section de vote;

2° Sont mis à part:

Les plis extérieurs sur lesquels ne figurent pas le nom et la signature du votant ou sur lesquels ces mentions sont illisibles;

Les plis extérieurs multiples parvenus sous la signature du même agent;

Les plis extérieurs contenant plus d'une enveloppe.

Dans les deux premiers cas, les plis extérieurs et, dans le troisième cas, les enveloppes intérieures, ne seront pas déposés dans l'urne. Le nom des électeurs dont émanent ces plis n'est pas émargé sur la liste électorale;

3° Un procès-verbal des opérations visées aux paragraphes 1° et 2° du présent article est joint au procès-verbal du scrutin, ainsi que les plis mis à part;

4° Les votes par correspondance parvenus à la section de vote après le recensement prévu au paragraphe 1° ci-dessus sont renvoyés aux votants avec l'indication de la date et de l'heure de leur réception.

Art. 9. — Les dispositions de l'arrêté du 3 février 1950 portant renouvellement des commissions administratives paritaires du secrétariat d'Etat aux forces armées « air » sont abrogées.

Art. 10. — Le directeur du personnel civil, du contentieux et du matériel de l'administration centrale et le directeur technique et industriel sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 août 1952.

Pour le secrétaire d'Etat à l'air et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
YVES BARTON.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,*
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
*Le directeur de la fonction publique,*
ROGER GRÉGOIRE.

### Armée de mer (active et réserve).

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la marine en date du 8 août 1952, sont nommés au grade d'élève aspirant de réserve du commissariat de la marine, pour compter du 1er octobre 1952:

MM. Partiot (Frédéric-Alain), Struyven (Yves-Benoît-Ghislain), Hervé (Gérald-Emile-Marcel).

Ces élèves aspirants de réserve du commissariat devront être rendus à Toulon le 1er octobre 1952 où ils se présenteront au commissaire en chef de 1re classe, directeur de l'école du commissariat de la marine.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la marine en date du 11 août 1952, l'article 1er de l'arrêté du 30 juin 1952 est modifié comme suit en ce qui concerne le rang d'ancienneté définitif des enseignes de vaisseau de 2e classe ayant satisfait aux examens de sortie de l'école d'application en 1952 (pour prendre rang du 1er octobre 1951):

Après: « Voillaume (Henri-Marie), du port de Toulon », rayer: « Lanne (Claude), du port de Lorient ».

### Promotion d'un professeur de géographie de la marine.

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la marine en date du 11 août 1952, M. Langrand (Gustave), professeur de géographie de 3e classe, 2e échelon, du cadre des professeurs civils de l'école navale, est promu professeur de 3e classe, 3e échelon, pour compter du 1er juillet 1952.

### Armée de l'air.

Par arrêté en date du 13 août 1952, est placé hors cadres (mission), à la disposition du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme (secrétariat général à l'aviation civile et commerciale), à compter du 1er août 1952, l'officier d'active dont le nom suit:

#### Corps des officiers de l'air.

CADRE NAVIGANT

M. le lieutenant-colonel Allot (Roger-François-Joseph), né le 2 mars 1908.

La rémunération de cet officier supérieur, qui supportera les retenues légales sur la solde qui lui serait attribuée s'il était dans les cadres, sera imputée sur le budget du ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

Par arrêté en date du 13 août 1952, est placé hors cadres (mission), à la disposition du haut commissariat de la République française en Allemagne (direction générale des affaires administratives et budgétaires), à compter du 1er avril 1952, l'officier d'active dont le nom suit:

#### Corps des officiers de l'air.

CADRE SÉDENTAIRE

M. le capitaine Saboureault (Marius-Paul-Rolland), né le 16 août 1908.

La rémunération de cet officier, qui supportera les retenues légales sur le solde qui lui serait attribuée s'il était dans les cadres, sera imputée sur le budget du haut commissariat de la République française en Allemagne.

Par arrêté en date du 13 août 1952, M. le commandant du corps des officiers de l'air (cadre sédentaire) Reboul (Georges-Emile-Emmanuel), né le 23 septembre 1900, placé dans la position hors cadres (mission), au titre du ministère des travaux publics, des transports et du tourisme (secrétariat général à l'aviation civile et commerciale), est réintégré dans les cadres actifs de l'armée de l'air à compter du 1er août 1952.

### Nomination d'agents de poudrerie de réserve.

Par décision du 11 août 1952, sont nommés agents de poudrerie de réserve, pour prendre rang du 1er août 1952, les réservistes dont les noms suivent:

MM.

David (Léon), adjudant-chef de réserve, mle 1399 du recrutement de Toulouse.
Robisson (Jean-René), sergent-chef de réserve, mle 1950 du recrutement d'Angoulême.
Gauguin (Roland-Raymond-Robert), maréchal des logis chef de réserve, mle 3244 du recrutement de la Seine.
Petitpre (Gilbert-Albert-Léon), caporal-chef de réserve, mle 44 du recrutement de Saint-Omer.
Marc (René), caporal de réserve, mle 1354 du recrutement de Bordeaux.
Moigne (Corentin-Marie), soldat de 1re classe, mle 1760 du recrutement de Brest.
Savignac (René-Jean), soldat de 1re classe, mle 2935 du recrutement de Bordeaux.
Avisou (Pierre-Louis), soldat de 2e classe, mle 1917 du recrutement de Toulouse.
Jaspart (Francis-Cyrille-Antonin), maître-ouvrier chimiste de laboratoire, mle 3001 du recrutement de Valenciennes.
Couturier (Maxime-Robert), soldat de 2e classe, mle 1069 du recrutement de Poitiers.
Joly (Michel-Edmond), soldat de 2e classe, mle 210 du recrutement de la Seine.
Tribot (Robert-Adrien), soldat de 2e classe, mle 1981 du recrutement d'Angoulême.
Delferière (Paul-Henri), soldat de 2e classe, mle 1031 du recrutement de Valenciennes.
Guerlin (Jean-Daniel), soldat de 2e classe, mle 1341 du recrutement de Blois.
Valadeau (Yves-Fernand-Marcel), soldat de 2e classe, mle 10782 du recrutement de Poitiers.
Lecoustre (Léonce-Louis-Victor-Désiré), soldat de 2e classe, mle 18830 du recrutement de Lille.
Augros (Robert-Philippe), soldat de 2e classe, mle 1617 du recrutement de la Seine.
Dumontier (Marcel), soldat de 2e classe, mle 2014/R. C. du recrutement de Valenciennes.
Druesne (Bernard), soldat de 2e classe, mle 25812 du recrutement de Valenciennes.

### Liste de classement pour l'emploi d'agent de poudrerie de 3e classe (active).

*Liste de classement pour l'emploi d'agent de poudrerie de 3e classe (active), établie à la suite des concours ouverts par dépêche ministérielle du 15 mai 1951 et par décret du 10 février 1951 parmi les ouvriers des établissements du service des poudres.*

MM.

1 Ramond (Jean), de la poudrerie nationale de Toulouse.
2 Correge (Pierre), de la poudrerie nationale de Toulouse.
3 Daumas (Lucien), de la poudrerie nationale de Saint-Chamas.
4 Bastide (Angel), de la poudrerie nationale de Bergerac.

NOMINATIONS

Par décision ministérielle en date du 9 août 1952, ont été nommés au grade d'agent de poudrerie de 3e classe (armée active), pour compter du 1er août 1952, les ouvriers dont les noms suivent.

MM.

1 Ramond (Jean-Alexandre), poudrerie nationale de Toulouse.
2 Correge (Pierre-Jean), poudrerie nationale de Toulouse.
3 Daumas (Lucien-Joseph), poudrerie nationale de Saint-Chamas.
4 Bastide (Angel), poudrerie nationale de Bergerac.

## MINISTERE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

### Suspension provisoire des droits de douane d'importation applicables à certains matériels d'équipement.

Rectificatif au *Journal officiel* du 20 août 1952:

Page 8338, 1re colonne, colonne « Désignation du matériel », 25e ligne, au lieu de: « Type Calex », lire: « Type Scalex »; 2e colonne, colonne « Désignation du matériel », 72e ligne, au lieu de: « rendement de quinze stères et plus », lire: « rendement horaire de quinze stères et plus »; 76e ligne, au lieu de: « Appareils type Swanson ou Freak », lire: « Appareils type Swanson ou Fresk ».

Page 8339, 2e colonne, colonne « Désignation du matériel », 12e et 43e ligne, au lieu de: « à l'exception des métiers comportant moins de 7 aiguilles au centimètre », lire: « à l'exception des métiers Rachel et des métiers comportant moins de 7 aiguilles au centimètre ».

Page 8340, 1re colonne, colonne « Désignation du matériel », 85e ligne, au lieu de: « granites », lire: « granitos ».

## MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

**Décret du 13 août 1952 déclarant d'utilité publique l'acquisition des terrains nécessaires en vue de l'extension du lycée de garçons de Toulon, à Hyères.**

Par décret en date du 13 août 1952, est déclarée d'utilité publique en vue de l'extension de l'annexe du lycée de garçons de Toulon, à Hyères, l'acquisition par l'Etat des terrains d'une superficie de 10.580 mètres carrés sis à Hyères, avenue de Beauregard, et appartenant aux mineurs de David-Beauregard sous la tutelle de M. Jean de David-Beauregard, demeurant à Hyères, rue Séré-de-Rivières, lesdits terrains figurant sous les indices A, B et C sur le plan annexé au présent décret.

L'acquisition aura lieu soit à l'amiable, soit par expropriation, dans les conditions prévues par les lois et décrets en vigueur.

**Bibliothèques.**

Par arrêté en date du 7 août 1952, M. Bonnerot (Jean), conservateur en chef de la bibliothèque universitaire de Paris, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite à compter du 1er octobre 1952.

Par arrêté en date du 7 août 1952, sont inscrits au tableau d'avancement au grade de conservateur en chef à la bibliothèque universitaire de Paris, pour l'année 1952:

1e M. Calmette (Germain), conservateur à la bibliothèque universitaire de Paris;

2e *ex æquo* MM. Hahn (André), Thomas (Georges), conservateurs à la bibliothèque universitaire de Paris.

Par arrêté en date du 7 août 1952, M. Calmette (Germain), conservateur à la bibliothèque universitaire de Paris, est promu, à compter du 1er octobre 1952, au grade de conservateur en chef à la bibliothèque universitaire de Paris (Sorbonne).

A compter de cette date, l'intéressé sera rangé au 1er échelon du grade de conservateur en chef (indice 520).

**Musées de France.**

Par arrêté du 29 juillet 1952, Mlle Michèle Richet, diplômée de l'école du Louvre, a été nommée assistante des musées nationaux, à dater du 1er mai 1952, en remplacement de M. Dumont, détaché.

## ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, JEUNESSE ET SPORTS

**Création de certificats d'aptitude professionnelle dans divers départements.**

Par arrêté du 23 juillet 1952, il a été créé dans le département de la Marne un certificat d'aptitude professionnelle de charcutier.

Par arrêté du 23 juillet 1952, il a été créé dans le département de Tarn-et-Garonne un certificat d'aptitude professionnelle de brodeuse (broderie blanche).

**Ecole des hautes études commerciales.**

CONCOURS D'ADMISSION DE 1952

*Liste, par ordre de mérite, des candidats admis.*

1 Saillour (Yves), Segaud (Jean-Claude), David (Pierre-Jacques), Neveux (Didier), Hait (Jean-Pierre), Maggioli (Gérard), Henry (Guy), Maurel (Bernard), de Barolet (François), Grillon (Claude), Lebel (Bernard), Petit (Bernard), Peyrot (Claude), Coyon (François), Laffitte (Jean-Pierre), Champion (Alain), Duchemin (Jean-Claude), Delespierre (Alain), Roux de Bezieux (Bruno), Raby (Pierre).

21 Derville (Patrick), Larenceau (Jean), Carpentier (Michel), Lafon (Robert)), Hervey (Thierry), Faure (Michel), Amzallag (Daniel), Berizzi (Robert), Camboulives (André), Guichard (Jacques), Meillaud (Jean-Louis), Hohman (Jean), Lemoine (Jean), Mathieu (Philippe), Lauriot dit Prevost (Yves), Barbot (Jean-Claude), Espargilière (Bernard), Hickel (Charles), Chevalier (Denis), Daniel-Lacombe (Rémi).

41 Mary (Jean-Nicolas), Prache (Denys), Boyer (Jean-Claude), Hot (Daniel), Capitan (Robert), Fleury (Yvon), Magnillat (Pierre), Leonard (Jean-Henri), Magnol (Jean), Thorat (Robert), Grosse (Roland), Herbin (Pascal), Kieffer (Gérard), Blancquart (Jean), Louvet (Jean-Roger), Prigent (Bernard), Carlier (Maurice), Heller (Robert), Plouvier (Alain), Rennert (Guy).

61 Thery (Daniel), Baumann (Jacques), Derieux (Jacques), Pignede (Bernard), Chapus (Bernard), Gueraut (Patrice), Leduc (Jacques), Motte (Jacques), Collet (René), Dumas (Philippe), Bourguignon (Philippe), Maranget (Jean-Louis), Paquette (Jean), Scelles (Bernard), Codaccioni (François), Gascard (Pierre), Hanauer (Jean-Daniel), Delcroix (Claude), Legait (Jacques), Minet (Pierre).

81 Rocherolle (Eric), Croix (Max), Lazard (Alain), Saulnier (Jacques), Vaccaro (Jacques), Corby (René), Crepon (André), Dentraygues (Jacques), Dornier (René), Ferrandis (Guy), Guyard (Jean), Le Niger (Yves), du Rocher de Labaume du Puy Montbrun (Maxence), Gai (Luigi), Baisse (Claude), Dubrulle (Guy), Firmin (Jean-Claude), O'Connor (Michel), Creuzon (Robert), Foulon (Claude).

101 Laloux (Jacques), Martin (Jean), Martin (José), Pineau (Gérard), Zeller (Jean-Loup), Barbet-Massin (Jacques), Blin (Michel), Jacquier (Henri), Lesbre (Jacques), de Malezieux du Hamel (Emmanuel), Robin (Henri), Bonis (Philippe), Dognin (François), Haag (Michel), Asselin (Claude), Clotet (Bernard), Paolini (Bernard), de Quengo de Tonquedec (Jean), Vallin (Gabriel), Cohen (Max).

121 Hanon (Bernard), Jouannaux (Jacques), Wik (Jacques), Auguste-Dormeuil (Patrick), ben Tahar Radhi, Decoret (Yves), Brabant (Jacques), Dumas (Jean-Pierre), Esmenard (Michel), Hervet (Jean-Henri), Malcor Deydier de Pierrefeu (Christian), Rimbaud (Christian), Astruc (Daniel), Castaredo (Jean), Cottin (Pierre), Guerin (Jean-Louis), Pellissier (Jean-Claude), Baudon de Mony (Xavier), Boitel (Bernard), Breban (Jacques).

141 Breuillot (Jacques), Coupey (Jean-Jacques), Dufreulh (Guy), Hassan (Paul), Rode (Marcel), Roubi (Jean-Michel), Schild (Jean), Stevenet (Jean), Thevenin (Bernard), Vincey (Pierre), Billard (Etienne), Epry (Jean), Kuhlmann (Pierre), Leroy (Roland), de Lestrange (Jean), Mizrahi (Marcel), Oly (Philippe), Perrodo (Michel), Amsellem (Georges), Duzias (Robert).

161 Mulliez (Francis), Pagot (Raoul), Pommeret (Xavier), Rastouin (Pierre), Riou (Jean), Risacher (Jacques), Roche-Bruyn (Charles), Trinfignac (Michel), Righenzi Hugon de Villers (Régis), Ringeval (Michel), Cabotin (Claude), Lesur (Yves), Migeon (Robert), Piat (Régis), Zeraffa (Henri), Dorsemaine (Jean), Fontaine (Philippe), Gilibert (Victor), Peters-Desteracl (Jean-Pierre), Ropars (Pierre).

181 Tutin (Jean-Claude), Cochet (François), Cognard (André), Dewaire (Dominique), Jabouley (Henri), Milon (Henri), Thery (Robert), Assier de Pompignan (Christian), de Boysson (Paul), Cole (Alain), Denyset (Gilbert), Reverchon (Pierre), Salvarelli (Roger), Schweisguth (Jean), Torre (Henri), Veyre de Soras (Joseph), Crouvizier (Claude), Deich (Michel), Demoulin (Jean), Derville (Philippe).

201 Dorizon (Henri), Montel (Michel), Vidal (Marcel), Baudru (Jacques), Estival (Jacques), Gallet (Jean-Pierre), Heron (Georges), Legendre (Michel), Sudry (Philippe), Benchetrit (Jean), Gourdon (Michel), Regard (Michel), Farinaud (Jean-Pierre), François (Edouard), Regnier (Jean), Darredeau (Michel), Geiser (Michel), Rougier (Pierre), Viet (Jacques), Bigot (Dominique).

221 Boissy (Roland), Giraud (Bernard), Monneron (André).

Candidat admis à titre étranger.

Danziger (Raymond).

**Liste, par ordre de mérite, des élèves ayant obtenu le certificat d'études commerciales supérieures.**

1 Hachuel (R.).
2 Lieber (G.).
3 Coriat (A.).
4 Hofmann (G.).
5 Assaf (I.).
6 Cobanoglu (O.).
7 Bensadon (N.).
8 Chau-Cam-Bieu.
9 Laurson (A.).
10 Juliard (A.).
11 Hamdy (G.).
12 Progneaux (F.).
13 Lagonico (J.).
14 Dwek (M.).
15 Offenheim (J.).
16 Guallar (R.).
17 Vellos (V.).
18 Kazem-Nassiri (M.).
19 Pucnik (A.).
20 Abourachid (J.).
21 Jabi (F.).
22 Garcia y Laurent (S.).
23 Negru (O.).
24 Bourov (P.).
25 Deboutte (J.).
25 Doczy (B.).

**Liste des candidats et candidates nommés élèves professeurs à l'école normale supérieure de l'enseignement technique à dater du 1er octobre 1952.**

Par arrêté en date du 1er août 1952, sont nommés élèves professeurs à l'école normale supérieure de l'enseignement technique, à dater du 1er octobre 1952, les candidats et candidates dont les noms suivent:

SECTION A1

*Sciences industrielles.*

Garçons.

1 Dolique (Jean).
2 Roux (Pierre).
3 Grand (Roger).
4 Drevet (Jean).
5 Lalande (Robert).
6 Ducasse (Jean).
7 Chefdeville (Jean).
8 Pérot (Maurice).
9 Vélay (Michel).
10 Pech (Pierre).
11 Piault (Hubert).
12 Siredey (André).
13 Geignier (Jacques).
14 Valent (Pierre).
15 Vincent (Daniel).
16 Merle (Louis).
17 Caron (Pierre).
18 Reveilleau (Pierre).
19 Bruhat (Henri).

Filles.

1 Mlle Lombard.

SECTION A2

*Sciences et arts industriels.*

1 Seilhan (M.-Antoinette).
2 Passant (Colette).
3 Amouroux (Michelle).
4 Thomas (Jacqueline).
5 Joseph (Marguerite).
6 Wacquiez (Colette).
7 Cordier (Monique).
8 Louboutin (Christiane).
9 Villa (Renée).
10 Lemoine (Jeanine).
11 Forges (Josette).
12 Pindat (Angèle).

1 Noulard (Marcel).
2 Buge (Michel).

SECTION B

*Dessin industriel.*

1 Armengaud.
2 Geay.
3 Dubrana.
4 Pichon.
5 Ducel.
6 Launay.
7 Germann.
8 Billant.
9 Martino.
10 Heraud.
11 Richez.
12 Begun.
13 Russier.
14 Galabert.
Polomeni.
15 Pantel.
15 Yver.

SECTION C

*Dessin et arts appliqués.*

Garçons.

1 Bouniol (Gérard).
2 Roche (Maurice).
3 Zeimert (Roland).
4 Souq (Claude).
5 David (Claude).
6 Bessière (René).

Filles.

1 Dubernard (Jacqueline).
2 Hartié (Huguette).
3 Roidot (Jacqueline).
4 Gremmel (Jeanne).
5 Gaudet (Suzanne).
6 Chillon (Jeanne).
Hauchecorne (Nicole).

SECTION D

*Sciences et techniques commerciales.*

Garçons.

1 Grillon (Claude).
2 Maitrasse (Michel).
3 Anciant (Jean).
Dellinger (André).
5 Unia (Michel).
6 Parruite (Michel).
7 Vidal (Louis).
8 Bubot (Michel).
9 Guillot (Marc).
10 Clodong (Pierre).
11 Davasse (Henri).
Marousau (Pierre).

Filles.

1 Ligeret (Pierrette).
2 Clergial (Josette).
3 Herrault (Thérèse).
4 Piètre (Odile).
5 Fructus (Paulette).
6 Chavy (Simone).
7 Lasfargues (Odile).
8 Pasquier (Colette).
9 Faillard (Nicole).
10 Dumas (M.-Antoinette).
11 Colas (Paulette).
12 Boissière (Claude).

SECTION E. F.

*Lettres. — Langues.*

1 Nezeys (Robert).
2 Dondon (Bernard).
3 Douessin (René).
4 Dibon (Pierre).
5 Gautier (Serge).
6 André (James).
Legrand (Marcel).
8 Boisson (Pierre).
9 Artus (François).
10 Glorieux (Jean).
11 Lamy (Pierre).
12 Bailly (Jacques).
13 Rault (Marcel).
14 Pynson (Roger).
15 Lagnion (Alain).
16 Meiller (Christian).
17 Cheviet (Claude).
18 Betoux (Jean).
Pillu (Pierre).

Filles.

1 Brochet (Michelle).
2 Gascon (Rosette).
3 Marquet (Simone).
4 Cottenet (Madeleine).
5 Bourdier (Hélène).
6 Raoul (Janine).
7 Bailly (Madeleine).
8 Etchepare (Françoise).
9 Goube (Jacqueline).
10 Couilloud (Geneviève).
11 Chalvignac (Yvonne).
Nidelisse (Nicole).
13 Mongin (Nicole).
14 Crétoz (Raymonde).
15 Klauber (Hélène).
Vialatte (Lise).

**Liste des candidats déclarés aptes à recevoir une délégation de professeurs techniques adjoints de commerce dans les ecoles nationales professionnelles et les collèges techniques à la suite du concours ouvert en avril 1952.**

Par arrêté du 11 juillet 1952, à la suite du concours ouvert le 21 avril 1952, les candidats dont les noms suivent (liste établie par ordre de mérite) ont été déclarés aptes aux fonctions de professeurs techniques adjoints de commerce dans les écoles nationales professionnelles et les collèges techniques:

1 Rolinet (Andrée).
2 Bernard (Jacqueline).
3 Bouyge (Renée).
4 Couvret (Marie-Louise).
5 Couturier (Hélène).
6 Gentil (Paulette).
7 Hardy (Madeleine).
8 Clere (Thérèse).
9 Huyart (Yvonne).
10 Richard (Madeleine).
Roca (Madeleine).
12 Combet (Paule).
13 Nadaud (Renée).
14 Mercier (Jacqueline).
15 Eucher Lahon (Emma).
16 Fertil (Madeleine).
17 Hauger (Pierre).
18 Rey (Jacqueline).
19 Courtois (Jacqueline).
Kessler (Sylvie).
21 Lutz (Lucienne).
22 Deschamps (Josette).
23 Guérin (Paule).
Buron (Ginette).
25 Billiet (Geneviève).
26 Pieters (Odette).
Delmotte (Madeleine).
28 Quillard (Marie-Thérèse).
29 Sitruk (Rachel).
30 Combe (Renée).
31 Sauve (Odette).
32 Charbonnier (Ginette).
33 Belloin (Rolande).
34 Requena (Henri).
35 Hurel (Ginette).
36 Ferry (Denise).
Rouillon (Marcelle).
38 Lecouve (Simone).
39 Selaries (Louise).
40 Gicquel (Odette).
41 Levy (Françoise).
42 Dubuis (Denise).
43 Ducœurjoly (Simone).
44 Sauron (Adrienne).
45 Francot (Monique).
Gilbert Aerts (Laure).
Loupias (Josette).
48 Arnac (Simone).

## MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

**Decret du 13 août 1952 portant approbation d'un avenant du 28 décembre 1951 à la convention de concession du 7 mai 1902, passée entre la ville de Perpignan et la Compagnie centrale des tramways électriques, et de trois cahiers des charges joints audit avenant.**

Par decret en date du 13 août 1952, est approuvé, ainsi que les trois cahiers des charges y annexés, l'avenant à la convention du 7 mai 1902 intervenu, le 28 décembre 1951, entre la ville de Perpignan et la Compagnie centrale des tramways électriques.

**Précautions à prendre pour le chargement dans les véhicules de transport des bonbonnes et touries renfermant des matières dangereuses (matières dangereuses 1952, n° 29).**

Rectificatif au *Journal officiel* du 8 août 1952: page 7986, 2e colonne, 11e et 12e ligne, article 666, au lieu de: « ...d'acides nitrique (gr. 31.101 et 31.201) et sulfonitrique (gr. 31.102 et 31.202)... », lire: « ... d'acides nitrique (gr. 33.101 et 33.201) et sulfonitrique (gr. 33.102 et 33.202)... ».

**Conseil d'administration de l'office scientifique et technique des pêches maritimes.**

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

Vu l'acte dit loi n° 1024 du 18 novembre 1942 portant réorganisation de l'office scientifique et technique des pêches maritimes;

Vu le décret n° 47-2031 du 15 octobre 1947 portant réorganisation de l'office scientifique et technique des pêches maritimes, et notamment son article 1er;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1947 nommant les membres du conseil d'administration de l'office scientifique et technique des pêches maritimes modifié;

Vu la délibération du conseil d'administration dans sa séance du 22 avril 1952,

Arrête:

Art. 1er. — Les membres sortants du conseil d'administration de l'office scientifique et technique des pêches maritimes dont les noms suivent, sont maintenus, pour une nouvelle période de trois ans, comme membres du conseil d'administration dudit office:

M. le professeur G. Teissier, directeur du centre national de la recherche scientifique.

M. le professeur Fage, membre de l'Institut, professeur au Muséum d'histoire naturelle, directeur de l'institut océanographique.

M. Bamberger, président du syndicat national des fabricants de produits congelés ultra-rapides.

M. Viaut, directeur du service de la météorologie nationale.

M. Castel, armateur, capitaine de frégate de réserve, technicien de la pêche congelée.

M. Le Garrec, président de la fédération des syndicats d'armateurs à la pêche.

M. Noblet, représentant de la fédération des armateurs à la grande pêche.

M. le docteur Piettre, membre de l'Institut, directeur de l'institut international du froid.

Art. 2. — Le présent arrêté prend effet du 1er janvier 1952.

Fait à Paris, le 12 août 1952.

Pour le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme et par délégation:
RENÉ COURAU.

## Administration centrale.

Par arrêté en date du 11 août 1952, M. Laflèche (Pierre), agent supérieur de 1re classe à l'administration centrale du ministère des travaux publics, des transports et du tourisme, a été admis, à compter du 10 septembre 1952, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite pour ancienneté, en application de l'article 4 du décret du 23 mai 1951 (code des pensions) (soixante ans d'âge, trente-huit ans de services).

La cessation des fonctions de l'intéressé a été fixée à la même date.

Par arrêté en date du 11 août 1952, M. Munier (Ulysse), inspecteur principal de 1re classe des transports, affecté à l'administration centrale du ministère des travaux publics, des transports et du tourisme, à la direction générale des chemins de fer et des transports (service du contrôle des transports par fer), a été admis, à compter du 1er octobre 1952, à faire valoir ses droits à la retraite pour ancienneté au titre de l'article 10 de la loi du 15 février 1946 et de l'article 4 du décret du 23 mai 1951 (code des pensions) (soixante-cinq ans d'âge, quarante-sept ans de services).

La cessation des fonctions de l'intéressé a été fixée à la même date.

## Météorologie.

Par arrêté du 29 juillet 1952, le tableau d'avancement complémentaire des fonctionnaires du corps des adjoints techniques de la météorologie est fixé ainsi qu'il suit pour l'année 1949:

### AVANCEMENT DE CLASSE

ADJOINTS TECHNIQUES DE LA MÉTÉOROLOGIE

*Inscription pour la 3e classe.*

M. Bacara (Jacques).

En exécution de ce tableau, M. Bacara (Jacques) est promu adjoint technique de la météorologie de 3e classe à dater du 1er juillet 1949.

Par arrêté du 29 juillet 1952, les adjoints techniques de la météorologie dont les noms suivent sont promus:

*Adjoints techniques, du 1er échelon au 2e échelon.*

(A dater du 1er janvier 1950.)

M. Jacquot (Maurice), services militaires restant à utiliser: 10 mois 5 jours.

M. Ledret (Eugène), compte tenu de 6 mois 20 jours de services militaires; services militaires restant à utiliser: 5 mois 3 jours.

*Adjoints techniques, du 2e échelon au 3e échelon.*

A dater du 1er janvier 1950. — MM. Boiche (René), Coat (Hervé), Decoux (Jean), Duillet (Léon), Ganancia (Lucien), Langlois (René), Oberle (Bernard), Stafrach (Georges), Valentin (Julien), Bucco (Robert), Comte (Pierre), Dufresne (Robert), Frioult (André), Labarde (Emile), Loisele (Jacques), Petit (Fernand), Thelu (Jean), Vian (Robert).

A dater du 9 janvier 1950: M. Rémy (Erwin).
A dater du 12 janvier 1950: M. Tetu (Albert).
A dater du 10 février 1950: M. Simon (Emile).
A dater du 22 février 1950: M. Weppe (André).
A dater du 1er mars 1950: M. Guir (Georges).
A dater du 5 mars 1950: MM. Barbeau (Charles), Escarmant (Jacques).
A dater du 7 mars 1950: M. Giraud (Gaston).
A dater du 11 mars 1950: M. Namias (Raphaël).
A dater du 13 mars 1950: M. Pecquais (Claudius).
A dater du 14 mars 1950: M. Gandolphe (Théodore).
A dater du 16 mars 1950: M. Rose-Rosette (Charles).
A dater du 7 avril 1950: M. Daoudi (Salmon).
A dater du 26 avril 1950: M. Renou (William).
A dater du 1er mai 1950: M. Alacchi (Jules).
A dater du 10 mai 1950: M. Prigent (Jean).
A dater du 16 mai 1950: M. Fitoussi (Alfred).
A dater du 2 juin 1950: M. Favie (Fernand).
A dater du 3 juin 1950: M. Bizien (Jean-Yves).
A dater du 12 juin 1950: M. Nier (Georges).
A dater du 18 juin 1950: M. Griesenmann (André).
A dater du 19 juin 1950: M. Jaquet (Jean).
A dater du 7 juillet 1950: M. Roche (Georges).
A dater du 11 juillet 1950: M. Arnaud (Félix).
A dater du 29 juillet 1950: M. Chapuis (Georges).
A dater du 3 août 1950: M. Jung (Jean).
A dater du 4 août 1950: M. Sourd (André).
A dater du 6 août 1950: M. Chavagneux (Joseph).
A dater du 12 août 1950: M. Legendre (Georges).
A dater du 21 août 1950: MM. Lecomte (Paul), Savy (Marcel).
A dater du 2 septembre 1950: M. Collier (Marcel).
A dater du 5 septembre 1950: M. Guimber (Georges).
A dater du 10 septembre 1950: M. Bonnet (Jean).
A dater du 16 septembre 1950: M. Janil (Eugène).
A dater du 10 octobre 1950: M. Zimmermann (Jean).
A dater du 20 octobre 1950: M. Mazaud (Robert).
A dater du 29 octobre 1950: M. Jeudy (Yves).
A dater du 12 novembre 1950: M. Delon (René).
A dater du 22 novembre 1950: M. Ghiles (Jean).
A dater du 26 novembre 1950: MM. Chauchix (Yannick), Masson (André).
A dater du 29 novembre 1950: M. Brunati (Louis).
A dater du 2 décembre 1950: M. Deschennes (Bernard).
A dater du 10 décembre 1950: M. Puissant (Jacques).
A dater du 20 décembre 1950: M. Rotily (Ange).
A dater du 1er février 1951: M. Ringot (Roger).
A dater du 5 février 1951: M. Buchot (Claude), compte tenu de 7 mois 26 jours de services militaires (services militaires épuisés).
A dater du 9 février 1951: M. Poulitou (Jean).
A dater du 12 février 1951: M. Devil'az (Edouard).
A dater du 23 février 151: M. Sintes (José).
A dater du 4 mars 1951: M. Navarro (René).
A dater du 5 mars 1951: M. Dumas (Gaston).
A dater du 1er avril 1951: MM. Cadic (Marcel), Coydon (Jean), Storck (Norbert), Colombani (Césaire), Fournot (Georges).
A dater du 6 avril 1951: M. Moreau (Guy).
A dater du 15 avril 1951: MM. Couton (Jean), Dethomas (Robert).
A dater du 25 avril 1951: M. Albinet (Maurice).
A dater du 12 mai 1951: M. Jubin (Henri).
A dater du 29 mai 1951: M. Mazenq (Jean).
A dater du 1er juin 1951: M. Gondcaille (André).
A dater du 14 juin 1951: M. Dahlen (Robert).
A dater du 1er juillet 1951: MM. Buisson (Bernard), Jaquot (Maurice), compte tenu de 9 mois de services militaires, services militaires restant à utiliser: 1 mois 5 jours; Sabatier (Louis).
A dater du 14 août 1951: M. Lugap (Jean).
A dater du 20 août 1951: M. Mook (Jean-Louis).
A dater du 23 août 1951: M. Moatti (Georges).
A dater du 28 août 1951: M. Sagette (André).
A dater du 30 août 1951: M. Lemaguer (Paul).
A dater du 7 septembre 1951: M. Maubecq (Georges).
A dater du 10 septembre 1951: M. Courouple (Henri).
A dater du 28 septembre 1951: M. Leveque (Robert).
A dater du 1er octobre 1951: MM. Le Boucher (Michel), Pascal (Roger).
A dater du 14 octobre 1951: M. Rougier (Maurice).
A dater du 21 octobre 1951: M. Ferrenbach (Robert).
A dater du 27 octobre 1951: M. Couratin (Claude).
A dater du 3 novembre 1951: M. Riffault (André).
A dater du 27 novembre 1951: M. Ringuet (Roland).
A dater du 1er décembre 1951: M. Minet (Jean).
A dater du 28 décembre 1951: M. Ledret (Eugène), compte tenu de 5 mois 3 jours de services militaires, services militaires épuisés.

*Adjoints techniques, du 3e échelon au 4e échelon.*

A dater du 1er janvier 1950: MM. Boiscron (Robert), Caroff (Jean).
A dater du 16 octobre 1950: M. Olivier (Raoul), compte tenu de 4 mois 3 jours de services militaires, services militaires épuisés.
A dater du 14 janvier 1951: M. Cardamone (Michel).

A dater du 29 janvier 1951 : M. Pruvost (André).
A dater du 1er avril 1951 : MM. Barbia (Albert), Curlet (Roger), Garrait (Pierre), Maurin (Jacques), Charles (Jean), Deflaux (Roger), Ginder (Charles), Vivier (André).
A dater du 15 mai 1951 : M. Martinez (José).
A dater du 1er juin 1951 : M. Brandela (Christian).
A dater du 1er juillet 1951 : MM. Carlotti (Antoine), Ruiz (Alfred).
A dater du 20 juillet 1951 : M. Texeire (Pierre).
A dater du 27 août 1951 : M. Mevel (Yves).
A dater du 30 septembre 1951 : M. Mazurie (André).
A dater du 1er octobre 1951 : Mlle Dunoyer (Mireille).
A dater du 29 octobre 1951 : M. Martinetti (Robert).
A dater du 1er décembre 1951 : M. Beiriger (Marcel).
A dater du 31 décembre 1951 : MM. Derriche Abdelkader, Fabre (Marcel), Sendra (Robert).

*Adjoints techniques, du 4e échelon au 5e échelon d'adjoints techniques principaux.*

A dater du 1er avril 1951 : MM. Brioulle (Roger), Mauger (Pierre), Trouche (Roger), Martz (Charles), Roger (René).
A dater du 12 avril 1951 : M. Olivier (Guy).
A dater du 1er juin 1951 : M. Chesneau (Jacques).
A dater du 1er juillet 1951 : M. Sutra (Antoine).
A dater du 1er août 1951 : M. Baumlin (Erwin).
A dater du 1er octobre 1951 : M. Salvini (Joseph).

*Adjoints techniques principaux, du 5e échelon au 6e échelon.*

A dater du 1er juillet 1951 : MM. Arnaud (Oswald), Pheulpin (Pierre).
A dater du 1er octobre 1951 : M. Brunet (Pierre).

## Navigation aérienne.

Par arrêté du 4 août 1952, il est mis fin à la suspension de fonctions de M. Mathieu (Jack), contrôleur de la navigation aérienne, prononcée par arrêté du 16 janvier 1952.

## Ponts et chaussées.

Par arrêté en date du 21 juillet 1952, a été rapporté, en ce qui concerne M. Metz (Bernard), l'arrêté du 14 février 1952 déclarant ce candidat admissible au grade d'ingénieur adjoint des travaux publics de l'Etat (ponts et chaussées) à titre colonial.

Par arrêté en date du 11 août 1952, M. Pierre Devaux, ingénieur en chef adjoint au directeur de la Société des grands travaux de Marseille, a été nommé, pour une durée de quatre ans, à dater du 1er août 1952, membre du conseil de perfectionnement de l'école nationale des ponts et chaussées en tant que représentant des entreprises du bâtiment des travaux publics et de l'industrie électrique, en remplacement de M. Pascal.

Par arrêté en date du 11 août 1952, M. Amathieu (André), ingénieur des ponts et chaussées de 2e classe à Charleville, a été affecté, à compter du 1er octobre 1952, au service ordinaire du département de l'Orne.

Par arrêté en date du 11 août 1952, M. Gouet (Roger), ingénieur des ponts et chaussées de 2e classe à l'arrondissement Nord du service ordinaire et vicinal des ponts et chaussées à Cherbourg, a été affecté, à compter du 1er septembre 1952, à la même résidence, à l'arrondissement Nord du service maritime, en remplacement de M. Pages, appelé à une autre destination.

Par arrêté du 12 août 1952, ont été déclarés admis à l'emploi d'adjoint technique des ponts et chaussées, à la suite du concours ouvert en 1952, les candidats dont les noms suivent :

1 Nelson (Claude), Paris (1).
2 Palomino (Georges), Casablanca.
3 Coghe (André), Lille.
4 Boissel (Luc-Etienne), Valence.
5 Soi (Jean-Louis), Périgueux.
6 Dryburgh (Jacques), Nice.
7 Gréda (André), Chambéry.
8 Laborey (André), Dijon.
9 Crouzet (Pierre), Draguignan.
10 Larsenois (Jean), Nancy.
10 Parey (Charles), Rouen.
12 Murat (Paul), Lille.
13 Marsault (Jean), Paris.
14 Potier (Henri), Casablanca.
15 Juil (Cyprien), Perpignan.
16 Chareyron (Robert), Paris.
17 Lauruol (Pierre), Rodez.
18 Feryn (Gilbert), Rouen.
19 Baspeyras (Raymond), Bordeaux.
20 Quipourt (Gilles), Nancy.
20 Sabatier (Yves), Paris.
22 Cotin (René), Lyon.
23 Buzoni (Robert), Lyon.
24 Cleynat (Henri), Grenoble (1).
24 Verdier (Jean), Nice.
26 Canac (Pierre), Rodez.
27 Ballast (Jean-Marie), Strasbourg.
27 Follez (Michel), Lille.
29 Auclair (André), Clermont-Ferrand.
30 Chrobocinski (Pierre), Charleville.
30 Loudes (Robert), Paris.
32 Pivano (André), Clermont-Ferrand.
32 Salva (Lucien), Alger.
34 Depoorter (Noël), Paris.
35 Prola (René), Nice.
36 Gissinger (Roland), Paris.
37 Brosse (Louis), Lyon.
38 Desnoyers (Fernand), Poitiers.
39 Laquerbe (Pierre), Caen.
40 Pattier (Pierre), Paris.
41 Legrand (Pierre-Corentin), Quimper.
42 Demay (Robert), Toulouse.
43 Langlais (Jacques), Rennes.
44 Ressouche (Georges), Saint-Etienne.
45 Herbeaux (Michel), Amiens.
46 Ruchon (Robert), Paris.
47 Giraud (Jean-René), Paris.
47 Perroux (Paul), Chambéry.
49 Casile (Robert), Lyon.
50 Hermant (André), Arras.
51 Regourd (Jean), Rodez.
52 Labeloulle (Jean), Bordeaux.
53 Brat (André), Paris.
54 Abitboul (Georges), Nice.
55 Nappez (Claude), Dijon.
56 Gallas (Lucien), Paris.
56 Minet (Jacques), Orléans.
58 Dammam (Paul), Lille.
59 Sciou (Jacques), Paris.
59 Massoni (Jacques), le Mans.
61 Le Balch (Jacques), Rennes.
62 Turgis (Jacques), Rouen.
63 Bellanger (Marc), Rennes.
64 Perfezou (Julien), Rennes.
65 Didier (René), Dijon.
65 Fenot (Roger), Dijon.
67 Floc'Hic (Michel), Paris.
68 Beaujour (Ernest), Metz.
69 Bousselet (André), Paris.
69 Lebreton (Jean), Draguignan.
71 Bagot (Jean), Rennes.
72 Carapezzi (Elie), Rennes.
73 Arsène (Jean), Rouen.
74 Sagnes (Francis), Paris.
75 Lejeune (André-Raymond), Paris.
76 Vaillemont (Serge), Rouen.
77 Roux (Robert), Nimes.
77 Serval (Julien), Paris.
79 Pagnoz (Roland), Marseille.
80 Goupil (Pierre), Nancy.
81 Vieil (Roger), Nice.
82 Lavalette (Jacques), Paris.
82 Morin (Fernand), Rennes.
84 Laurent (Alcide), Draguignan.
85 Vallet (Roger), Nice.
86 Justine (Claude), Châlons-sur-Marne.
87 Louis (Jean), Nancy.
88 Penalva (Gilbert), Casabanca.
89 Ollie (Joseph), Nice.
90 Chevignard (Philippe), Dijon.
90 Vila (Robert), Perpignan.
92 Castera (Pierre), Pau.
93 Barratine (Paul), Marseille.
94 Richard (Georges), Pau.
95 Rey (Denis), Marseille.
96 Bordonado (Gérard), Casablanca.
97 Rougemont (Jean), Dijon.
98 Sermeze (Albert), Paris.
98 David (Abel), Nantes.
100 Doubre (Jean-Robert), Amiens
101 Dambre (Jean-Louis), Paris.
101 Marty (René), le Mans.
103 Juge (Pierre), Dijon.
103 Roussel (Claude), Lille.
105 Tortolacci (Vincent), Nice.
106 Cartier (Roger), Annecy.
107 Jaubert (René), Toulouse.
108 Surier (Gaston), Casablanca.
109 Lignot (Roland), Paris.
109 Tronchet (Marcel), Grenoble.
111 Ghoux (Jean-Claude), Dijon.
112 Jouenne (Claude), Caen.
113 Kypriotis (Charles), Oran.
114 Guiraud (Fernand), Montpellier.
115 Charpentier (Claude), Paris.
116 Benech (Roger), Toulouse.
117 Campan (Pierre), Rennes.
118 Gay (Jean), Grenoble.
119 Lemaire (Raymond), Paris.
120 Laville (Guy), Casablanca.
121 Teissier (Jean), Nimes.
121 Dugognon (Guy), Poitiers.
123 Ferran (Maurice), Nice.
124 Subileau (Jean), Paris.
125 Dubief (Jacques), Châlons-sur-Marne.

(1) Centres d'examen.

Dans le cas où certains candidats renonceraient au bénéfice de leur admission, la liste précédente serait complétée, en suivant l'ordre de classement, par les candidats dont les noms suivent, qui ont obtenu, pour l'ensemble des épreuves, la moyenne exigée, savoir :

126 Fabry (Eugène), Lyon (1)
127 Viotte (Bernard), Casablanca
128 Frene (Jacques), Caen.
129 Guillemoto (Louis), Casablanca.
130 Puig (André), Casablanca.

(1) Centres d'examen.

## Liste d'admission d'élèves titulaires de première année à l'école nationale des ponts et chaussées.

Par arrêté du 11 août 1952, ont été admis, à la suite du concours ouvert en 1952 pour l'admission aux places d'élèves titulaires de première année à l'école nationale des ponts et chaussées, les candidats dont les noms suivent, par ordre de mérite :

a) *Candidats français.*

MM. Laget (Alexandre), Goulay (Jean-Claude), Miret (Pierre), Chevalier (François), Laplane (Michel), Velon (Jean), Esclangon (Pierre), Magaud (Georges), Billy (Emmanuel), Lauby (Henri), Metzinger (Georges), Cocude (Marcel), Thomas (Raymond), Bussery (André), Sotty (Jacques), Rosuel (Jean), Kania (André), Moatti (Emile), Layeillon (Jacques), Lemettre (Raymond), Benker (Guy), Mercier (Gilbert), Lanoir (Claude), Haudebourg (Jacques), Pradier (Henri).

b) *Candidats étrangers.*

MM. Erdolen (Siyavus), Popovitch (Lyoubomir), Mastikian (Léon), Le Van Cu, Farhi (Emile), Nguyen Duy Phi, Tang Phan Dinh.

Les élèves français démissionnaires seront remplacés par ceux venant à la suite sur la liste de classement jusqu'au numéro 129 inclus.

Les élèves nouvellement admis qui n'auraient pas fait connaître au directeur de l'école, avant le 15 septembre 1952, s'ils acceptent le bénéfice de leur admission ou s'ils renoncent seront considérés d'office comme démissionnaires et immédiatement remplacés dans les conditions ci-dessus indiquées.

## MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

### Attribution d'un permis d'exploitation de mines d'anthracite à la Société des mines d'anthracite d'Aime.

Le ministre de l'industrie et du commerce,

Vu la pétition en date du 10 février 1950, présentée par M. Joseph Lafuente, directeur de la Société anonyme des mines d'anthracite d'Aime, dont le siège social est à Aime (Savoie), agissant au nom et pour le compte de ladite société, à l'effet d'obtenir un permis d'exploitation de mines d'anthracite sur le territoire des communes d'Aime et de Macôt, arrondissement d'Albertville (Savoie);

Vu les plans en triple expédition, pouvoirs, mémoire et autres documents produits à l'appui de ladite pétition;

Vu l'avis au public en date du 11 avril 1950, les numéros du *Journal officiel* du 16 avril 1950 et du journal *La Renaissance savoyarde* du 22 avril 1950, où ledit avis a été inséré, ensemble les certificats d'affichage et autres pièces de l'enquête;

Vu les oppositions et réserves recueillies au cours de l'enquête;

Vu le texte de l'accord intervenu le 16 avril 1951 entre la société pétitionnaire et Electricité de France à la suite des réserves formulées par Electricité de France;

Vu les rapports et avis des ingénieurs des mines en date des 18 et 25 juin 1951, 30 octobre et 2 novembre 1951;

Vu l'avis du préfet de la Savoie en date du 12 décembre 1951;

Vu l'avis du conseil général des mines en date du 21 juillet 1952;

Vu la loi du 28 juin 1927 relative à l'institution du permis d'exploitation de mines;

Vu le décret du 29 avril 1928, modifié par le décret du 17 mars 1949, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi précitée;

Vu la loi du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des combustibles minéraux solides et notamment son article 36; ensemble la lettre en date du 13 mai 1952 dans laquelle les charbonnages de France déclarent ne pas revendiquer le gisement;

Vu la loi validée du 27 juillet 1940 relative à la forme des actes administratifs individuels;

Sur la proposition du directeur des mines et de la sidérurgie,

Arrête:

Art. 1er. — Il est accordé à la Société anonyme des mines d'anthracite d'Aime un permis d'exploitation de mines d'anthracite compris dans les limites ci-dessous définies portant sur le territoire des communes d'Aime et de Macôt, arrondissement d'Albertville, département de la Savoie.

Art. 2. — Le permis d'exploitation est limité conformément au plan annexé au présent arrêté, ainsi qu'il suit:

Au Nord, par le contour TEPFG constitué par les limites Sud des deux concessions jointives de Planemont et de Lequenay et formé:

1° Par le segment TE, partant du point T marqué par la croix du Pontet, intersection du ruisseau des Rottes ou Nant-des-Terres avec l'ancien chemin d'Aime à Longefoy, et aboutissant au point E, angle Nord de la maison Villien, la plus au nord du hameau de Montgilbert;

2° Par le segment EP, partant du point E et aboutissant au point P, sur le ruisseau de Bonnegarde, défini par l'alignement de EP, prolongé, avec la maison Pondruel du hameau de Montvilliers;

3° Par le ruisseau de Bonnegarde;

4° Par le ruisseau de Prariond jusqu'au point F où il est coupé par l'ancien chemin de Macôt aux Eculées;

5° Par ce même chemin depuis le point F jusqu'au point G, marqué par la croix de Rolet, où il rejoint l'ancien chemin de Macôt à la Roche (chemin Mag du décret instituant la concession de Lequenay).

A l'Est, par le contour GHC, constitué:

1° Par le segment GH joignant le point G ci-dessus défini au point H constitué par l'angle Nord-Est de la maison du hameau le Villard-de-Macôt portant le n° 292 de l'ancien cadastre (sommet B de la concession de la Planta).

2° Par le segment HC joignant le point H au point C, sommet de même nom de la concession de Combe-Chenalette, défini par l'intersection de la limite Nord-Ouest de la concession de la Plagne avec la limite séparative des communes d'Aime et de Macôt;

Au Sud, par la ligne brisée CBA, limite Nord-Est et Nord de la concession de Combe-Chenalette, et formée:

1° Par le segment CB joignant le point C défini ci-dessus au point B défini par l'angle Sud de la parcelle n° 1429 de l'ancien cadastre à l'emplacement d'une maison dite « Les Granges » à 200 mètres au sud du hameau de Plangerland (sommet B de la concession de Combe-Chenalette);

2° Par le segment BA joignant le point B au point A, sommet de même nom de la concession de Combe-Chenalette, défini par l'angle Nord-Ouest de la parcelle n° 2279 du même cadastre, sur la limite des communes d'Aime et de Longefoy, marqué par le ruisseau des Rottes;

A l'Ouest, par ledit ruisseau des Rottes, depuis le point A ci-dessus défini jusqu'au point de départ T.

Lesdites limites renferment une étendue superficielle de 390 hectares.

Art. 3. — Le permis sera valable pendant une durée de trois ans à dater du jour de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la République française.

Art. 4. — Le directeur des mines et de la sidérurgie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et affiché par les soins du préfet et aux frais du titulaire du permis dans les communes sur lesquelles porte ledit permis.

Fait à Paris, le 12 août 1952.

*Le ministre de l'industrie et du commerce,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
AMBROISE ROUX.

### Agrément d'experts et d'un organisme pour les visites de générateurs de vapeur.

Le ministre de l'industrie et du commerce,

Vu le décret n° 49-575 du 22 avril 1949 pour l'application de la loi n° 48-400 du 10 mars 1948 sur l'utilisation de l'énergie;

Vu l'avis du comité consultatif de l'utilisation de l'énergie,

Arrête:

Art. 1er. — Sont agréés pour les visites de générateurs de vapeur prévues à l'article 1er du décret n° 49-575 du 22 avril 1949, les experts suivants:

M. Jules Buffler, ingénieur à Paris, étant entendu que son activité en tant qu'expert s'étendra notamment aux usines de la Compagnie de Saint-Gobain.

M. Raymond Chevallier, ingénieur à Paris, étant entendu que son activité en tant qu'expert s'étendra notamment aux usines de la Société des sucreries et raffineries Say, à l'exclusion toutefois de l'usine de Paris, où il exerce les fonctions de chef du service chaufferie.

M. Jean Closse, ingénieur à Couze-Saint-Front (Dordogne) étant entendu que son activité en tant qu'expert s'étendra notamment aux usines de la Société des tanins Rey, à l'exclusion toutefois de l'usine de Couze.

Art. 2. — Est agréé pour les visites de générateurs de vapeur prévues à l'article 1er du décret n° 49-575 du 21 août 1949, l'organisme suivant:

Société technique pour l'utilisation du charbon à Roubaix (Nord).

Art. 3. — Les agréments ci-dessus sont valables pour une durée de trois ans à partir de la date du présent arrêté sous la réserve suivante. Au delà du 1er janvier 1954, l'activité de tout expert attaché à une société citée à l'article 1er ne s'étendra pas sans nouvel agrément aux usines de cette société.

Fait à Paris, le 13 août 1952.

*Le ministre de l'industrie et du commerce,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
AMBROISE ROUX.

## MINISTERE DE L'AGRICULTURE

### Décret du 26 juillet 1952 portant affectation au ministère de l'agriculture du silo-magasin de Villefranche-sur-Cher (Loir-et-Cher).

Par décret en date du 26 juillet 1952, sont affectés au ministère de l'agriculture, en vue d'être mis à la disposition d'un organisme stockeur, le silo-magasin de Villefranche-sur-Cher (Loir-et-Cher) et ses dépendances, tels qu'ils figurent sur le plan joint.

**Rétributions et vacations des vétérinaires chargés de l'inspection des viandes dans certains établissements et de leurs préposés.**

Le ministre de l'agriculture et le secrétaire d'Etat au budget,

Vu la loi du 7 juillet 1933 sur la prophylaxie de la tuberculose des bovidés et le contrôle de la salubrité des viandes, et notamment les articles 9, 14 et 15;

Vu le décret du 29 septembre 1935 portant règlement d'administration publique en application de la loi susvisée;

Vu l'arrêté du 14 juin 1938 modifié par ceux des 6 février 1943 et 30 avril 1947 fixant la rétribution des agents chargés par le ministre de l'agriculture ou les préfets de l'inspection des viandes dans certains établissements,

Arrêtent:

Art. 1er. — Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 14 juin 1938 susvisé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes:

« Lorsque les vétérinaires et les préposés nommés par le ministre de l'agriculture dans les établissements visés aux articles 9, 14 et 45 de la loi du 7 juillet 1933 consacrent leur activité entière au service d'inspection, ils perçoivent une rémunération mensuelle non soumise à retenue fixée par arrêté du ministre de l'agriculture.

« Cette rémunération ne pourra dépasser, pour le vétérinaire inspecteur, le douzième du traitement annuel maximum d'un directeur vétérinaire municipal, dans les villes de plus de 80.000 habitants (indice 500), et, pour le préposé surveillant, le douzième du traitement maximum d'inspecteur municipal, préposé au contrôle de la salubrité des viandes dans les villes de moins de 80.000 habitants (indice 290).

« Ils bénéficient, à l'exclusion de toute autre indemnité, de l'indemnité de résidence calculée sur la base correspondant aux traitements sus-indiqués, des allocations familiales et, le cas échéant, du remboursement des frais de déplacement attribués auxdits fonctionnaires ».

Art. 2. — Les agents visés à l'article précédent ne peuvent exercer en dehors de leurs fonctions aucun emploi public ou privé, ni aucune profession soumise à patente, y compris celle de vétérinaire.

Art. 3. — Le montant global mensuel des rétributions allouées sous forme de vacation aux agents ne consacrant pas leur activité entière à l'inspection ne pourra, en aucun cas, dépasser le montant des rétributions mensuelles accordées aux agents à temps complet visés aux précédents articles.

Art. 4. — Le ministre de l'agriculture pourra modifier par arrêté la mission confiée à ces diverses catégories d'agents et leur rétribution, ou y mettre fin moyennant un préavis d'un mois, sauf en cas de faute grave ou de négligence caractérisée.

Art. 5. — Le présent arrêté prendra effet à compter du 1er janvier 1951.

Fait à Paris, le 6 août 1952.

*Le ministre de l'agriculture,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le conseiller technique,*
GABRIEL DU PONTAVICE,

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
*Le directeur du budget,*
ROGER GOETZE.

**Fixation du pourcentage de semences hors contrat dont l'acquisition, par les établissements de semences, est autorisée.**

Le ministre de l'agriculture,

Vu le décret n° 48-1335 du 27 août 1948 portant codification du commerce des céréales de semence, et notamment son article 3;

Sur proposition du directeur de la production agricole,

Arrête:

Art. 1er. — Sur la récolte 1952, les établissements de semences sont autorisés à acquérir, hors contrat, des céréales de semences dans les limites d'un pourcentage fixé comme suit, par rapport au tonnage dont ils se sont assurés la fourniture:

| | |
|---|---|
| Blés d'hiver et alternatifs | 5 p. 100 |
| Blés de printemps | 10 — |
| Avoines d'hiver | 25 — |
| Avoines et orges de printemps | 6 — |
| Escourgeons | 10 — |

Art. 2. — Le directeur général de l'office national interprofessionnel des céréales, le directeur de la production agricole et le directeur de l'institut national de la recherche agronomique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 7 août 1952.

Pour le ministre et par délégation:
*Le conseiller technique,*
GABRIEL DU PONTAVICE.

**Ecoles nationales vétérinaires.**

Par arrêté du 7 août 1952, Mme Jeanne Charpentier, née Varin, est nommée maîtresse lingère de 7e classe à l'école nationale vétérinaire de Lyon, à compter du 1er août 1952.

**Liste, par ordre de mérite, des candidats admis en 1952 en qualité d'élèves réguliers aux écoles nationales d'agriculture.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 30 juillet 1952: page 7477, 4e colonne, *in fine*, au lieu de: « 265e Gajac (Claude) », lire: « 265e Gajac (Claude), Walder (Jean-Jacques) ».

## MINISTERE DES RELATIONS AVEC LES ETATS ASSOCIES ET MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

**Nomination d'élèves administrateurs de la France d'outre-mer.**

Par arrêté du 12 août 1952, sont nommés élèves administrateurs, 2e échelon (ancienne formation), pour compter du 1er août 1952, les élèves administrateurs, 1er échelon, dont les noms suivent:

MM. Alliot (Jacques), Bentegeac (Yves), Caillard (Jean-Marie), Chopiin (Robert), Delos Santos (Robert), Dietz (André), Dolmaire (Marcel), Forget (Jean), Gayet (André), Giraud (Jacques), Giry (Jean), Jouanelle (Félix), Lajus (Pascal), Lambert (Christian), Lambrey (Jean), Latu (Pierre), Le Bellec (Claude), Lemeur (Claude), Mace (Michel), Maitre (Marcel), Marechal (Jean-Louis), Mestre (Philippe), Pares (Jacques), Petetin (Claude), Ribet (Jean), Roy (Jean-Pierre), Sarazin (Bernard), Soubeste (Claude), Surand (Guy), Touveron (Yves), Uzel (Bernard), Valy (Maurice), Veyrent (Roland), Viaud (Michel).

## MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

1° **Remises de débets.**

Par arrêté du 9 août 1952, sous réserve d'un versement préalable d'une somme de 21.800 F, il est fait remise gracieuse à l'ex-sergent-chef Leroy (Augustin), résidant 4, rue Coulmier, à Toulon (Var), de la somme de 49.680 F représentant un trop-payé constaté à son nom, au titre délégation de solde.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil et aux finances en date du 12 août 1952, il a été fait, sous condition du versement par l'intéressé d'une somme de 19.000 F, remise gracieuse à M. Foata, chef de bureau d'administration générale en service au ministère de la France d'outre-mer, d'une somme de 39.384 F dont il est redevable au Trésor au titre de prestations familiales indûment perçues de février à juillet 1950.

**Modification de l'arrêté du 9 octobre 1951 fixant le nombre de places mises au concours pour l'admission des agents des cadres locaux des services agricoles dans le cadre général.**

Par arrêté du 11 août 1952, l'arrêté du 9 octobre 1951 a été modifié comme suit:

« Le nombre de places mises au concours est fixé à trois ».

(Le reste sans changement.)

**Administration générale.**

Par arrêté du 5 août 1952, M. Bildgen (Louis-Eugène), chef de bureau de 1re classe d'administration générale d'outre-mer, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite, à compter du 15 octobre 1952, date à laquelle il sera atteint par la limite d'âge.

**Agriculture.**

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 12 août 1952, M. Sagot (Robert), inspecteur général de 1re classe des services de l'agriculture d'outre-mer, a été placé dans la position de mission à Madagascar, pour compter du 1er août 1952 et pour une durée maximum d'un mois, en vue d'étudier, avec les services intéressés, les principales productions et récoltes dans le cadre du programme quadriennal, ainsi que la question acridienne.

### Géologues.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 12 août 1952, M. Guigues (Jean), géologue assistant de 1re classe de la France d'outre-mer, a été placé dans la position de mission en Afrique du Nord, pour représenter le territoire de Madagascar et dépendances au congrès international qui se tiendra à Alger au mois de septembre 1952 et pour participer à une excursion géologique au Maroc.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 12 août 1952, M. Schwoerer (Pierre), géologue assistant contractuel, a été placé dans la position de mission en Afrique du Nord, pour représenter le territoire du Cameroun au congrès international de géologie qui se tiendra à Alger au mois de septembre 1952 et pour participer à une excursion géologique en Algérie.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 12 août 1952, M. Champetier de Ribes (Gérard), géologue assistant de 1re classe de la France d'outre-mer, a été placé dans la position de mission en Afrique du Nord, pour représenter le territoire du Cameroun au congrès international de géologie qui se tiendra à Alger au mois de septembre 1952 et pour participer à une excursion géologique au Maroc.

### Transmissions.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 7 août 1952, la démission de son emploi, offerte par M. Nivet (Marcel), inspecteur adjoint de 4e classe du cadre général des transmissions de la France d'outre-mer, a été acceptée pour compter du 12 décembre 1951.

## MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

**Décret n° 52-974 du 13 août 1952 modifiant l'article 4 du décret n° 48-2006 du 31 décembre 1948 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 septembre 1948 étendant aux étudiants certaines dispositions de l'ordonnance du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles.**

Le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques,

Sur le rapport du ministre du travail et de la sécurité sociale, du ministre de l'éducation nationale et du secrétaire d'Etat au budget,

Vu l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 modifiée portant organisation de la sécurité;

Vu l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 modifiée fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles, notamment les articles 91 et 92;

Vu la loi n° 48-1473 du 23 septembre 1948 étendant aux étudiants certaines dispositions de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 susvisée et notamment les articles 1er et 10;

Vu le décret n° 48-2006 du 31 décembre 1948 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 septembre 1948 susvisée;

Le conseil d'Etat entendu,

Décrète:

Art. 1er. — L'article 4 du décret susvisé du 31 décembre 1948 est modifié comme suit:

« *Art.* 4. — § 1er. — Pour avoir droit ou ouvrir droit aux prestations en nature des assurances sociales, l'étudiant doit justifier avoir été affilié au régime défini par la loi du 23 septembre 1948 à la date de la première constatation médicale de la maladie ou de la grossesse ou à la date de l'accident.

« Il doit en outre justifier en cas de maternité, de dix mois d'immatriculation à la date de l'accouchement et, en cas de longue maladie, d'un an d'immatriculation au premier jour du trimestre au cours duquel est survenu la maladie ou l'accident.

« § 2. — Les versements au titre des assurances sociales sont suspendus pendant la période de service militaire ou en cas d'appel sous les drapeaux.

« L'assuré qui, à son départ, remplit les conditions requises pour obtenir les prestations peut, si son état l'exige, recevoir, au cours des trois mois qui suivent la date de son retour dans ses foyers, les prestations de l'assurance « maladie ».

« Pendant toute la durée du service ou d'appel sous les drapeaux, l'assuré confère aux membres de sa famille le bénéfice des prestations en nature des assurances « maladie, longue maladie et maternité.

« § 3. — Le cas échéant, les périodes d'immatriculation de l'étudiant ou de la personne dont il était ayant droit dans l'assurance des salariés ou assimilés s'ajoutent, sans superposition, aux périodes d'affiliation au régime défini par la loi du 23 septembre 1948, pour l'appréciation des conditions d'ouverture du droit aux prestations.

« La durée pendant laquelle sont accordées les prestations en nature est déterminée, le cas échéant, compte tenu des prestations accordées à l'étudiant, aussi bien en tant que salarié ou ayant droit de salarié qu'en tant que bénéficiaire de la loi du 23 septembre 1948 ».

Art. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre du travail et de la sécurité sociale, le ministre de l'éducation nationale et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Aix-les-Bains, le 13 août 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres, ministre des finances et des affaires économiques:

*Le ministre du travail et de la sécurité sociale,*
PIERRE CARET.

*Le ministre de l'éducation nationale,*
ANDRÉ MARIE.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
JEAN-MOREAU.

**Taux et assiette de la cotisation due par les employeurs du bâtiment et des travaux publics, en application de la loi n° 46-2299 du 21 octobre 1946.**

Le ministre du travail et de la sécurité sociale et le secrétaire d'Etat au budget,

Vu l'article 2 du décret du 1er mars 1949 portant modification des conditions d'attributions des indemnités accordées par la loi du 21 octobre 1946 aux travailleurs du bâtiment et des travaux publics en cas d'intempéries et fixant les modalités de remboursement des indemnités versées par les employeurs au titre de ladite loi,

Arrêtent:

Art. 1er. — Le montant de l'abattement à défalquer du taux des salaires servant d'assiette au calcul de la cotisation due par les employeurs aux caisses de congés payés, en application de la loi du 21 octobre 1946, est fixé à 800.000 F pour la période du 1er juillet 1952 au 30 juin 1953.

Art. 2. — Le taux de la cotisation visée à l'article 1er est fixé à 1.5 p. 100 du montant des salaires à prendre en compte, déduction faite de l'abattement défini à l'article 1er ci-dessus pour la période du 1er juillet 1952 au 30 juin 1953.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 juillet 1952.

Pour le ministre du travail et de la sécurité sociale et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
ANDRÉ PIÉPARD.

Pour le secrétaire d'Etat au budget et par délégation:
*Le chef de cabinet,*
ANDRÉ GUILLOT-PANTAY

**Modification des statuts type des sociétés mutualistes de fonctionnaires et agents de l'Etat en service dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion.**

Le ministre du travail et de la sécurité sociale, le ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat au budget,

Vu le décret n° 46-2771 du 31 décembre 1946 relatif à l'institution d'un régime de sécurité sociale pour les fonctionnaires, ensemble, la loi n° 47-649 du 9 avril 1947 portant ratification dudit décret;

Vu la loi n° 50-407 du 3 avril 1950 concernant les conditions de rémunération et les avantages divers accordés aux fonctionnaires en service dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion;

Vu le décret n° 51-476 du 26 avril 1951 relatif au régime de sécurité sociale applicable aux fonctionnaires de l'Etat et aux magistrats

de l'ordre judiciaire en fonctions dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion et, notamment, l'article 5;

Vu l'arrêté du 13 juin 1951 fixant les statuts type des sociétés mutualistes de fonctionnaires et agents de l'Etat en service dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion,

Arrêtent:

Art. 1er. — L'article 43 des statuts type des sociétés mutualistes de fonctionnaires et agents de l'Etat en service dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion, annexés à l'arrêté du 13 juin 1951 susvisé, est modifié ainsi qu'il suit:

« *Art.* 43. — Les membres participants et les membres de leur famille définis à l'article 40 ont droit, en cas de maladie ou de blessure non couvertes par la législation sur les accidents du travail ou par l'article 92 de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires de l'Etat, aux prestations suivantes:

« 1° *Consultations et visites médicales, actes de pratique médicale courante, chirurgie, actes de spécialités.* — Le remboursement est effectué dans la limite du tarif applicable en matière d'accidents du travail et d'après le coefficient attribué à chaque acte par la nomenclature générale des actes professionnels approuvée par arrêté du 29 octobre 1945.

« Toutefois, ces tarifs sont majorés de 25 p. 100 en ce qui concerne les consultations et visites médicales ».

(Le reste sans changement.)

Art. 2. — Les statuts type annexés à l'arrêté du 13 juin 1951 susvisé sont complétés par un article 43 *bis* ainsi conçu:

« *Art.* 43 bis. — La participation des bénéficiaires aux tarifs prévus à l'article 43 est fixée à 20 p. 100. Cette participation est réduite ou supprimée dans les cas définis par les arrêtés du ministre du travail et de la sécurité sociale pris en application de l'article 24 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 ».

Art. 3. — Il est ajouté entre le deuxième et le troisième alinéa de l'article 44 des statuts type annexés à l'arrêté du 13 juin 1951 susvisé, un alinéa ainsi conçu:

« Les bénéficiaires des prestations en cas de longue maladie ne supportent aucune participation aux tarifs prévus à l'article 43 ci-dessus ».

Art. 4. — L'article 47 des statuts type annexés à l'arrêté du 13 juin 1947 susvisé est modifié ainsi qu'il suit.

« *Art.* 47. — Les prestations en cas de maternité comportent le remboursement des frais médicaux pharmaceutiques, d'appareils et d'hospitalisation relatifs à la grossesse, à l'accouchement et à ses suites.

« Lorsque l'accouchement a lieu dans une clinique privée, les frais médicaux sont remboursés sous la forme d'une indemnité forfaitaire de 7.200 F s'il s'agit d'un accouchement simple et de 8.100 F s'il s'agit d'un accouchement gémellaire.

« Le remboursement des frais d'accouchement à domicile et des visites normales consécutives à l'accouchement s'effectue sous la forme de l'attribution de l'indemnité forfaitaire susvisée.

« Les frais pharmaceutiques font l'objet d'un remboursement forfaitaire fixé à un dixième de l'indemnité définie ci-dessus.

« Les bénéficiaires des prestations en cas de maternité ne supportent aucune participation dans les frais prévus au présent article ».

Art. 5. — Le directeur des services de l'Algérie et des départements d'outre-mer au ministère de l'intérieur, le directeur général de la sécurité sociale au ministère du travail et de la sécurité sociale et le directeur du budget au secrétariat d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Paris, le 8 août 1952.

*Le ministre du travail et de la sécurité sociale,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
ANDRÉ PIÉRARD.

*Le ministre de l'intérieur,*
CHARLES BRUNE.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
DÉSIRÉ ARNAUD.

**Autorisation pour des caisses primaires de sécurité sociale d'utiliser les bulletins d'entrée et de sortie.**

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,

Vu l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale, et notamment ses articles 36, 37 et 46;

Vu le décret n° 46-1378 du 8 juin 1946 portant règlement d'administration publique pour l'application de ladite ordonnance, et notamment son article 156;

Vu les arrêtés du 23 février 1951 et du 7 avril 1952 relatifs au recouvrement des cotisations;

Vu l'avis du directeur régional de la sécurité sociale de Lyon,

Arrête:

Art. 1er. — Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 7 avril 1952 faisant à certains employeurs obligation de porter à la connaissance de la caisse primaire de sécurité sociale tout embauchage ou tout licenciement de personnel, au moyen de bulletins d'entrée et de sortie, sont applicables à compter du 1er octobre 1952 dans la circonscription des caisses primaires de sécurité sociale de Grenoble n° 38-G, de Haute-Savoie n° 74-L, de Savoie n° 73-K.

Art. 2. — Le directeur général de la sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 14 août 1952.

Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
ANDRÉ PIÉRARD.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,

Vu l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale, et notamment ses articles 36, 37 et 46;

Vu le décret n° 46-1378 du 8 juin 1946 portant règlement d'administration publique pour l'application de ladite ordonnance, et notamment son article 156;

Vu les arrêtés du 23 février 1951 et du 7 avril 1952 relatifs au recouvrement des cotisations;

Vu l'avis du directeur régional de la sécurité sociale de Rennes,

Arrête:

Art. 1er. — Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 7 avril 1952 faisant à certains employeurs obligation de porter à la connaissance de la caisse primaire de sécurité sociale tout embauchage ou tout licenciement de personnel, au moyen de bulletins d'entrée et de sortie, sont applicables, à compter du 1er octobre 1952, dans la circonscription de la caisse primaire de sécurité sociale de Quimper, n° 29-C.

Art. 2. — Le directeur général de la sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 14 août 1952.

Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
ANDRÉ PIÉRARD.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,

Vu l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale, et notamment ses articles 36, 37 et 46;

Vu le décret n° 46-1378 du 8 juin 1946 portant règlement d'administration publique pour l'application de ladite ordonnance, et notamment son article 156;

Vu les arrêtés du 23 février 1951 et du 7 avril 1952 relatifs au recouvrement des cotisations;

Vu l'avis du directeur régional de la sécurité sociale de Clermont-Ferrand,

Arrête:

Art. 1er. — Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 7 avril 1952 faisant à certains employeurs obligation de porter à la connaissance de la caisse primaire de sécurité sociale tout embauchage ou tout licenciement de personnel, au moyen de bulletins d'entrée et de sortie, sont applicables à compter du 1er janvier 1953 dans la circonscription de la caisse primaire de sécurité sociale de la Haute-Loire, n° 43 C.

Art. 2. — Le directeur général de la sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 14 août 1952.

Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
ANDRÉ PIÉRARD.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,

Vu l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale, et notamment ses articles 36, 37 et 46;

Vu le décret n° 46-1378 du 8 juin 1946 portant règlement d'administration publique pour l'application de ladite ordonnance, et notamment son article 156;

Vu les arrêtés du 23 février 1951 et du 7 avril 1952 relatifs au recouvrement des cotisations;

Vu l'avis du directeur régional de la sécurité sociale de Nancy,

Arrête:

Art. 1er. — Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 7 avril 1952 faisant à certains employeurs obligation de porter à la connaissance de la caisse primaire de sécurité sociale tout embauchage ou tout licenciement de personnel, au moyen de bulletins d'entrée et de sortie, sont applicables à compter du 1er octobre 1952 dans la circonscription de la caisse primaire de sécurité sociale de Longwy, n° 54-E.

Art. 2. — Le directeur général de la sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 14 août 1952.

Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
ANDRÉ PIÉRARD.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,

Vu l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale, et notamment ses articles 36, 37 et 46;

Vu le décret n° 46-1378 du 8 juin 1946 portant règlement d'administration publique pour l'application de ladite ordonnance, et notamment son article 156;

Vu les arrêtés du 23 février 1951 et du 7 avril 1952 relatifs au recouvrement des cotisations;

Vu l'avis du directeur régional de la sécurité sociale de Lille,

Arrête:

Art. 1er. — Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 7 avril 1952 faisant à certains employeurs obligation de porter à la connaissance de la caisse primaire de sécurité sociale tout embauchage ou tout licenciement de personnel, au moyen de bulletins d'entrée et de sortie, sont applicables à compter du 1er octobre 1952 dans la circonscription de la caisse primaire de sécurité sociale de Valenciennes, n° 59-K.

Art. 2. — Le directeur général de la sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 14 août 1952.

Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
ANDRÉ PIÉRARD.

**Approbation du règlement d'une caisse autonome mutualiste d'assurance décès.**

HAUTE-GARONNE

Par arrêté du ministre du travail et de la sécurité sociale en date du 14 août 1952, a été approuvé le règlement de la caisse autonome mutualiste d'assurance décès créée par l'Union de sociétés mutualistes dite Union départementale des sociétés mutualistes de la Haute-Garonne, n° 31-329, à Toulouse.

**Homologation de scies circulaires et de protecteurs pour scies circulaires pour le travail du bois et des matières plastiques.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 9 août 1952: page 8023, 2e colonne, article 5, 9e ligne, au lieu de: « Les vendeurs ou loueurs de scies à bûches équipées... », lire: « Les vendeurs ou loueurs de scies équipées... ».

**Homologation de scies à ruban pour le travail du bois et des matières similaires.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 9 août 1952: page 8023, 2e colonne, article 1er, 1re ligne, au lieu de: « En exécution des articles 2 à 5, 7 et 11 de la décision du 22 mai 1952... », lire: « En exécution des articles 2 à 5, 7 et 12 de la décision du 22 mai 1952... ».

**Homologation d'une dégauchisseuse et de dispositifs de sécurité pour dégauchisseuses à porte-outils rotatif pour le travail du bois et des matières similaires.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 9 août 1952: page 8024, 2e colonne, article 7, 8e ligne, au lieu de: « Ils ne pourront mettre en exposition, en vente ou en location des dispositifs... », lire: « Ils ne pourront mettre en exposition, en vente ou en location des machines ou des dispositifs... ».

**Homologation d'une toupie et de dispositifs de sécurité pour toupies à arbres verticaux pour le travail du bois et des matières similaires.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 9 août 1952: page 8025, 1re colonne, article 3, 1re ligne, au lieu de: « En exécution des articles 3, 7 et 11 de la décision du 21 décembre 1948.... », lire: « En exécution des articles 3, 7 et 10 de la décision du 21 décembre 1948... »; 2e colonne, au lieu de: « Fait à Paris, le 25 juillet 1952 », lire: « Fait à Paris, le 26 juillet 1952.

**Homologation de machines combinées à plusieurs outils pour le travail du bois et des matières similaires.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 9 août 1952: page 8025, 2e colonne, article 1er, 6e ligne, au lieu de: « ...la machine combinée présentée par la Société de constructions mécaniques et électriques (S. C. C. M. E.)... », lire: « ...la machine combinée présentée par la Société de constructions mécaniques et électriques (S. O. C. M. E.)... ».

**Complément à la décision du 15 juillet 1951 portant homologation de machines combinées à plusieurs outils pour le travail du bois et des matières similaires.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 9 août 1952: page 8026, 1re colonne, article 1er, 3e ligne, au lieu de: « ...les machines... F 5 1 C... », lire: « ... les machines... F 51 »; au lieu de: « Fait à Paris, le 28 juillet 1952 », lire: « Fait à Paris, le 29 juillet 1952 ».

## MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION ET DE L'URBANISME

**Projet de reconstruction et d'aménagement de la ville de Strasbourg (Bas-Rhin).**

Par arrêté concerté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme, du ministre de l'intérieur et du secrétaire d'Etat au budget en date du 1er août 1952:

1° Un second projet partiel de reconstruction et d'aménagement de la ville de Strasbourg (Bas-Rhin) est pris en considération;

2° Un certain nombre d'opérations prévues à ce projet et intéressant la rue du Coin-Brûlé, la rue des Hallebardes et la rue du Fossé-des-Tailleurs, la place d'Austerlitz, la rue de Zurich et la rue des Bateliers, la ruelle Saint-Médard, le quai de l'Abattoir et la rue Sainte-Marguerite, la place des Alliés, le quartier de Meinau sont déclarées d'utilité publique et urgentes.

Ces opérations figurent aux plans annexés audit arrêté.

**Ouverture de crédits sur exercice clos.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 12 août 1952: page 8140, 2e colonne, 5e ligne, au lieu de: « 208 518 F », lire: « 208.514 F ».

**Indemnité de dépossession pour activités diverses.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 17 août 1952:

Page 8250, 2e colonne, article 1er, 11e ligne, au lieu de: « entreprises de drapage », lire: « entreprises de dragage »; article 2, 5e alinéa, 2e, 3e et 4e ligne, au lieu de: « hors d'œuvre », lire: « hors œuvre ».

Page 8251, 1re colonne, article 7, 4e ligne, au lieu de: « 1.500 F », lire: « 4.500 F ».

## MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

**Décret du 13 août 1952 autorisant la commission administrative du centre hospitalier régional de Dijon à réduire les charges de certaines fondations provenant de libéralités consenties à cet établissement.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la santé publique et de la population,

Vu les actes constitutifs des libéralités consenties en faveur du centre hospitalier régional de Dijon par les sieurs François Perret, Jean-Baptiste Jehly, Jules Lenoir, Antoine-Bernard Carrelet de Loisy, Lazare Robelin baron de Safres, Antoine-Bernard Joly, Gabriel Camuset, Pierre Roquet, Jean Fanneau de la Horie, Antoine-François Chevalier, Jean-André Schobert, Philippe-Auguste Rolin, les dames Jeanne Chartraire veuve Bazin, Françoise Royer veuve Desclers, Henriette Carrey veuve Darcy, Anne-Marie-Claudine Orieme, Stéphanie Berry veuve Gattefosse, Anne-Louise Simerey, Marie-Nicole Clerc veuve Monnoye, Catherine Malpoix, Claudine Dupain, Françoise Capel veuve Belost-Jolimont et de la fondation anonyme créée par l'entremise d'Auguste Rolin;

Vu le décret du 23 juillet 1930 portant réduction des charges des fondations Perrel, Jehly, Lenoir, Boquet, Fanneau de la Horie, Chevalier, Schobert, Philippe Rolin, Royer veuve Desclers, Carrey veuve Darcy, Orieme, Berry veuve Gattefosse, Simerey, Dupain, Capel veuve Belost-Jolimont et de la fondation anonyme créée par l'entremise d'Auguste Rolin;

Vu les délibérations de la commission administrative du centre hospitalier régional de Dijon en date des 11 novembre 1949 et 27 mars 1950;

Vu l'avis du conseil municipal de la ville de Dijon en date du 28 novembre 1949;

Vu l'état des revenus des fondations et des charges correspondantes;

Vu les pièces constatant l'accomplissement des formalités prévues par les articles 3 et 4 du décret du 1er avril 1928;

Vu l'avis du conseil départemental de l'assistance publique et privée émis dans sa séance du 23 mai 1951;

Vu la loi du 21 juillet 1927 et la loi du 26 septembre 1948 qui l'a modifiée;

Vu le décret du 1er avril 1928;

Vu l'article 19 de la loi du 21 décembre 1941;

Vu l'avis du préfet de la Côte-d'Or du 18 juin 1951;

Le conseil d'État (section sociale) entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Est autorisée, dans les conditions fixées à l'article 2 ci-après, pour le centre hospitalier régional de Dijon, la réduction des charges des fondations susvisées faites par les sieurs François Perrel, Jean-Baptiste Jehly, Jules Lenoir, Antoine-Bernard Carrelet de Loisy, Lazare Robelin baron de Safres, Antoine-Bernard Joly, Gabriel Camuzet, Pierre Boquet, Jean Fanneau de la Horie, Antoine-François Chevalier, Jean-André Schobert, Philippe-Auguste Rolin, les dames Jeanne Chartraire veuve Bazin, Françoise Royer veuve Desclers, Henriette Carrey veuve Darcy, Anne-Marie-Claudine Orieme, Stéphanie Berry veuve Gattefosse, Anne-Louise Simerey, Marie-Nicole Clerc veuve Monnoye, Catherine Malpoix, Caudine Dupain, Françoise Capel veuve Belost-Jolimont et des charges de la fondation anonyme créée par l'entremise d'Auguste Rolin.

Art. 2. — Les charges desdites fondations sont ramenées au montant des revenus de chacune d'elles. Chaque année le nombre des journées réservées au profit des communes bénéficiaires de ces fondations sera déterminé en tenant compte à la fois du revenu de ces fondations et du prix de journée en vigueur (calculé sur la base du tarif de l'assistance médicale gratuite).

Est acceptée, sous les réserves mentionnées au paragraphe précédent, la demande présentée par une héritière naturelle du sieur Jules Lenoir, tendant à ce que les revenus de cette fondation affectés antérieurement au payement de journées d'hôpital et de journées d'hospice au profit de la commune de Beire-le-Châtel soient désormais utilisés en totalité pour le payement de journées d'hôpital.

Art. 3. — Le ministre de la santé publique et de la population est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Aix-les-Bains, le 13 août 1952.

ANTOINE PINAY.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de la santé publique et de la population,*

PAUL RAMADIER.

**Décret du 13 août 1952 fixant le nombre des membres renouvelables de la commission administrative du bureau de bienfaisance de Nancy.**

Par décret en date du 13 août 1952, le nombre des membres renouvelables de la commission administrative du bureau de bienfaisance de Nancy (Meurthe-et-Moselle) est porté de huit à dix.

**Remboursement des frais de déplacement des fonctionnaires chargés de prélever des échantillons d'eau aux fins d'analyse.**

Le ministre de la santé publique et de la population, le ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat au budget,

Vu la loi municipale du 5 avril 1884;

Vu la loi du 15 février 1902 modifiée relative à la protection de la santé publique;

Vu le décret-loi du 30 octobre 1935 sur la protection des eaux potables et des établissements ostréicoles;

Vu l'ordonnance du 17 mai 1945 relative aux services publics des départements et communes, et plus particulièrement son article 7;

Vu la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires,

Arrêtent:

Art. 1er. — Les communes qui font appel à des médecins inspecteurs de la santé ou à des agents chargés du service de contrôle des eaux pour procéder au transport des échantillons d'eau prélevés aux fins d'analyses pour leur compte, sont autorisés à rembourser à ces fonctionnaires leurs frais de déplacement dans les conditions prévues par le décret modifié n° 45-2268 du 4 octobre 1945 relatif aux indemnités pour frais de déplacement attribuées aux fonctionnaires civils, agents, employés et ouvriers de l'Etat.

Les opérations d'échantillonnage devront, chaque fois qu'il sera possible, être réalisées au cours de tournées organisées. Dans ce cas, il appartiendra au chef du service départemental de la santé de répartir les frais de déplacement de l'agent entre les communes intéressées par la tournée.

Art. 2. — Les préfets sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet à compter du 1er janvier 1952.

Fait à Paris, le 6 août 1952.

Pour le ministre de la santé publique et de la population et par délégation:

*Le chef de cabinet,*

JEAN-MARIE GALIÉ.

Pour le ministre de l'intérieur et par délégation:

*Le directeur de l'administration départementale et communale,*

PIERRE DAMELON.

Pour le secrétaire d'Etat au budget et par délégation:

*Le directeur du budget,*

ROGER GOETZE.

**Modification du tarif des prestations sanitaires.**

Le ministre de la santé publique et de la population,

Vu l'arrêté du 30 décembre 1949 instituant un tarif interministériel pour le règlement de certaines prestations sanitaires;

Vu l'arrêté n° 22-086 du 3 avril 1952 relatif au tarif interministériel pour le règlement de certaines prestations sanitaires;

Vu l'arrêté du 28 juin 1952 modifiant le tarif des prestations sanitaires,

Arrête:

Art. 1er. — Compte tenu de l'agrément donné par le secrétaire d'Etat aux affaires économiques aux prix proposés par le fabricant, l'addition effectuée au titre III (Accessoires et pansements), chapitre 3 (Articles de pansements non stériles) du tarif interministériel des prestations sanitaires, et relative aux bandes en tissu élastique est modifié comme suit:

| NOMENCLATURE | PRIX |
|---|---|
| | francs. |
| Bande en tissu élastique répondant aux caractéristiques suivantes: | |
| 100 pour 100 au moins d'allongement; | |
| Coton jumel peigné 136 × 2; | |
| Trame: Amérique peigné 64 × 2; | |
| 6 fils caoutchouc guipé au centimètre (âme n° 54); | |
| Longueur de 2.50 m: | |
| Hauteur 25 cm..... | 3.020 |
| Hauteur 18 cm..... | 2.077 |

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 août 1952.

Pour le ministre et par délégation:

*Le directeur du cabinet,*

JEAN LE VERT.

**Date d'examen du diplôme d'Etat de pédicure.**

Le ministre de la santé publique et de la population,

Vu la loi n° 46-857 du 30 avril 1946 réglementant l'exercice des professions de masseur gymnaste médical et de pédicure;

Vu le décret du 27 novembre 1946 fixant le programme des études pour l'obtention du diplôme d'Etat de pédicure, ensemble les arrêtés des 23 avril et 26 novembre 1948 fixant les conditions de l'examen du diplôme d'Etat de pédicure, ainsi que l'arrêté du 17 mai 1950, et notamment son article 1er;

Vu la demande du directeur départemental de la santé de la Seine,

Arrête:

Art. 1er. — Les épreuves écrites de la deuxième session du diplôme d'Etat de pédicure auront lieu exceptionnellement en 1952, à Paris, le 13 novembre 1952.

Art. 2. — Le directeur de l'hygiène publique et des hôpitaux est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 11 août 1952.

Pour le ministre et par délégation:

*Le directeur du cabinet,*

JEAN LE VERT.

**Nomination de membres du conseil supérieur de service social.**

Par arrêté du 11 août 1952, sont nommés membres du conseil supérieur de service social:

M. Lhez, magistrat à la chancellerie chargé du service social, représentant le garde des sceaux, en remplacement de M. d'Aubert, démissionnaire.

Mlle Thérèse Champeau, représentant l'Union nationale des syndicats d'assistantes sociales, conseillères du travail et travailleuses sociales F. O., en remplacement de Mlle Mauge, démissionnaire.

**Nomination d'un conseiller technique au service de la protection sanitaire de la population civile en temps de guerre auprès de l'inspecteur divisionnaire de la santé de Lyon.**

Par arrêté du 12 août 1952, M. Badinand, professeur à la faculté de médecine de Lyon, est nommé conseiller technique au service de la protection sanitaire de la population civile en temps de guerre auprès de l'inspecteur divisionnaire de la santé de Lyon.

# AVIS ET COMMUNICATIONS

## Présidence du conseil.

**Avis relatif à l'édition et à la mise en vente de publications officielles de la présidence du conseil (direction de la documentation).**

La direction de la documentation, 16, rue Lord-Byron, Paris (8e), vient de faire paraître le

**MEMENTO PRATIQUE DES ETRANGERS**

préfacé par M. le ministre de la santé publique et de la population.

Dans ce recueil de 128 pages, format 14 x 20, ont été rassemblées les principales dispositions applicables aux étrangers en France.

Le **Mémento pratique des étrangers** n'a d'autre but que de mettre sous une forme méthodique et pratique à la disposition des nombreux services publics ou privés, des techniciens, des juristes, des services sociaux qui s'intéressent aux étrangers ou qui sont en contact avec eux la documentation de base dont ils ont besoin. Cet ouvrage réalise donc la mise au point qui s'avérait indispensable.

On trouvera dans ce mémento les rubriques suivantes:

— Conditions d'entrée, de séjour et relatives au travail des étrangers en France;
— Les travailleurs salariés;
— Les professions commerciales, industrielles et artisanales;
— Les exploitants agricoles;
— Réglementations particulières à certaines professions;
— Les étrangers et la sécurité sociale;
— Les étrangers et les lois d'assistance;
— Les étrangers et les groupements privés;
— Les étrangers et l'enseignement;
— Le mariage des étrangers en France et l'introduction dans ce pays des familles étrangères;
— L'acquisition de la nationalité française, etc.

Le **Mémento pratique des étrangers** est en vente, au prix de 250 F, aux éditions de *La Documentation française*, 16, rue Lord-Byron, Paris (8e), et expédié franco de port dès réception de la commande accompagnée de son montant (C. C. P. Paris 9.060-98).

## Ministère des finances et des affaires économiques.

**Avis aux importateurs de vaccins antiaphteux.**

En vue d'accélérer, dans les circonstances actuelles, l'examen et la délivrance des licences d'importation de vaccins antiaphteux (n° Ex 568 du tarif français), les importateurs sont informés qu'ils peuvent déposer, directement auprès du service central de la pharmacie (6e bureau) du ministère de la santé publique et de la population, 18, rue de Tilsitt, à Paris, leurs demandes d'autorisation d'importation de ce produit originaire et en provenance des pays membres de l'Union européenne des payements.

L'office des changes délivrera dans les délais les plus rapides les licences qui lui seront transmises avec avis favorable du ministère de la santé publique et de la population, permettant ainsi aux importateurs de procéder, dans les conditions que nécessite la situation, à leurs opérations d'importation et au règlement de leurs achats.

**Avis aux importateurs.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 20 août 1952:

Page 8341, 2e colonne, 13e ligne de l'avis aux importateurs, au lieu de: « ou plusieurs matériels complets identiques simultanément », lire: « ou plusieurs matériels complets identiques importés simultanément »; 53e et 54e ligne, au lieu de: « à compter de leur délivrance », lire: « à compter de la date de leur délivrance ».

Page 8342, 1re colonne, Demande d'exonération des droits de douane, paragraphe n° 19, au lieu de: « Rubrique de la liste annexée à l'arrêté du... 195... », lire: « Rubrique de la liste annexée à l'arrêté du 19 août 1952 ».

## Ministère des finances et des affaires économiques et ministère de l'industrie et du commerce.

**Avis aux importateurs de produits originaires et en provenance de Suisse.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 2 août 1952:

Pages 7857 et 7858:

TITRE II. — *Produits à importer sous licences individuelles examinées au fur et à mesure de leur présentation.*

Ajouter, à leur ordre numérique, les postes:

| NUMÉROS de poste. | NUMÉROS du tarif douanier. | PRODUITS |
|---|---|---|
| 295 | Divers. | Divers, dont notamment: tuyaux, emballages métalliques, ébauches brutes de fraises en acier moulé, grenailles d'acier, ressorts industriels, cloutterie de tout genre, lampes à gaz de pétrole, pièces en métal pour mobilier, accessoires de fermeture pour surbouchage et plombage, bouchons métalliques pour bouteilles et bocaux, moulinets pour la pêche, bouteilles isothermiques, couverts de table. |
| 326 | 1678 — 1680 à 1686, 1688 | Organes de transmission, dont notamment: réducteurs et multiplicateurs de vitesse, variateurs et boîtes de vitesse pour machines. |
| 360 | 1906 | Boîtes d'horlogerie. |
| 361 | 1909 | Fournitures de rhabillage. |
| 362 | 1908 | Ébauches et fournitures de fabrication. |

Pages 7859 et 7860:

TITRE III. — *Produits à importer sous licences individuelles examinées simultanément (appel d'offres).*

Supprimer les postes: 295, 326, 360, 361 et 362 transférés, par l'alinéa précédent, au titre II.

Rectifier comme suit les numéros de tarif douanier indiqués en regard du poste 352, « Appareils photo »:

Au lieu de: « 1874, 1875 B à 1885 », lire: « 1874, 1875 B, 1885 ».

**Avis aux importateurs de produits originaires et en provenance des pays de l'Organisation européenne de coopération économique ou de leurs territoires d'outre-mer.**

Rectificatif au *Journal officiel* du 9 juillet 1952:

TITRE II. — *Produits à importer sur licences examinées au fur et à mesure de leur présentation.*

Page 6868, 2e colonne:

Au lieu de:

« 730 à 735: Cuirs et peaux seulement tannés.
« 736 à 741: Cuirs corroyés et peaux travaillées après tannage »,

Lire:

« 731, 733, 735: Cuirs et peaux seulement tannés.
« 741 A: Peaux de porcins travaillées après tannage.
« 741 B: Peaux de cervidés et d'antilopinés travaillées après tannage ».

Page 6869, 1re colonne, après: « Ex 1538 B et C », ajouter: « Ex 1538 A: Moto-compresseurs alternatifs mobiles ».

TITRE III. — *Produits à importer sur licences soumises à examen simultané.*

Page 6871, 1re colonne:

Supprimer: « 1627-1629: Matériel pour le feutre, pour l'apprêt, et matériel de blanchisserie ».

Au lieu de:

1833, 1835, 1836, 1839, 1849, 1539 N..... { Compteurs et appareils de contrôle..... F.

1886 B à E, 1887 A, D, E, 1888, 1894, 1895 B et C et 571 D..... { Matériel médico-chirurgical et ciment dentaire..... F.

Lire:

1833, 1835, 1836, 1839, 1840, 1539 N..... { Compteurs et appareils de contrôle..... F.

1886 B à E, 1887 A, D, E, 1888 à 1894, 1895 B et C et 571 D..... { Matériel médico-chirurgical et ciment dentaire..... F.

Même page, ajouter:

« Seront reçues jusqu'au 31 août 1952 les demandes portant sur les produits ci-après: « 1627 à 1629: Machines pour les feutres, pour l'apprêt, et matériel de blanchisserie ».

**Ministère des finances et des affaires économiques et ministère de l'agriculture.**

**Avis aux importateurs de raisins muscat originaires et en provenance d'Espagne.**

Additif à l'avis aux importateurs publié au *Journal officiel* du 24 juillet 1952 (p. 7198).

Les importateurs de raisins muscat originaires et en provenance d'Espagne sont informés qu'ils ont la faculté de passer avec les vendeurs espagnols soit des contrats commerciaux de vente ferme, soit des contrats de vente à la commission, dans les conditions fixées par l'avis aux importateurs publié au *Journal officiel* du 7 mai 1952 relatif au régime des ventes en consignation.

**Avis aux importateurs de fromages originaires et en provenance de Finlande.**

Rectificatif et additif à l'avis publié au *Journal officiel* du 9 août 1952:

Le deuxième paragraphe dudit avis est remplacé par le texte suivant:

« Ces importations seront réalisées selon la procédure des certificats d'importation telle qu'elle est définie par l'avis n° 483 de l'office des changes publié au *Journal officiel* du 4 janvier 1951, c'est-à-dire contre la seule remise au bureau de douane intéressé d'un certificat d'importation modèle C. I. établi en deux exemplaires ».

Le dernier paragraphe dudit avis est remplacé par le texte suivant:

« Un avis qui sera publié ultérieurement au *Journal officiel* informera les importateurs de l'épuisement du contingent ».

Par ailleurs, l'avis est complété par le texte suivant:

« L'indice de codification statistique à apposer sur les deux exemplaires du certificat d'importation et sur la déclaration de douane est: 16 (seize) ».

**Ministère des postes, télégraphes et téléphones.**

**Avis de concours pour le recrutement de contrôleurs des postes, télégraphes et téléphones.**

Des concours pour le recrutement de contrôleurs des postes, télégraphes et téléphones seront ouverts au cours du premier trimestre 1953, dans les conditions indiquées ci-après:

| EMPLOI | DATE des épreuves | DATE de clôture des listes de candidature | NOMBRE de places offertes. |
|---|---|---|---|
| *Contrôleur du sexe masculin des postes, télégraphes et téléphones.* | | | |
| Premier concours ouvert aux candidats titulaires de la première partie du baccalauréat ou d'un diplôme ou certificat admis en dispense (1). | 14, 15 et 16 janv. 1953. | 3 déc. 1952. | 550 |
| Deuxième concours réservé aux agents d'exploitation des postes, télégraphes et téléphones. | 16, 17 et 18 janv. 1953. | | 550 |
| *Contrôleur du sexe féminin des postes, télégraphes et téléphones.* | | | |
| Premier concours ouvert aux candidates titulaires de la première partie du baccalauréat ou d'un diplôme ou certificat admis en dispense (1). | 11, 12 et 13 mars 1953. | 28 janv. 1953. | 200 |
| Deuxième concours réservé aux agents d'exploitation des postes, télégraphes et téléphones. | 13, 14 et 15 mars 1953. | | 200 |

(1) Arrêté du 8 juin 1951 (*Journal officiel* du 10 juin, p. 6109).

Les candidats doivent transmettre leur demande de participation au concours au directeur des postes, télégraphes et téléphones de leur département, qui leur fournira toutes indications utiles.

Pour les départements de la Seine, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne, adresser la demande au directeur régional des services postaux de Paris, 140, boulevard du Montparnasse (14e).

Des demandes de renseignements peuvent également être adressées au bureau universitaire de statistiques, 29, rue d'Ulm, Paris (5e), au centre d'études et de recherches documentaires de l'enseignement technique, 41, rue Gay-Lussac, Paris (5e), ou, pour les candidats résidant en province, aux centres régionaux du bureau universitaire de statistiques placés au siège des rectorats d'académie, aux secrétariats d'orientation professionnelle.

**Ministère de la défense nationale.**

**Avis de concours pour le recrutement de deux agents techniques du service central hydrographique de la marine.**

En exécution de l'arrêté interministériel du 1er août 1952 (*Journal officiel*, p. 7903), un concours pour le recrutement de deux agents techniques du service hydrographique (un dessinateur, un photographe) sera ouvert dans le courant du mois de novembre 1952, dans les conditions prévues par l'arrêté du 30 janvier 1931 (*B. O.*, p. 137), modifié en dernier lieu le 30 mai 1950.

Les épreuves de la première série de ce concours commenceront:

Le 4 novembre 1952, pour la spécialité de dessinateur;

Le 25 novembre 1952, pour la spécialité de photographe.

Le concours aura lieu à Paris (7e), 13, rue de l'Université, et, le cas échéant, pour les épreuves de la première série, à la préfecture maritime de Cherbourg, Brest, Toulon, Bizerte et au siège du commandement de la marine à Boulogne, le Havre, Bordeaux, Alger, Dakar et Casablanca.

Les candidats doivent avoir moins de trente ans accomplis à la date fixée pour les épreuves de la première série du concours. Cette limite est prorogée jusqu'à trente-cinq ans pour les candidats réunissant cinq ans de service dans l'armée de mer.

L'âge limite du personnel énuméré à l'article 2 de l'ordonnance n° 45-1283 du 15 juin 1945 est reculé ainsi qu'il est dit à l'article 7 de cette même ordonnance.

Les candidats doivent, en outre, justifier qu'ils ont accompli la période légale de service militaire.

Par exception à cette règle, les candidats pour la spécialité de dessinateur, titulaires du diplôme de fin d'études de l'école nationale des sciences géographiques (3e section, artistes cartographes) ou du diplôme d'études supérieures de cartographie de l'institut de géographie (faculté des lettres de Paris), peuvent demander à se présenter au concours de recrutement avant d'avoir accompli la période légale de service militaire.

*Demandes d'admission à concourir.*

1° Les candidats peuvent, sur leur demande, être autorisés à subir les épreuves des deux spécialités;

2° Les demandes d'admission à concourir des candidats qui n'appartiennent pas à la marine doivent être adressées au secrétaire d'Etat à la marine (service central hydrographique, 13, rue de l'Université, Paris (7e)) avant le 15 octobre 1952;

3° Les demandes des candidats qui font partie du corps des équipages de la flotte doivent être adressées dans le même délai au secrétaire d'Etat à la marine (direction du personnel militaire, bureau des équipages de la flotte).

*Pièces à fournir.*

1° Les candidats qui n'appartiennent pas à la marine doivent joindre à leur demande:

a) Une expédition sur papier timbré de leur acte de naissance;

b) Un relevé de leurs services militaires et un certificat de bonne conduite (s'il y a lieu);

c) Un extrait de leur casier judiciaire n'ayant pas plus de deux mois de date;

d) Les diplômes universitaires ou autres, ou brevets, qui leur auront été délivrés, ou des copies dûment certifiées de ces pièces;

e) Un certificat médical n'ayant pas plus d'un mois de date délivré par un médecin de la marine et constatant que le candidat n'est atteint d'aucune affection organique ni d'aucune infirmité le rendant impropre au service des bureaux. Ce certificat pourra être remplacé par un certificat délivré dans les mêmes conditions par un médecin civil, mais le candidat sera alors soumis, avant les épreuves de la deuxième série, ou avant sa nomination, à une contre-visite passée par un médecin de la marine.

Ces candidats doivent, en outre, justifier qu'ils sont Français et jouissent de tous leurs droits;

2° Les candidats qui font partie des équipages de la flotte doivent joindre à leur demande:

a) Un état signalétique et des services (n° 1140 de la nomenclature des imprimés);

b) Un relevé des punitions (n° 1141 *bis* de la nomenclature des imprimés);

c) Un certificat médical analogue à celui indiqué ci-dessus.

NOTA. — Pour tous renseignements sur la carrière d'agent technique du service hydrographique (fonctions, échelles de traitements, débouchés, etc.), s'adresser au directeur du service hydrographique, 13, rue de l'Université, Paris (7e).

## Ministère de la santé publique et de la population.

### Avis de vacance d'un poste de commis à la direction départementale de la population et de l'entr'aide sociale de Seine-et-Marne.

Un poste de commis sera prochainement vacant à la direction départementale de la population et de l'entr'aide sociale de Seine-et-Marne.

Les commis du cadre, candidats à ce poste, devront adresser leur demande de mutation à la direction de l'administration générale du personnel et du budget (2e bureau), 7, rue de Tilsitt, à Paris, dans un délai de trois semaines à compter de la présente publication.

### Avis de concours en vue de l'inscription de médecins sur la liste des médecins habilités à pratiquer la chirurgie thoracique dans les sanatoriums.

Rectificatif au *Journal officiel* du 9 août 1952: page 8032, 2e colonne, au lieu de: « Avis de concours pour l'inscription de dix praticiens sur la liste d'aptitude aux fonctions de médecin adjoint des sanatoriums publics et privés pour tuberculose extra-pulmonaire », lire: « Avis de concours en vue de l'inscription de médecins sur la liste des médecins habilités à pratiquer la chirurgie thoracique dans les sanatoriums ».

### Avis de concours pour l'inscription de dix médecins sur la liste d'aptitude aux fonctions de médecin adjoint des sanatoriums publics et privés pour tuberculose extra-pulmonaire.

Rectificatif au *Journal officiel* du 9 août 1952: page 8032, 2e colonne, au lieu de: « Avis de concours en vue de l'inscription de médecins sur la liste des médecins habilités à pratiquer la chirurgie thoracique dans les sanatoriums », lire: « Avis de concours pour l'inscription de dix praticiens sur la liste d'aptitude aux fonctions de médecin adjoint des sanatoriums publics et privés pour tuberculose extra-pulmonaire ».

## Ministère de l'éducation nationale.

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, JEUNESSE ET SPORTS

### Avis de concours relatif au recrutement d'un professeur de modelage au collège technique d'art appliqué, 11, rue Dupetit-Thouars, Paris (3e).

Un concours sera ouvert, le 6 octobre 1952, au collège technique d'art appliqué, en vue d'y recruter un professeur de modelage. Le service hebdomadaire de ce professeur sera de dix-huit heures.

Les candidats devront être de nationalité française, âgés de vingt-cinq ans au moins et de quarante-cinq ans au plus au 31 décembre 1952.

Les demandes d'inscription, accompagnées des dossiers complets, seront reçues tous les jours, de neuf heures à onze heures, au collège technique d'art appliqué, 11, rue Dupetit-Thouars, Paris (3e), du 20 septembre au 4 octobre 1952.

Tous renseignements complémentaires, concernant notamment la nature des épreuves et la composition du dossier d'inscription, seront fournis, sur demande, à cette adresse.

Paris — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire

*Le Préfet Directeur des Journaux officiels,*
JEAN REYMOND

# COTE DES CHANGES

VERSEMENT TÉLÉGRAPHIQUE

| Derniers cours cotés en Bourse | 19 août — Cours relevés après Bourse | DEVISES | 20 août 1952 — Cours relevés avant Bourse | 20 août 1952 — Cours cotés en Bourse |
|---|---|---|---|---|
| 349 95 | .... .. | Etats-Unis (1 dollar)... | .... .. | 349 95 ..... |
| 700 50 | .... .. | Belgique (100 francs).. | .... .. | 700 75 ..... |
| 363 80 | .... .. | Canada (1 dollar)..... | .... .. | 363 90 ..... |
| 1216 .. | .... .. | Portugal (100 escudos). | .... .. | 1216 .. ..... |
| 8020 .. | .... .. | Suisse (100 francs)..... | .... .. | 8030 .. ..... |
| 164 20 | .... .. | Côte Fse des Somalis (100 francs Djib.).... | .... .. | .... .. ..... |

# ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS

Compte chèque postal 1.014.00, Paris

ET DANS SES SUCCURSALES DES DÉPARTEMENTS

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

## TIRAGES FINANCIERS

### BANQUE D'ETAT DU MAROC

**EMPRUNT MAROCAIN 5 0/0 1933**

*Trente-huitième tirage d'amortissement.*

Le 15 juillet 1952, il a été procédé, au siège de l'administration centrale de la Banque d'Etat du Maroc, à Rabat, au tirage des 1.650 obligations dont les numéros suivent qui seront remboursées au pair le 1er septembre 1952.

1.951 à 2.000 — 23.201 à 23.250 — 28.651 à 28.700 — 38.601 à 38.650 — 40.951 à 41.000 — 64.651 à 64.700 — 66.551 à 66.600 — 106.551 à 106.600 — 111.951 à 112.000 — 114.651 à 114.700 — 116.401 à 116.450 — 116.801 à 116.850 — 145.651 à 145.700 — 160.101 à 160.150 — 197.751 à 197.800 — 241.601 à 241.650 — 309.601 à 309.650 — 328.201 à 328.250 — 361.551 à 361.600 — 374.701 à 374.750 — 389.801 à 389.850.

**Liste des obligations amorties aux tirages précédents et non remboursées par le siège social de la Banque d'Etat du Maroc, à Tanger, à la date du 12 juillet 1952.**

3.582 = 1
5.901 = 1
5.905 à 5.907 = 3
9.651 à 9.673 = 23
9.675 à 9.700 = 26
10.451 à 10.476 = 26
10.480 à 10.500 = 21
11.278 = 1
11.292 = 1
13.851 à 13.900 = 50
18.301 à 18.316 = 16
18.318 à 18.339 = 22
18.343 à 18.350 = 8
19.351 à 19.353 = 3
19.359 à 19.400 = 42
21.201 à 21.235 = 35
21.238 à 21.250 = 13
21.501 à 21.547 = 17
21.519 à 21.550 = 32
25.601 à 25.624 = 24
25.626 à 25.638 = 13
25.640 à 25.672 = 33
25.679 à 25.699 = 21
29.265 à 29.269 = 5
30.501 et 30.502 = 2
30.801 à 30.836 = 36
30.838 à 30.850 = 13
32.551 à 32.562 = 12
34.801 à 34.839 = 39
34.842 à 34.844 = 3
37.801 à 37.824 = 24
37.834 = 1
37.836 à 37.841 = 9
37.846 à 37.850 = 5
39.342 = 1
39.555 et 39.556 = 2
39.579 et 39.580 = 2
41.551 à 41.558 = 8
41.570 à 41.574 = 5
41.578 et 41.579 = 2
41.581 à 41.583 = 3
41.589 à 41.600 = 12
41.951 à 42.000 = 50
42.201 à 42.250 = 50
44.076 à 44.080 = 5
44.429 = 1
45.230 à 45.238 = 9
45.241 à 45.248 = 8
46.401 à 46.440 = 40
46.441 à 46.473 = 39
46.477 à 46.500 = 24
47.901 à 47.904 = 4
47.906 à 47.947 = 42
48.584 à 48.595 = 12
53.051 à 53.100 = 50
54.951 à 55.000 = 50
56.986 à 56.989 = 4
59.351 à 59.384 = 34
59.392 à 59.400 = 9
59.822 et 59.823 = 2
59.837 à 59.846 = 10
60.651 à 60.700 = 50
61.201 à 61.250 = 50
61.401 à 61.409 = 9
61.418 à 61.421 = 4
61.449 = 1
61.489 = 1
65.203 = 1
65.232 = 1
66.401 à 66.416 = 16
66.419 à 66.421 = 3
66.426 à 66.450 = 25
68.305 à 68.324 = 20
68.342 à 68.344 = 3
68.349 et 68.350 = 2
68.901 à 68.950 = 50
69.401 et 69.402 = 2
71.446 = 1
73.501 à 73.505 = 5
73.528 à 73.542 = 15
73.545 à 73.550 = 6
74.451 à 74.479 = 29
74.484 à 74.500 = 17
75.553 à 75.568 = 16
75.571 à 75.594 = 24
75.596 à 75.600 = 5
77.451 à 77.455 = 5
77.469 à 77.482 = 14
77.486 à 77.500 = 15
78.833 = 1
78.841 = 1
78.849 et 78.850 = 2
78.962 à 78.969 = 8
80.277 à 80.279 = 3
80.315 = 1
80.317 à 80.321 = 5
80.341 et 80.342 = 2
80.901 = 1
80.915 à 80.927 = 13
80.930 à 80.935 = 6
80.941 à 80.946 = 6
81.201 à 81.215 = 15
81.226 à 81.250 = 25
81.605 à 81.613 = 3
81.619 à 81.624 = 6
83.651 à 83.658 = 8
83.669 et 83.670 = 2
83.685 à 83.688 = 4
83.698 = 1
83.700 = 1
83.718 et 83.719 = 2
84.851 = 1
85.630 à 85.632 = 3
86.151 à 86.156 = 6
86.159 à 86.200 = 42
86.882 à 86.887 = 6
87.554 à 87.567 = 14
90.692 et 90.693 = 2
91.551 à 91.555 = 5
91.562 à 91.566 = 5
91.570 = 1
91.572 à 91.578 = 7
91.588 à 91.601 = 14
94.327 = 1
94.334 et 94.335 = 2
94.341 = 1
94.344 à 94.350 = 7
95.603 à 95.650 = 48
95.701 à 95.710 = 10
95.712 à 95.725 = 14
95.728 à 95.750 = 23
99.551 à 99.582 = 32
99.599 et 99.600 = 2
99.851 à 99.856 = 6
99.862 à 99.865 = 4
99.871 à 99.878 = 8
99.886 à 99.896 = 11
100.851 à 100.900 = 50
101.651 à 101.659 = 9
103.401 à 103.450 = 50
107.151 à 107.200 = 50
108.701 à 108.705 = 5
108.708 à 108.717 = 10
108.721 à 108.722 = 2
108.727 à 108.732 = 6
109.228 = 1
113.001 à 113.025 = 25
113.032 à 113.050 = 19
114.335 à 114.339 = 5
114.341 = 1
114.344 à 114.346 = 3
114.349 = 1
119.175 et 119.176 = 2
119.192 = 1
119.351 à 119.400 = 50
120.601 à 120.603 = 3
120.612 à 120.623 = 12
120.630 = 1
120.636 à 120.645 = 10
122.001 à 122.024 = 24
122.028 à 122.050 = 23
124.251 à 124.265 = 15
124.267 à 124.284 = 18
124.300 = 1
125.801 à 125.850 = 50
130.401 = 1
130.406 à 130.409 = 4
131.752 à 131.757 = 6
131.774 à 131.777 = 4
131.780 = 1
131.782 = 1
131.784 = 1
133.251 à 133.253 = 3
133.276 = 1
133.298 et 133.299 = 2
134.045 à 134.049 = 5
135.501 à 135.515 = 15
135.526 à 135.548 = 23
136.951 à 136.989 = 39
136.992 à 137.000 = 9
144.394 à 144.398 = 5
144.808 = 1
144.820 et 144.821 = 2
144.832 à 144.836 = 5
145.600 = 1
146.681 à 146.686 = 6
146.689 à 146.691 = 3
146.816 à 146.819 = 4
147.808 = 1
148.951 à 148.966 = 16
148.968 à 149.000 = 33
149.959 = 1
150.012 à 150.031 = 20
150.035 = 1
150.201 à 150.250 = 50
151.651 à 151.680 = 30
151.682 à 151.700 = 19
161.851 à 161.890 = 40
161.895 à 161.900 = 6
163.901 à 163.950 = 50
165.201 à 165.244 = 44
165.250 = 1
168.518 et 168.519 = 2
168.523 à 168.533 = 11
168.537 et 168.538 = 2
170.251 à 170.400 = 50
170.652 à 170.700 = 49
170.801 à 170.806 = 6
170.809 à 170.850 = 42
180.870 à 180.872 = 3
180.893 = 1
181.180 et 181.081 = 2
181.095 à 181.100 = 6
183.251 à 183.300 = 47
184.278 à 184.281 = 4
184.281 et 184.285 = 2
184.288 et 184.289 = 2
184.296 à 184.300 = 5
185.514 à 185.517 = 4
185.525 à 185.535 = 11
185.537 = 1
185.548 à 185.550 = 3
187.251 à 187.259 = 9
187.262 à 187.273 = 12
187.275 à 187.282 = 8
187.284 = 1
187.287 à 187.300 = 14
189.751 à 189.778 = 28
189.786 à 189.800 = 15
190.738 = 1
194.800 = 1
195.453 à 195.500 = 48
198.801 à 198.850 = 50
199.908 à 199.917 = 10
199.937 à 199.940 = 4
201.197 à 201.199 = 3
206.801 à 206.810 = 10
206.847 à 206.850 = 34
206.855 et 206.856 = 2
211.370 à 211.377 = 8
211.391 à 211.399 = 6
214.873 à 214.892 = 20
216.151 à 216.154 = 4
216.160 à 216.162 = 3
216.168 et 216.169 = 2
216.176 et 216.177 = 2
216.201 à 216.250 = 50
216.898 = 1
218.393 à 218.396 = 4
218.601 à 218.620 = 20
219.351 à 219.360 = 10
219.362 à 219.377 = 16
219.379 à 219.400 = 22
221.854 à 221.858 = 8
221.877 à 221.900 = 24
222.301 à 222.316 = 16
222.334 à 222.348 = 15
223.151 à 223.167 = 17
223.169 à 223.200 = 32
224.151 à 224.165 = 15
224.167 à 224.200 = 34
225.306 à 225.350 = 45
226.301 = 1
226.314 = 1
226.321 = 1
229.551 à 229.600 = 50
229.703 à 229.722 = 20
229.743 et 229.744 = 2
231.751 à 231.756 = 6
231.760 à 231.770 = 11
231.777 à 231.800 = 24
233.769 = 1
233.771 et 233.772 = 2
236.180 à 236.182 = 3
238.901 et 238.902 = 2
238.905 à 238.920 = 17
238.922 = 1
238.926 à 238.928 = 3
238.949 et 238.950 = 2
240.416 et 240.417 = 2
241.601 = 1
245.601 à 245.622 = 22
245.624 = 1
245.637 à 245.650 = 14
247.230 à 247.235 = 6
247.240 à 247.298 = 59
249.601 à 249.650 = 50
252.107 et 252.108 = 2
252.144 à 252.150 = 7
257.751 à 257.800 = 50
261.001 à 261.050 = 50
261.251 à 261.289 = 39
261.300 à 261.340 = 41
261.344 à 261.350 = 7
264.008 = 1
264.011 à 264.013 = 3
264.015 à 264.018 = 4
265.051 à 265.054 = 4
265.056 à 265.068 = 13
265.070 à 265.084 = 15
265.086 à 265.100 = 15
267.789 = 1
267.792 à 267.794 = 3
269.653 à 269.689 = 37
269.693 à 269.700 = 8
272.301 à 272.312 = 12
275.101 à 275.150 = 50
277.401 à 277.450 = 50
279.051 à 279.063 = 13
279.065 à 279.067 = 3
279.071 à 279.100 = 27
281.687 = 1
281.852 à 281.900 = 49
282.301 à 282.350 = 50
285.410 à 285.415 = 6
285.435 à 285.438 = 4
285.442 et 285.443 = 2
287.658 = 1
288.401 à 288.431 = 31
288.442 à 288.450 = 9
290.401 à 290.417 = 17
290.421 à 290.450 = 30
292.551 à 292.556 = 6
292.701 à 292.750 = 50
294.401 à 294.406 = 6
294.416 à 294.435 = 20
294.801 à 294.804 = 4
294.808 et 294.809 = 2
294.817 à 294.850 = 34
295.113 et 295.114 = 2
295.134 à 295.143 = 10
295.624 = 1
295.630 et 295.631 = 2
297.601 à 297.650 = 50
301.022 et 301.023 = 2
302.488 et 302.489 = 2
304.351 à 304.353 = 3
304.355 et 304.356 = 2
304.361 à 304.400 = 40
304.457 à 304.464 = 8
304.475 et 304.476 = 2
304.478 à 304.484 = 7
304.488 à 304.496 = 9
304.661 = 1
304.693 = 1
304.699 et 304.700 = 2
304.801 à 304.810 = 10
304.816 à 304.850 = 35
306.539 à 306.550 = 12
308.901 à 308.911 = 11
308.913 = 1
308.915 et 308.916 = 2
308.923 à 308.931 = 9
308.937 à 308.941 = 5
309.653 à 309.664 = 12
309.682 à 309.684 = 3
309.691 à 309.694 = 4
311.314 = 1
311.401 et 311.402 = 2
311.405 à 311.443 = 39
311.446 à 311.450 = 5
313.610 à 313.629 = 20
313.641 à 313.650 = 7
316.593 = 1
318.551 à 318.600 = 50
318.951 à 319.000 = 50
321.380 = 1
322.961 = 1
322.988 à 322.992 = 5
325.452 à 325.464 = 13
325.475 à 325.481 = 7
325.483 à 325.497 = 15
325.499 et 325.500 = 2
325.701 à 325.705 = 5

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 325.717 à 325.750 | = 34 | 348.765 | = 1 | 367.109 à 367.148 | = 40 |
| 327.660 à 327.662 | = 3 | 348.772 à 348.776 | = 5 | 369.210 à 369.214 | = 5 |
| 327.673 à 327.676 | = 4 | 348.800 | = 1 | 369.231 et 369.232 | = 2 |
| 327.678 à 327.700 | = 23 | 349.151 à 349.180 | = 30 | 369.238 et 369.239 | = 2 |
| 328.095 à 328.100 | = 6 | 349.184 à 349.189 | = 6 | 371.444 | = 1 |
| 329.614 à 329.618 | = 5 | 349.193 à 349.200 | = 8 | 371.449 et 371.450 | = 2 |
| 329.621 à 329.650 | = 30 | 350.400 | = 1 | 372.019 à 372.026 | = 8 |
| 333.579 à 333.583 | = 5 | 350.995 à 350.998 | = 4 | 372.034 à 372.038 | = 5 |
| 333.651 à 333.700 | = 50 | 353.655 et 353.656 | = 2 | 372.044 à 372.047 | = 4 |
| 336.651 à 336.673 | = 23 | 353.658 à 353.679 | = 22 | 372.301 à 372.318 | = 48 |
| 336.676 à 336.692 | = 17 | 353.684 | = 1 | 372.350 | = 1 |
| 336.694 à 336.700 | = 7 | 353.686 à 353.689 | = 4 | 373.851 à 373.895 | = 45 |
| 337.868 à 337.873 | = 6 | 353.694 à 353.696 | = 3 | 378.971 à 378.980 | = 10 |
| 337.880 et 337.881 | = 2 | 353.699 et 353.700 | = 2 | | |
| 337.889 à 337.899 | = 11 | 353.720 et 353.721 | = 2 | 378.995 à 379.000 | = 6 |
| 338.451 à 338.456 | = 6 | 354.501 à 354.550 | = 50 | 380.001 à 380.050 | = 50 |
| 338.460 à 338.500 | = 41 | 356.351 à 356.369 | = 19 | 384.651 | = 1 |
| 339.201 à 339.212 | = 12 | 356.372 à 356.400 | = 29 | 384.666 à 384.700 | = 35 |
| 339.215 à 339.220 | = 6 | 356.551 à 356.596 | = 46 | 385.051 à 385.100 | = 50 |
| 339.250 | = 1 | 356.600 | = 1 | 385.901 à 385.929 | = 29 |
| 339.351 à 339.377 | = 27 | 356.622 à 356.626 | = 5 | 385.941 à 385.950 | = 7 |
| 339.379 à 339.400 | = 22 | 356.647 | = 1 | 390.354 | = 1 |
| 342.908 et 342.909 | = 2 | 357.797 et 357.798 | = 2 | 390.376 à 390.380 | = 5 |
| 342.916 à 342.928 | = 13 | 365.503 et 365.504 | = 2 | 390.388 à 390.392 | = 5 |
| 343.354 à 343.400 | = 47 | 365.514 | = 1 | 390.394 | = 1 |
| 343.551 à 343.565 | = 15 | 365.536 à 365.538 | = 3 | 390.851 à 390.900 | = 50 |
| 343.568 à 343.575 | = 8 | 366.855 à 366.863 | = 9 | 394.453 à 394.455 | = 3 |
| 343.578 à 343.585 | = 8 | 366.865 | = 1 | 394.460 à 394.464 | = 5 |
| 343.587 à 343.600 | = 14 | 366.870 à 366.874 | = 5 | 394.480 à 394.487 | = 8 |
| 344.351 à 344.390 | = 40 | 366.878 à 366.883 | = 6 | 394.493 à 394.495 | = 3 |
| 344.394 à 344.399 | = 6 | 366.888 | = 1 | 394.801 | = 1 |
| 346.506 à 346.513 | = 8 | 366.890 | = 1 | 394.811 à 394.818 | = 8 |
| 346.517 à 346.543 | = 27 | 366.893 à 366.900 | = 8 | 395.306 à 395.310 | = 5 |
| 346.545 à 346.550 | = 6 | 367.101 à 367.107 | = 7 | 395.332 et 395.333 | = 2 |

Total: 6.438 obligations.

## CHEMINS DE FER FEDERAUX SUISSES

**Remboursement d'obligations de l'emprunt 3 0/0 des Chemins de fer fédéraux suisses de 1903.**

Suivant plan d'amortissement, les 8.520 obligations de 500 F sorties au tirage, et dont les numéros suivent, seront remboursées en tant qu'elles ne sont pas inscrites dans le livre de la dette, le 15 novembre 1952, à notre caisse principale à Berne et aux domiciles habituels de payement en Suisse et en France.

| | | | |
|---|---|---|---|
| 5301— 5350 | 65201— 65250 | 143951—144000 | 216101—216150 |
| 5901— 5950 | 67151— 67200 | 146001—146050 | 217801—217850 |
| 6551— 6600 | 68251— 68300 | 147701—147750 | 217851—217900 |
| 6701— 6750 | 68351— 68400 | 148301—148350 | 218951—219000 |
| 9401— 9450 | 69201— 69250 | 148501—148550 | 220051—220100 |
| 10201— 10250 | 72951— 73000 | 148801—148850 | 222301—222350 |
| 12501— 12550 | 73851— 73900 | 151301—151350 | 223051—223100 |
| 13651— 13700 | 74051— 74100 | 153051—153100 | 223751—223800 |
| 17151— 17500 | 74201— 74250 | 154851—154900 | 224101—224150 |
| 18651— 18700 | 77151— 77500 | 155051—155100 | 224151—224500 |
| 18701— 18750 | 77551— 77600 | 160951—161000 | 226201—226250 |
| 20401— 20450 | 81051— 81100 | 161301—161350 | 230901—230950 |
| 26701— 26750 | 81101— 81150 | 164951—165000 | 236551—236600 |
| 26901— 26950 | 84151— 84200 | 165701—165750 | 238101—238150 |
| 30701— 30750 | 86101— 86150 | 166251—166300 | 241851—241900 |
| 31251— 31300 | 86701— 86750 | 167101—167150 | 241951—242000 |
| 31601— 31650 | 86901— 86950 | 172101—172150 | 242801—242850 |
| 31901— 31950 | 87351— 87400 | 176101—176150 | 245551—245600 |
| 35701— 35750 | 88351— 88400 | 178501—178550 | 249001—249050 |
| 37501— 37550 | 98151— 98200 | 185051—185100 | 251101—251150 |
| 37851— 37900 | 98251— 98300 | 187801—187850 | 252501—252550 |
| 38501— 38550 | 99751— 99800 | 188001—188050 | 252901—252950 |
| 39401— 39450 | 100201—100250 | 189001—189050 | 254901—254950 |
| 39701— 39750 | 100351—100400 | 191701—191750 | 257251—257300 |
| 39851— 39900 | 101701—101750 | 193601—193650 | 258901—258950 |
| 41201— 41250 | 105201—105250 | 194351—194400 | 262201—262250 |
| 41651— 41700 | 106751—106800 | 196101—196150 | 264701—264750 |
| 41851— 41900 | 109801—109850 | 196551—196600 | 268501—268550 |
| 41951— 42000 | 120701—120750 | 198951—199000 | 271651—271700 |
| 44251— 44300 | 121751—121800 | 203251—203300 | 275751—275800 |
| 44501— 44550 | 122651—122700 | 204551—204600 | 276501—276550 |
| 45351— 45400 | 125201—125250 | 205651—205700 | 277001—277050 |
| 54551— 54600 | 127501—127550 | 205901—205950 | 279951—280000 |
| 53301— 53350 | 127551—127600 | 208151—208200 | 280001—280050 |
| 53451— 53500 | 129051—129100 | 210551—210600 | 280751—280800 |
| 53801— 53850 | 132151—132200 | 211501—211550 | 281101—281150 |
| 56501— 56550 | 133151—133200 | 213001—213050 | 281651—281700 |
| 58651— 58700 | 133401—133450 | 213951—214000 | 282801—282850 |
| 61051— 61100 | 134701—134750 | 214251—214300 | 283851—283900 |
| 61301— 61350 | 135251—135300 | 214351—214400 | 292051—292100 |
| 61601— 61650 | 137551—137600 | 215201—215250 | 295351—295400 |
| 62851— 62900 | 138151—138200 | 215301—215350 | 299481—299500 |
| 63851— 63900 | 139651—139700 | 215351—215400 | 299501—299550 |

Ces titres cesseront de porter intérêt le 15 novembre 1952.

Les offices de payement sont en possession des listes des obligations sorties aux tirages précédents et qui n'ont pas encore été présentées à l'encaissement.

Berne, le 28 juillet 1952.

*Direction générale des C. F. F.*

## ANNUITES LEROUVILLE A SEDAN

Cent cinquante-deuxième tirage.

**255 annuités sorties au tirage du 3 juillet 1952 remboursables au pair à partir du 1er septembre 1952 sous déduction des impôts.**

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12 | 16 | 103 | 108 | 165 | 7.465 | 7.502 | 7.723 | 7.787 | 7.817 |
| 172 | 194 | 268 | 299 | 321 | 7.847 | 7.923 | 8.068 | 8.101 | 8.125 |
| 326 | 395 | 418 | 486 | 715 | 8.163 | 8.211 | 8.161 | 8.179 | 8.731 |
| 724 | 768 | 783 | 803 | 829 | 8.971 | 9.051 | 9.055 | 9.110 | 9.111 |
| 858 | 898 | 965 | 1.008 | 1.041 | 9.122 | 9.146 | 9.173 | 9.279 | 9.295 |
| 1.106 | 1.323 | 1.377 | 1.395 | 1.494 | 9.407 | 9.420 | 9.474 | 9.504 | 9.533 |
| 1.503 | 1.509 | 1.577 | 1.607 | 1.653 | 9.538 | 9.616 | 9.699 | 9.708 | 9.754 |
| 1.664 | 1.728 | 1.738 | 1.827 | 1.857 | 9.879 | 9.927 | 9.975 | 9.986 | 9.999 |
| 1.869 | 1.884 | 1.924 | 1.989 | 2.016 | 10.060 | 10.148 | 10.181 | 10.205 | 10.311 |
| 2.229 | 2.298 | 2.379 | 2.382 | 2.388 | 10.437 | 10.478 | 10.606 | 10.654 | 10.689 |
| 2.469 | 2.475 | 2.533 | 2.597 | 2.647 | 11.004 | 11.009 | 11.070 | 11.124 | 11.219 |
| 2.655 | 2.703 | 2.711 | 2.774 | 2.835 | 11.260 | 11.326 | 11.576 | 11.676 | 11.729 |
| 2.906 | 2.972 | 3.030 | 3.094 | 3.104 | 11.732 | 11.806 | 11.811 | 11.857 | 11.915 |
| 3.112 | 3.244 | 3.251 | 3.265 | 3.267 | 11.993 | 12.134 | 12.235 | 12.265 | 12.321 |
| 3.303 | 3.350 | 3.382 | 3.398 | 3.463 | 12.639 | 12.656 | 12.681 | 12.716 | 12.723 |
| 3.505 | 3.562 | 3.591 | 3.768 | 3.894 | 12.733 | 12.755 | 12.789 | 12.816 | 12.856 |
| 3.928 | 4.019 | 4.028 | 4.405 | 4.528 | 12.875 | 13.016 | 13.029 | 13.052 | 13.113 |
| 4.542 | 4.563 | 4.651 | 4.682 | 4.737 | 13.105 | 13.209 | 13.271 | 13.364 | 13.166 |
| 4.760 | 4.843 | 4.857 | 5.013 | 5.017 | 13.429 | 13.451 | 13.515 | 13.605 | 13.674 |
| 5.044 | 5.059 | 5.067 | 5.089 | 5.159 | 13.720 | 13.799 | 13.824 | 14.020 | 14.035 |
| 5.176 | 5.205 | 5.311 | 5.339 | 5.370 | 14.068 | 14.074 | 14.227 | 14.241 | 14.257 |
| 5.412 | 5.461 | 5.476 | 5.522 | 5.571 | 14.277 | 14.308 | 14.318 | 14.391 | 14.407 |
| 5.606 | 5.618 | 5.800 | 5.943 | 6.090 | 14.511 | 14.586 | 14.715 | 14.735 | 14.737 |
| 6.319 | 6.332 | 6.355 | 6.582 | 6.616 | 14.934 | 14.935 | 14.981 | 15.003 | 15.031 |
| 6.646 | 6.797 | 6.842 | 6.918 | 6.999 | 15.066 | 15.111 | 15.134 | 15.240 | 15.247 |
| 7.091 | 7.162 | 7.175 | 7.204 | 7.207 | | | | | |

La liste des numéros restant à rembourser sur les tirages précédents a été publiée au *Journal officiel* du 13 mars 1949.

## Société anonyme des FORGES et ATELIERS de MEUDON

CAPITAL: 200.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 79, RUE DE MONCEAU, A PARIS (8e)

R. C. Seine n° 79114.

**Emprunt obligataire 5 1/2 0/0 1947 de 20 millions de francs.**

Après avoir délibéré, le conseil d'administration dans sa séance du 27 juin 1952, a décidé que le cinquième amortissement au 1er septembre 1952, sera fait par tirage au sort de 97 obligations.

Ce dernier a eu lieu le 1er août 1952 au siège social de la société, en conformité avec les statuts; le n° 1.720 a été tiré au sort; les obligations à amortir seront appelées au remboursement sous déduction des obligations rachetées.

En conséquence, les obligations nos 1.720 à 1.816, sorties au tirage, seront remboursables à partir du 1er septembre 1952 à 5.000 F, coupon n° 6 (échéance 1er septembre 1953) attaché.

Le montant des coupons manquants sera déduit du remboursement.

**Liste des obligations restant à rembourser au 21 juillet 1952 sur les tirages.**

5 *août* 1948: 3.599 à 3.608 — 3.622 à 3.624 — 3.631 — 3.632.

1er *août* 1952: 1.836 à 1.844 — 1.850 — 1.851 — 1.867 — 1.868 — 1.900 à 1.916 — 1.922 — 1.923 — 1.926 à 1.930 — 1.946 à 1.948.

## Sucrerie - Raffinerie de CHALON-sur-SAONE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 112.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 36, QUAI SAINT-COSME, A CHALON-SUR-SAONE

R. C.: Chalon-sur-Saône n° 3172.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat en Bourse de 125 obligations 4 0/0 1945 dont le septième amortissement est prévu pour le 15 septembre 1952.

En conséquence, aucun tirage ne sera effectué en août 1952.

**Liste de rappel des séries comprenant des obligations 4 0/0 1945 sorties à des tirages antérieurs et non encore remboursées.**

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|
| 426 à 430 | 1946 | 596 à 600 | 1946 | 831 à 835 | 1946 |
| 566 à 570 | 1946 | 716 à 720 | 1946 | 971 à 975 | 1946 |

# BANQUE D'ETAT DU MAROC

## EMPRUNT MAROCAIN 5 0/0 1913

*Soixante-neuvième tirage d'amortissement.*

Le 15 juillet 1952, il a été procédé au siège social de la Banque d'Etat du Maroc, à Tanger, au tirage des 1.653 obligations dont les numéros suivent qui seront remboursées à partir du 1er septembre 1952.

1.531 à 1.540 — 2.771 à 2.780 — 4.751 à 4.760 — 5.421 à 5.430 — 7.661 à 7.670 — 8.891 à 8.900 — 9.791 à 9.800 — 9.931 à 9.940 — 10.961 à 10.970 — 11.451 à 11.460 — 13.061 à 13.070 — 15.191 à 15.200 — 16.381 à 16.390 — 22.061 à 22.070 — 25.811 à 25.820 — 29.111 à 29.120 — 29.991 à 30.000 — 31.011 à 31.020 — 31.301 à 31.310 — 33.611 à 33.620 — 35.361 à 35.370 — 38.791 à 38.800 — 41.851 à 41.860 — 49.351 à 49.360 — 61.661 à 61.670 — 66.951 à 66.960 — 68.741 à 68.750 — 69.501 à 69.510 — 69.541 à 69.550 — 70.781 à 70.790 — 81.211 à 81.250 — 82.951 à 82.960 — 84.391 à 84.400 — 89.691 à 89.700 — 92.791 à 92.800 — 98.591 à 98.600 — 99.911 à 99.920 — 103.131 à 103.140 — 104.231 à 104.240 — 106.021 à 106.030 — 111.451 à 111.460 — 113.521 à 113.530 — 116.211 à 116.220 — 116.351 à 116.360 — 118.551 à 118.560 — 125.201 à 125.210 — 126.231 à 126.240 — 126.311 à 126.320 — 127.941 à 127.950 — 128.281 à 128.290 — 128.621 à 128.630 — 130.301 à 130.310 — 133.031 à 133.040 — 138.261 à 138.270 — 142.831 à 142.840 — 144.701 à 144.710 — 148.421 à 148.430 — 156.111 à 156.120 — 157.161 à 157.170 — 159.991 à 160.000 — 163.121 à 163.130 — 163.131 à 163.140 — 165.171 à 165.180 — 167.211 à 167.220 — 171.091 à 171.100 — 172.011 à 172.020 — 173.931 à 173.940 — 178.691 à 178.700 — 179.261 à 179.270 — 181.621 à 181.630 — 183.371 à 183.380 — 184.681 à 184.690 — 187.191 à 187.200 — 188.031 à 188.040 — 193.121 à 193.130 — 194.281 à 194.290 — 196.171 à 196.180 — 197.101 à 197.110 — 199.471 à 199.480 — 206.371 à 206.380 — 211.251 à 211.260 — 216.161 à 216.170 — 216.541 à 216.550 — 217.851 à 217.860 — 222.751 à 222.760 — 224.171 à 224.180 — 232.351 à 232.360 — 240.751 à 240.760 — 242.371 à 242.380 — 244.181 à 244.190 — 244.631 à 244.640 — 245.631 à 245.640 — 245.651 à 245.660 — 246.141 à 246.150 — 247.281 à 247.290 — 250.551 à 250.560 — 251.791 à 251.800 — 253.981 à 253.990 — 254.201 à 254.210 — 259.301 à 259.310 — 262.271 à 262.280 — 262.981 à 262.990 — 264.171 à 264.180 — 266.591 à 266.600 — 273.171 à 273.180 — 277.501 à 277.510 — 278.881 à 278.890 — 282.871 à 282.880 — 284.091 à 284.100 — 284.791 à 284.800 — 287.101 à 287.110 — 288.031 à 288.040 — 289.241 à 289.250 — 290.661 à 290.670 — 294.971 à 294.980 — 299.931 à 299.940 — 301.431 à 301.440 — 308.301 à 308.310 — 308.381 à 308.390 — 311.531 à 311.540 — 312.771 à 312.780 — 314.411 à 314.420 — 314.501 à 314.510 — 319.061 à 319.070 — 319.251 à 319.260 — 321.561 à 321.570 — 323.021 à 323.030 — 324.591 à 324.600 — 324.851 à 324.860 — 326.401 à 326.410 — 326.921 à 326.930 — 327.141 à 327.150 — 337.451 à 337.460 — 340.921 à 340.930 — 341.381 à 341.390 — 344.361 à 344.370 — 346.131 à 346.140 — 348.491 à 348.500 — 353.151 à 353.160 — 353.851 à 353.860 — 355.571 à 355.580 — 357.351 à 357.360 — 359.291 à 359.300 — 359.531 à 359.540 — 361.941 à 361.950 — 364.541 à 364.550 — 366.711 à 366.720 — 366.861 à 366.870 — 367.401 à 367.410 — 375.861 à 375.870 — 376.941 à 376.950 — 387.581 à 387.590 — 387.691 à 387.700 — 388.281 à 388.290 — 388.671 à 388.680 — 395.311 à 395.320 — 396.801 à 396.810 — 397.601 à 397.610 — 398.401 à 398.410 — 399.391 à 399.400 — 401.221 à 404.230 — 404.391 à 404.400 — 404.601 à 404.610 — 405.321 à 405.330 — 405.558 à 405.560 — 406.591 à 406.600.

**Liste des obligations amorties aux tirages précédents et non remboursées par le siège social de la Banque d'Etat du Maroc, à Tanger, à la date du 12 juillet 1952.**

51 à 54 = 4
301 à 310 = 10
493 à 495 = 3
497 à 500 = 4
914 = 1
1.221 à 1.230 = 10
1.811 à 1.819 = 6
1.892 à 1.900 = 9
1.991 à 2.000 = 10
4.401 = 1
4.403 à 4.405 = 3
5.791 à 5.799 = 9
6.065 à 6.070 = 6
6.124 et 6.125 = 2
6.261 à 6.269 = 9
6.991 à 7.000 = 10
7.090 = 1
7.821 à 7.830 = 10
8.251 à 8.254 = 4
8.428 = 1
8.691 à 8.696 = 6
8.698 = 1
8.801 à 8.810 = 10
8.901 à 8.910 = 10
9.765 = 1
10.151 à 10.160 = 9
11.015 à 11.020 = 6
11.051 = 1
11.059 = 1
11.213 à 11.220 = 8
11.611 à 11.617 = 7
11.619 et 11.620 = 2
12.431 à 12.440 = 10
13.961 à 13.963 = 3
13.965 et 13.966 = 2
14.027 et 14.028 = 2
14.494 = 1
14.500 = 1
15.202 = 1
16.572 et 16.573 = 2
16.576 à 16.579 = 4
17.241 à 17.250 = 10
17.718 à 17.720 = 3
17.993 à 18.000 = 8
18.931 à 18.934 = 4
19.438 à 19.440 = 3
19.651 à 19.660 = 10
19.691 et 19.692 = 2
19.694 = 1
19.699 et 19.700 = 2
20.041 = 1
20.044 à 20.050 = 7
20.271 à 20.273 = 3
20.276 à 20.280 = 5
20.591 à 20.600 = 10
20.611 à 20.620 = 10
21.211 à 21.219 = 9
21.741 à 21.743 = 3
21.747 à 21.750 = 4
21.801 à 21.806 = 6
22.301 = 1
22.307 à 22.310 = 4
22.501 à 22.510 = 7
22.611 à 22.616 = 6
22.618 = 1
22.620 = 1
22.981 à 22.989 = 9
23.291 à 23.300 = 10
23.351 à 23.353 = 3
23.441 = 1
23.790 = 1
24.011 à 24.020 = 10
24.132 et 24.133 = 2
24.137 et 24.138 = 2
24.331 à 24.338 = 8
24.381 à 24.383 = 3
24.386 et 24.387 = 2
24.390 = 1
24.431 à 24.440 = 10
24.852 à 24.856 = 5
25.221 à 25.224 = 4
25.228 et 25.229 2
25.383 et 25.384 = 2
25.999 = 1
26.129 et 26.130 = 2
26.152 à 26.157 = 6
26.159 et 26.160 = 2
26.383 = 1
26.431 à 26.440 = 10
27.311 = 1
28.472 = 1
28.475 = 1
28.675 = 1
28.677 = 1
29.171 à 29.176 = 6
29.178 à 29.180 = 3
29.201 = 1
29.204 = 1
29.361 à 29.370 10
30.041 à 30.050 = 10
30.101 à 30.104 = 4
30.626 et 30.627 = 2
30.629 et 30.630 = 2
30.851 à 30.860 = 10
31.118 à 31.120 = 3
31.252 à 31.254 = 3
32.231 à 32.240 = 10
32.441 à 32.450 = 10
32.931 à 32.940 = 10
33.855 = 1
34.791 à 34.797 = 7
34.799 et 34.800 = 2
34.932 = 1
34.977 = 1
35.542 à 35.544 = 3
35.550 et 35.551 = 2
35.871 à 35.879 = 9
36.699 et 36.700 = 2
36.991 à 36.994 = 4
37.361 à 37.370 = 10
37.401 à 37.410 = 10
37.611 à 37.620 = 10
37.891 à 37.900 = 10
38.511 = 1
38.514 à 38.516 = 3
38.519 et 38.520 = 2
38.785 à 38.790 = 6
38.921 à 38.927 = 7
39.171 à 39.175 = 5
39.177 à 39.180 = 4
39.481 à 39.484 = 4
40.781 à 40.786 = 6
40.861 à 40.863 = 3
41.351 à 41.360 10
43.149 et 43.150 = 2
43.344 = 1
43.441 à 43.443 = 3
43.446 à 43.450 = 5
44.711 à 44.720 = 10
45.991 à 45.997 = 7
46.000 = 1
46.331 à 46.320 = 10
46.381 à 46.390 = 10
46.731 à 46.740 = 10
46.991 à 46.997 = 7
47.000 = 1
47.893 = 1
47.951 à 47.960 = 10
48.631 à 48.636 = 6
48.638 à 48.640 = 3
48.841 et 48.842 = 2
48.844 = 1
49.221 à 49.230 = 10
49.331 à 49.333 = 3
49.470 = 1
50.143 à 50.145 = 3
50.147 et 50.148 = 2
51.350 = 1
51.761 et 51.762 = 2
52.091 à 52.100 = 10
52.421 à 52.430 = 10
52.792 à 52.800 = 9
53.551 à 53.560 = 10
53.681 et 53.684 = 2
53.689 = 1
53.831 à 53.833 = 3
54.091 = 1
54.096 à 54.100 = 5
54.411 à 54.420 = 10
54.598 et 54.599 = 2
54.771 à 54.773 = 3
54.778 et 54.779 = 2
54.931 à 54.940 = 10
55.781 à 55.790 = 10
56.091 à 56.095 = 5
56.151 = 1
56.241 à 56.249 = 9
57.523 et 57.524 = 2
58.051 à 58.060 = 10
59.041 à 59.048 = 8
60.011 à 60.020 = 10
60.251 à 60.254 = 4
60.721 à 60.730 = 10
60.584 = 1
60.586 = 1
60.588 à 60.590 = 3
61.101 à 61.110 = 10
62.091 à 62.100 = 10
62.603 = 1
63.011 à 63.020 = 10
63.031 à 63.040 = 10
63.207 et 63.208 = 2
63.269 = 1
63.401 à 63.404 = 4
63.861 à 63.870 = 10
64.035 à 64.039 = 5
64.431 à 64.440 = 10
64.861 à 64.870 = 10
64.881 à 64.885 = 5
64.888 à 64.890 = 3
65.125 = 1
65.221 à 65.223 = 3
65.441 à 65.450 = 10
65.854 = 1
65.912 et 65.913 = 2
65.915 à 65.918 = 4
66.061 à 66.065 = 5
66.070 = 1
66.522 à 66.524 = 3
67.267 et 67.264 = 2
67.266 = 1
67.269 = 1
67.317 = 1
67.821 = 1
68.075 = 1
68.087 à 68.089 = 3
68.221 à 68.230 = 10
69.891 à 69.900 = 10
69.981 = 1
69.983 à 69.985 = 3
70.244 à 70.245 = 5
70.247 à 70.250 = 4
70.571 à 70.580 = 10
71.291 à 71.300 = 10
71.791 à 71.810 = 20
72.072 = 1
72.244 à 72.250 = 10
72.502 = 1
72.691 à 72.700 = 10
72.971 = 1
73.189 = 1
73.324 à 73.327 = 4
73.652 = 1
73.867 à 73.870 = 4
74.271 à 74.277 = 7
74.364 = 1
74.454 à 74.466 = 10
74.468 à 74.470 = 3
75.561 à 75.570 = 10
75.612 à 75.620 = 9
75.968 à 75.970 = 3
76.461 à 76.470 = 10
76.561 à 76.570 = 10
77.081 = 1
77.281 = 1
78.224 à 78.229 = 9
78.461 à 78.468 = 8
78.470 = 1
78.561 à 78.567 = 7
78.619 et 78.620 = 2
79.631 à 79.640 = 10
79.804 à 79.810 = 7
80.691 à 80.700 = 10
81.274 = 1
81.811 à 81.820 = 10
82.369 et 82.370 = 2
82.498 et 82.499 = 2
82.601 et 82.602 = 2
82.661 à 82.666 = 6
82.668 à 82.670 = 3
82.721 à 82.730 = 10
83.121 à 83.126 = 6
83.130 = 1
83.271 à 83.277 = 7
83.651 à 83.656 = 6
83.658 à 83.660 = 3
84.151 à 84.160 = 10
84.181 à 84.190 = 10
84.411 à 84.423 = 13
85.381 à 85.390 = 10
85.432 à 85.440 = 9
85.863 = 1
85.868 à 85.872 = 5
85.875 à 85.880 = 6
86.371 à 86.377 = 7
87.071 et 87.072 = 2
87.078 = 1
87.291 à 87.300 = 10
87.711 à 87.720 = 10
87.919 et 87.920 = 2
88.032 à 88.041 = 9
88.131 à 88.140 = 10
88.221 à 88.230 = 10
88.741 à 88.748 = 8
89.238 à 89.240 = 3
89.514 et 89.515 = 2
89.520 = 1
89.761 à 89.770 = 10
89.781 à 89.790 = 10
90.371 à 90.378 = 8
90.453 à 90.457 = 5
91.081 à 91.090 = 10
91.501 à 91.510 = 10
91.780 = 1
92.631 à 92.640 = 10
92.731 à 92.740 = 10
92.771 à 92.779 = 9
93.371 à 93.376 = 6
93.380 à 93.381 = 2
93.387 à 93.390 = 4
93.791 à 93.799 = 9
93.921 à 93.930 = 10
94.021 à 94.030 = 10
94.061 et 94.062 = 2
94.061 à 94.070 = 7
94.112 et 94.113 = 2
94.115 = 1
94.171 à 94.180 = 10
94.679 = 1
95.785 et 95.786 = 2
95.797 à 95.800 = 4
96.101 à 96.110 = 7
96.341 à 96.350 = 10
96.671 à 96.674 = 4
96.691 à 96.699 = 9
97.011 à 97.016 = 6
97.019 à 97.020 = 2
97.171 et 97.175 = 2
97.196 à 97.200 = 5
97.398 et 97.399 = 2
97.851 à 97.853 = 3
97.855 à 97.860 = 6
98.071 à 98.073 = 3
98.077 à 98.080 = 4
98.731 à 98.740 = 10
99.021 à 99.030 = 10
99.471 à 99.480 = 10
99.501 à 99.510 = 10
100.041 à 100.050 = 10
100.083 à 100.085 = 3
100.600 = 1
100.711 à 100.720 = 10
100.951 = 1
100.958 à 100.960 = 3
101.511 à 101.523 = 13
101.611 à 101.614 = 4
101.648 à 101.650 = 3
101.707 = 1
101.760 = 1
102.341 à 102.350 = 10
103.400 = 1
103.551 à 103.559 = 9
103.893 à 103.900 = 8
104.491 à 104.494 = 4
104.496 à 104.500 = 5
106.201 à 106.210 = 10
106.231 à 106.240 = 10
106.363 = 1
106.621 à 106.625 = 5
107.301 à 107.310 = 10
107.381 = 1
107.385 et 107.386 = 2
107.388 à 107.390 = 3
107.581 à 107.590 = 10
107.771 à 107.780 = 7
108.141 à 108.147 = 7
108.723 et 108.724 = 2
108.751 à 108.770 = 20
108.871 à 108.876 = 6
108.879 et 108.880 = 2
109.192 à 109.199 = 8
109.558 à 109.560 = 3
109.601 à 109.610 = 10
110.962 et 110.963 = 2
110.966 à 110.970 = 5
111.381 à 111.390 = 10
111.551 à 111.560 = 10
113.026 à 113.030 = 5
113.464 et 113.465 = 2
114.225 à 114.238 = 4
114.421 à 114.426 = 6
114.428 à 114.430 = 3
115.552 = 1
115.555 à 115.557 = 3
115.581 à 115.590 = 10
115.621 à 115.630 = 10
115.845 = 1
116.001 à 116.010 = 10
116.206 à 116.208 = 3

116.528 à 116.530 = 3
116.792 à 116.796 = 5
117.111 et 117.112 = 2
117.331 à 117.340 = 10
117.381 à 117.390 = 10
117.788 = 1
118.178 à 118.180 = 3
118.471 à 118.478 = 8
118.480 = 1
118.581 à 118.590 = 10
118.751 à 118.760 = 10
119.161 et 119.162 = 2
119.165 à 119.167 = 3
120.042 = 1
120.044 à 120.050 = 7
121.331 = 1
121.339 = 1
121.453 à 121.455 = 3
122.155 à 122.160 = 6
123.101 à 123.110 = 10
123.322 à 123.328 = 7
123.330 = 1
124.091 à 124.098 = 8
125.091 à 125.100 = 10
125.900 = 1
125.931 = 1
125.996 à 125.998 = 3
126.113 à 126.116 = 4
126.661 à 126.670 = 10
127.041 à 127.048 = 8
127.050 = 1
127.126 = 1
127.298 à 127.300 = 3
127.618 à 127.620 = 3
127.661 à 127.670 = 10
127.691 à 127.700 = 10
127.761 à 127.770 = 10
128.201 à 128.209 = 9
128.441 et 128.442 = 2
128.444 et 128.445 = 2
128.647 et 128.648 = 2
128.771 = 1
128.773 = 1
128.775 à 128.777 = 3
128.972 à 128.980 = 9
129.808 à 129.840 = 5
129.847 à 129.850 = 4
129.891 à 129.900 = 10
130.430 = 1
130.434 à 130.437 = 4
130.458 = 1
131.041 à 131.050 = 10
131.261 à 131.263 = 3
131.266 à 131.270 = 5
131.311 à 131.320 = 10
131.541 et 131.542 = 2
131.631 à 131.640 = 10
131.893 à 131.897 = 5
132.210 = 1
132.301 à 132.310 = 10
132.597 = 1
132.611 à 132.620 = 10
132.651 à 132.659 = 9
133.111 à 133.114 = 4
133.116 à 133.120 = 5
133.421 et 133.422 = 2
133.426 = 1
133.611 à 133.620 = 10
133.891 = 1
133.896 à 133.900 = 5
134.181 à 134.190 = 10
134.391 à 134.400 = 10
134.431 = 1
134.438 = 1
135.021 = 1
135.023 à 135.030 = 8
135.157 à 135.159 = 3
135.221 à 135.230 = 10
135.562 à 135.570 = 9
135.796 à 135.800 = 5
135.952 = 1
135.955 et 135.956 = 2
135.959 et 135.960 = 2
136.391 à 136.395 = 5
136.399 et 136.400 = 2
136.741 à 136.747 = 7
137.021 à 137.030 = 10
137.829 et 137.830 = 2
138.231 à 138.235 = 5
138.237 à 138.240 = 4
138.354 à 138.356 = 6
139.381 à 139.390 = 10
139.601 à 139.610 = 10
139.731 à 139.740 = 10
140.301 à 140.307 = 7
140.309 et 140.310 = 2
140.842 = 1
140.844 = 1
141.111 à 141.120 = 10
141.561 et 141.562 = 2
141.565 = 1
141.694 = 1
142.001 = 1
142.351 à 142.360 = 10
143.471 et 143.472 = 2
143.480 = 1
143.853 et 143.854 = 2
143.857 = 1
144.141 et 144.142 = 2
144.148 à 144.150 = 3
144.181 à 144.184 = 4
145.111 = 1
145.811 à 145.820 = 10
145.901 à 145.910 = 7
146.851 = 1
146.856 à 146.860 = 5
147.131 = 1
147.201 = 1
147.207 à 147.210 = 4
147.548 et 147.549 = 2
147.571 à 147.577 = 4
148.378 = 1
149.191 et 149.192 = 2
149.195 et 149.196 = 2
149.223 et 149.224 = 2
149.226 et 149.227 = 2
149.338 à 149.340 = 3
149.430 = 1
149.631 à 149.640 = 10
149.781 = 1
149.785 à 149.790 = 6
149.851 = 1
150.021 à 150.030 = 10
151.132 à 151.140 = 9
151.451 à 151.456 = 3
151.458 à 151.460 = 3
151.571 à 151.580 = 10
151.791 à 151.800 = 10
152.151 à 152.157 = 7
152.231 et 152.232 = 2
152.235 = 1
152.237 à 152.240 = 4
152.313 et 152.314 = 2
153.331 à 153.340 = 10
153.501 à 153.503 = 3
154.820 = 1
155.541 à 155.550 = 10
155.611 et 155.612 = 2
155.616 à 155.619 = 4
155.941 à 155.946 = 6
155.993 à 156.000 = 8
156.042 à 156.048 = 7
156.094 et 156.095 = 2
156.240 = 1
156.328 à 156.330 = 3
156.495 à 156.500 = 6
156.961 = 1
156.966 à 156.970 = 5
157.101 à 157.110 = 10
157.841 à 157.850 = 10
158.941 à 158.950 = 10
159.271 à 159.280 = 10
159.771 = 1
159.780 = 1
160.241 à 160.244 = 4
160.246 à 160.248 = 3
160.260 = 1
160.284 = 1
160.611 à 160.619 = 9
161.331 à 161.340 = 10
161.491 à 161.496 = 6
161.500 = 1
161.592 à 161.594 = 3
162.011 à 162.016 = 6
162.341 à 162.350 = 10
162.664 à 162.666 = 6
162.668 à 162.670 = 3
162.971 et 162.972 = 2
163.541 à 163.547 = 7
163.621 à 163.629 = 9
163.931 = 1
164.635 et 164.636 = 2
164.801 à 164.810 = 10
165.111 à 165.120 = 10
165.311 à 165.313 = 3
165.347 à 165.350 = 4
165.851 et 165.852 = 2
165.991 à 166.001 = 11
166.361 et 166.362 = 2
166.367 à 166.370 = 4
166.417 = 1
166.419 et 166.420 = 2
166.501 à 166.510 = 10
166.561 à 166.570 = 10
166.651 et 166.652 = 2
166.672 à 166.674 = 3
166.676 = 1
167.321 à 167.328 = 5
167.412 à 167.419 = 8
167.861 à 167.868 = 8
168.280 = 1
169.601 à 169.610 = 10
169.721 à 169.730 = 10
170.307 et 170.308 = 2
170.371 à 170.380 = 10
172.101 à 172.110 = 10
172.761 à 172.770 = 10
173.291 et 173.292 = 2
173.294 à 173.300 = 7
173.401 à 173.410 = 10
175.091 à 175.100 = 10
175.341 et 175.342 = 2
175.991 et 175.992 = 2
175.995 = 1
175.998 à 176.000 = 3
176.415 = 1
176.491 à 176.500 = 10
177.291 à 177.295 = 5
177.300 = 1
177.481 à 177.490 = 10
177.609 et 177.610 = 2
177.731 à 177.734 = 4
177.738 à 177.740 = 3
178.041 à 178.043 = 3
178.046 à 178.049 = 4
178.120 = 1
178.590 = 1
179.161 à 179.166 = 6
179.701 à 179.703 = 3
179.705 à 179.710 = 6
179.723 à 179.730 = 8
179.955 à 179.960 = 6
179.981 à 179.990 = 10
180.271 à 180.280 = 10
180.632 à 180.640 = 9
181.165 à 181.170 = 6
181.221 = 1
181.226 et 181.227 = 2
181.229 et 181.230 = 2
181.361 à 181.363 = 3
181.367 à 181.370 = 4
182.541 à 182.550 = 10
182.571 à 182.573 = 3
182.575 à 182.580 = 6
182.760 = 1
182.992 à 183.000 = 9
183.351 à 183.360 = 10
183.502 = 1
183.701 = 1
183.719 et 183.720 = 2
183.822 à 183.830 = 9
183.981 à 183.990 = 10
184.280 = 1
184.571 à 184.580 = 10
184.867 à 184.900 = 4
185.221 à 185.230 = 10
185.427 à 185.430 = 4
185.525 à 185.530 = 6
185.551 à 185.560 = 10
185.851 à 185.853 = 3
186.011 à 186.015 = 5
186.020 = 1
186.029 et 186.030 = 2
186.251 à 186.255 = 5
186.257 à 186.260 = 4
186.381 = 1
186.671 et 186.672 = 2
186.761 à 186.770 = 10
186.775 = 1
186.921 à 186.930 = 10
187.181 à 187.185 = 5
187.207 et 187.208 = 2
187.631 à 187.640 = 10
187.701 à 187.710 = 10
187.809 = 1
188.702 à 188.709 = 8
188.833 et 188.834 = 2
188.911 et 188.912 = 2
188.916 à 188.919 = 4
190.520 = 1
190.981 à 190.986 = 6
190.988 = 1
191.025 à 191.027 = 3
191.108 à 191.110 = 3
191.762 à 191.767 = 6
191.769 et 191.770 = 2
191.841 à 191.845 = 5
191.847 = 1
191.849 et 191.850 = 2
192.836 à 192.838 = 3
193.466 = 1
194.201 et 194.202 = 2
194.450 = 1
194.656 = 1
194.868 à 194.870 = 3
194.911 à 194.917 = 7
195.011 à 195.020 = 10
195.591 à 195.600 = 10
196.345 à 196.348 = 4
196.350 = 1
196.551 à 196.557 = 7
196.841 et 196.842 = 2
196.846 à 196.848 = 3
196.850 = 1
197.231 à 197.233 = 3
197.385 à 197.387 = 3
197.423 et 197.424 = 2
197.426 à 197.430 = 5
197.503 et 197.504 = 2
197.747 = 1
198.201 à 198.210 = 10
198.501 à 198.509 = 9
199.451 à 199.460 = 10
199.688 et 199.689 = 2
199.761 à 199.770 = 10
199.931 à 199.940 = 10
200.311 à 200.320 = 10
200.331 à 200.340 = 10
200.647 = 1
202.531 à 202.540 = 10
202.605 à 202.610 = 6
202.832 à 202.839 = 8
203.501 à 203.510 = 10
207.637 = 1
207.761 à 207.770 = 10
208.102 = 1
208.106 à 208.110 = 5
208.381 à 208.384 = 4
208.809 et 208.810 = 2
208.823 à 208.826 = 4
208.971 à 208.980 = 10
209.381 à 209.388 = 8
209.991 à 209.998 = 8
210.000 = 1
210.492 à 210.496 = 5
210.791 à 210.800 = 10
211.241 à 211.250 = 10
211.821 à 211.830 = 10
211.921 à 211.927 = 7
212.411 à 212.413 = 3
212.552 = 1
212.571 à 212.580 = 10
212.583 = 1
212.641 = 1
212.641 à 212.648 = 5
213.254 et 213.255 = 2
213.611 à 213.617 = 7
213.621 à 213.628 = 8
214.451 à 214.456 = 6
214.458 à 214.460 = 3
214.991 = 1
214.993 à 215.000 = 8
215.025 à 215.027 = 3
215.331 à 215.338 = 8
215.340 = 1
216.000 = 1
216.051 à 216.060 = 10
216.421 à 216.430 = 10
217.381 à 217.390 = 10
217.487 à 217.490 = 4
217.541 à 217.550 = 10
217.659 et 217.660 = 2
218.292 = 1
219.720 = 1
219.951 = 1
219.956 à 219.959 = 4
220.331 à 220.340 = 10
220.571 à 220.580 = 10
220.601 à 220.610 = 10
221.079 = 1
221.421 à 221.430 = 10
221.996 = 1
222.111 à 222.120 = 10
222.343 à 222.350 = 8
222.763 et 222.764 = 2
222.766 à 222.768 = 3
222.791 à 222.796 = 6
223.051 à 223.060 = 10
223.175 à 223.178 = 4
223.401 à 223.410 = 10
224.121 à 224.130 = 10
225.191 à 225.200 = 10
225.753 à 225.762 = 10
225.911 = 1
225.914 à 225.920 = 7
226.011 et 226.012 = 2
226.481 à 226.485 = 5
226.488 = 1
226.541 et 226.542 = 2
226.544 = 1
226.546 à 226.550 = 5
226.613 à 226.617 = 5
227.651 à 227.660 = 10
227.791 à 227.800 = 10
228.194 et 228.195 = 2
228.691 à 228.700 = 10
228.751 à 228.755 = 5
229.375 = 1
229.521 = 1
229.781 à 229.790 = 10
230.071 à 230.080 = 10
231.321 à 231.330 = 10
231.491 à 231.500 = 10
233.392 à 233.394 = 3
232.651 à 232.658 = 8
233.398 = 1
233.501 à 233.510 = 10
233.791 à 233.791 = 4
234.231 à 234.240 = 10
234.341 à 234.350 = 10
234.535 et 234.536 = 2
234.857 et 234.858 = 2
234.860 = 1
235.731 à 235.740 = 10
235.806 à 235.810 = 5
238.161 à 238.169 = 9
238.331 à 238.340 = 10
239.011 à 239.019 = 9
239.411 à 239.415 = 5
239.491 à 239.500 = 10
239.557 à 239.560 = 4
239.741 et 239.745 = 2
239.747 à 239.750 = 4
239.840 = 1
239.870 = 1
240.601 à 240.610 = 10
240.737 = 1
241.591 à 241.600 = 10
241.681 à 241.694 = 14
241.699 et 241.700 = 2
241.831 à 241.840 = 10
242.471 = 1
242.475 = 1
242.477 = 1
242.479 et 242.480 = 2
242.559 à 242.570 = 12
243.111 à 243.120 = 10
243.501 et 243.502 = 2
243.521 à 243.530 = 10
244.155 = 1
244.461 à 244.470 = 10
244.992 et 244.993 = 2
245.091 à 245.100 = 10
245.111 à 245.120 = 10
245.190 = 1
245.521 = 1
245.525 à 245.530 = 6
246.091 = 1
246.611 à 246.620 = 10
248.301 à 248.303 = 3
248.308 = 1
248.998 = 1
249.000 à 249.010 = 11
249.351 à 249.360 = 10
249.542 et 249.543 = 2
249.545 = 1
249.547 = 1
249.774 à 249.780 = 10
250.101 à 250.106 = 6
250.108 à 250.110 = 3
250.131 à 250.140 = 10
250.345 et 250.346 = 2
250.921 et 250.922 = 2
250.928 à 250.930 = 3
252.931 à 252.940 = 10
253.022 et 253.023 = 2
253.025 = 1
253.027 = 1
253.029 et 253.030 = 2
253.051 à 253.053 = 3
253.056 = 1
253.058 à 253.060 = 3
254.800 = 1
255.405 à 255.409 = 5
255.551 à 255.559 = 9
255.921 à 255.930 = 10
256.081 à 256.087 = 7
256.090 = 1
256.151 à 256.169 = 19
256.881 à 256.889 = 9
257.151 à 257.153 = 3
257.160 = 1
257.511 à 257.520 = 10
258.040 = 1
258.211 à 258.211 = 4
258.219 et 258.220 = 2
258.281 à 258.290 = 10
258.601 à 258.610 = 10
258.631 à 258.610 = 10
258.773 à 258.775 = 3
258.777 à 258.780 = 4
258.883 à 258.890 = 8
259.015 = 1
260.201 à 260.206 = 6
260.209 et 260.210 = 2
260.571 à 260.580 = 10
260.821 et 260.822 = 2
260.827 à 260.830 = 4
261.721 à 261.727 = 7
261.729 et 261.730 = 2
263.289 et 263.290 = 2
264.781 à 264.781 = 4
264.931 à 264.937 = 7
264.939 et 264.940 = 2
265.691 à 265.700 = 10
266.421 à 266.430 = 10
267.035 à 267.037 = 3
267.040 = 1
267.301 à 267.310 = 10
267.463 et 267.471 = 2
267.469 = 1
268.161 = 1
268.163 et 268.164 = 2
268.166 et 268.167 = 2
269.215 à 269.217 = 3
269.219 = 1
269.412 et 269.413 = 2
269.481 à 269.490 = 10
269.591 et 269.592 = 2
269.594 à 269.600 = 7
270.051 à 270.060 = 10
271.131 et 271.132 = 2
271.139 et 271.140 = 2
271.381 à 271.390 = 10
272.061 à 272.070 = 10
272.329 et 272.330 = 2
272.381 à 272.390 = 10
272.631 et 272.635 = 2
272.638 à 272.640 = 3
273.112 à 273.114 = 3
273.331 à 273.340 = 10
273.611 à 273.620 = 10
274.271 et 274.272 = 2
275.061 et 275.062 = 2
275.066 à 275.068 = 3
275.070 = 1
275.541 à 275.550 = 10
275.944 à 275.945 = 5
275.950 = 1
275.985 et 275.986 = 2
277.401 = 1
277.808 = 1
278.055 à 278.060 = 6
278.301 à 278.305 = 5
278.308 à 278.310 = 3
278.351 à 278.360 = 10
279.068 à 279.070 = 3
279.561 à 279.570 = 10
279.590 = 1
279.862 à 279.866 = 5
279.891 à 279.900 = 10
280.321 à 280.330 = 10
280.461 à 280.470 = 10
281.011 à 281.020 = 10
281.052 à 281.060 = 9
281.521 à 281.525 = 5
281.527 et 281.528 = 2
281.581 = 1
282.071 à 282.080 = 10
283.101 à 283.110 = 10
283.161 à 283.170 = 10
283.191 à 283.200 = 10
283.191 à 283.194 = 4
283.871 à 283.880 = 10
285.571 à 285.575 = 5
285.577 à 285.580 = 4
285.681 à 285.683 = 3
285.689 et 285.690 = 2
285.991 = 1
286.151 à 286.160 = 10
287.290 = 1
287.733 et 287.734 = 2
289.281 et 289.282 = 2
290.021 à 290.030 = 10
290.241 à 290.250 = 10
291.561 à 291.570 = 10
291.691 et 291.692 = 2
291.694 à 291.700 = 7
292.041 à 292.050 = 10
292.091 à 292.100 = 10
292.181 et 292.182 = 2
292.221 à 292.228 = 8
292.311 à 292.320 = 10
292.377 à 292.380 = 4
292.791 à 292.800 = 10
293.171 à 293.180 = 10
293.309 et 293.310 = 2
293.321 à 293.330 = 10
293.481 à 293.486 = 6
293.526 à 293.528 = 3
293.581 à 293.590 = 10
293.702 à 293.707 = 6
293.709 et 293.710 = 2
293.981 à 293.990 = 10
294.171 = 1
294.476 à 294.480 = 5
295.201 = 1
295.206 à 295.210 = 5
295.467 et 295.468 = 2
296.032 à 296.040 = 9
296.044 à 296.050 = 7
296.661 à 296.670 = 10

| | |
|---|---|
| 296.781 à 296.790 | = 10 |
| 296.921 à 296.930 | = 10 |
| 297.311 à 297.320 | = 10 |
| 298.471 à 298.480 | = 10 |
| 298.792 à 298.800 | = 9 |
| 298.811 à 298.815 | = 5 |
| 299.721 à 299.730 | = 10 |
| 299.741 à 299.747 | = 4 |
| 299.750 | = 1 |
| 299.815 | = 1 |
| 300.191 à 300.193 | = 3 |
| 300.199 | = 1 |
| 301.221 et 301.222 | = 2 |
| 302.351 à 302.360 | = 10 |
| 302.391 et 302.392 | = 2 |
| 302.905 à 302.909 | = 5 |
| 303.061 à 303.070 | = 10 |
| 303.591 à 303.600 | = 10 |
| 303.661 à 303.670 | = 10 |
| 303.791 à 303.800 | = 10 |
| 304.131 à 304.140 | = 10 |
| 304.761 à 304.769 | = 9 |
| 304.775 à 304.780 | = 6 |
| 304.916 et 304.917 | = 2 |
| 305.171 à 305.180 | = 10 |
| 307.991 à 308.000 | = 10 |
| 308.351 à 308.360 | = 10 |
| 308.551 à 308.560 | = 10 |
| 308.671 à 308.680 | = 10 |
| 308.770 | = 1 |
| 308.835 à 308.840 | = 6 |
| 309.361 à 309.370 | = 10 |
| 309.811 à 309.820 | = 10 |
| 310.307 à 310.310 | = 4 |
| 310.371 à 310.380 | = 10 |
| 310.981 à 310.990 | = 10 |
| 311.128 | = 1 |
| 311.291 à 311.300 | = 10 |
| 311.995 à 311.999 | = 5 |
| 312.541 à 312.550 | = 10 |
| 313.151 à 313.160 | = 10 |
| 313.191 à 313.197 | = 7 |
| 313.199 et 313.200 | = 2 |
| 313.461 à 313.466 | = 6 |
| 313.168 et 313.169 | = 2 |
| 313.731 à 313.733 | = 3 |
| 313.886 à 313.890 | = 5 |
| 314.321 à 314.230 | = 10 |
| 314.421 à 314.427 | = 7 |
| 314.871 à 314.880 | = 10 |
| 315.041 à 315.046 | = 6 |
| 315.250 | = 1 |
| 315.391 à 315.395 | = 5 |
| 315.835 à 315.840 | = 6 |
| 316.211 à 316.220 | = 10 |
| 316.281 à 316.290 | = 10 |
| 317.381 à 317.390 | = 10 |
| 318.131 à 318.140 | = 10 |
| 318.351 à 318.360 | = 10 |
| 318.429 et 318.430 | = 2 |
| 318.811 à 318.820 | = 10 |
| 319.331 | = 1 |
| 319.337 à 319.340 | = 4 |
| 319.671 à 319.675 | = 5 |
| 319.677 et 319.678 | = 2 |
| 320.141 à 320.158 | = 18 |
| 320.221 à 320.230 | = 10 |
| 320.481 à 320.490 | = 10 |
| 321.000 à 321.010 | = 11 |
| 321.041 à 321.050 | = 10 |
| 322.776 | = 1 |
| 322.901 à 322.910 | = 10 |
| 324.041 à 324.042 | = 2 |
| 324.050 | = 1 |
| 324.261 à 324.270 | = 10 |
| 324.651 à 324.660 | = 10 |
| 325.434 et 325.435 | = 2 |
| 325.545 et 325.546 | = 2 |
| 325.687 | = 1 |
| 325.741 à 325.750 | = 10 |
| 325.991 à 326.000 | = 10 |
| 326.081 à 326.090 | = 10 |
| 326.611 à 326.619 | = 6 |
| 326.991 à 327.000 | = 10 |
| 327.031 à 327.040 | = 10 |
| 327.397 à 327.400 | = 4 |
| 327.661 à 327.670 | = 10 |
| 327.751 à 327.759 | = 9 |
| 328.016 à 328.020 | = 5 |
| 328.651 à 328.660 | = 10 |
| 328.931 | = 1 |
| 328.934 à 328.940 | = 7 |
| 329.181 à 329.190 | = 10 |
| 329.551 à 329.560 | = 10 |
| 329.661 à 329.670 | = 10 |
| 330.292 à 330.300 | = 9 |
| 330.481 à 330.490 | = 10 |
| 330.701 à 330.710 | = 10 |
| 330.741 à 330.750 | = 10 |
| 331.321 à 331.322 | = 2 |
| 331.330 | = 1 |
| 331.891 à 331.900 | = 10 |
| 332.301 à 332.310 | = 10 |
| 332.463 à 332.470 | = 8 |
| 332.662 à 332.670 | = 9 |
| 332.721 à 332.730 | = 10 |
| 333.742 | = 1 |
| 333.811 à 333.820 | = 10 |
| 334.085 à 334.090 | = 6 |
| 334.563 | = 1 |
| 334.661 | = 1 |
| 334.666 à 334.670 | = 5 |
| 335.251 à 335.260 | = 10 |
| 335.351 à 335.356 | = 6 |
| 335.401 à 335.410 | = 10 |
| 335.507 à 335.510 | = 4 |
| 335.861 et 335.862 | = 2 |
| 335.864 à 335.870 | = 7 |
| 336.601 | = 1 |
| 336.603 à 336.604 | = 2 |
| 336.606 à 336.610 | = 5 |
| 336.741 | = 1 |
| 338.443 | = 1 |
| 338.832 à 338.834 | = 3 |
| 338.934 à 338.936 | = 3 |
| 338.992 | = 1 |
| 338.997 à 339.000 | = 4 |
| 339.229 et 339.230 | = 2 |
| 339.426 | = 1 |
| 339.500 | = 1 |
| 339.521 à 339.526 | = 6 |
| 340.361 à 340.370 | = 10 |
| 340.461 à 340.465 | = 5 |
| 340.467 à 340.470 | = 4 |
| 340.521 à 340.525 | = 5 |
| 340.527 à 340.530 | = 4 |
| 340.681 à 340.690 | = 10 |
| 341.231 à 341.238 | = 8 |
| 342.051 à 342.060 | = 10 |
| 342.452 à 342.460 | = 9 |
| 342.531 à 342.540 | = 10 |
| 343.381 à 343.385 | = 5 |
| 343.388 à 343.390 | = 3 |
| 344.018 | = 1 |
| 344.101 à 344.110 | = 10 |
| 345.539 | = 1 |
| 345.543 à 345.547 | = 5 |
| 345.741 à 345.750 | = 10 |
| 345.820 | = 1 |
| 345.881 à 345.888 | = 8 |
| 347.071 à 347.080 | = 10 |
| 347.165 à 347.170 | = 6 |
| 347.601 | = 1 |
| 347.931 à 347.940 | = 10 |
| 348.021 à 348.030 | = 10 |
| 348.327 à 348.330 | = 4 |
| 348.441 à 348.444 | = 4 |
| 348.446 à 348.450 | = 5 |
| 348.751 à 348.760 | = 10 |
| 349.110 | = 1 |
| 349.403 | = 1 |
| 349.514 à 349.520 | = 7 |
| 349.541 à 349.550 | = 10 |
| 349.582 et 349.583 | = 2 |
| 349.985 | = 1 |
| 350.311 à 350.316 | = 6 |
| 350.319 et 350.320 | = 2 |
| 351.381 à 351.383 | = 3 |
| 351.386 à 351.389 | = 4 |
| 351.641 à 351.650 | = 10 |
| 352.061 à 352.068 | = 8 |
| 352.631 à 352.640 | = 10 |
| 352.708 à 352.710 | = 3 |
| 353.591 à 353.593 | = 3 |
| 353.595 à 353.600 | = 6 |
| 355.525 | = 1 |
| 355.974 à 355.980 | = 7 |
| 356.041 | = 1 |
| 356.047 | = 1 |
| 356.081 et 356.082 | = 2 |
| 356.547 et 356.548 | = 2 |
| 357.014 | = 1 |
| 357.017 à 357.020 | = 4 |
| 357.691 | = 1 |
| 357.693 | = 1 |
| 357.695 à 357.700 | = 6 |
| 358.411 | = 1 |
| 358.541 à 358.550 | = 10 |
| 358.681 à 358.683 | = 3 |
| 358.685 à 358.690 | = 6 |
| 358.701 à 358.705 | = 5 |
| 359.043 | = 1 |
| 359.046 et 359.047 | = 2 |
| 359.071 à 359.080 | = 10 |
| 359.283 | = 1 |
| 359.285 | = 1 |
| 359.419 | = 1 |
| 359.791 à 359.800 | = 10 |
| 359.851 à 359.860 | = 10 |
| 360.911 à 360.919 | = 9 |
| 361.081 à 361.090 | = 10 |
| 361.152 à 361.154 | = 3 |
| 361.158 | = 1 |
| 361.391 à 361.400 | = 10 |
| 361.531 à 361.540 | = 10 |
| 361.741 à 361.748 | = 8 |
| 362.021 à 362.030 | = 10 |
| 362.051 à 362.057 | = 7 |
| 362.811 à 362.820 | = 10 |
| 363.571 à 363.580 | = 10 |
| 364.341 à 364.350 | = 10 |
| 365.560 | = 1 |
| 365.591 à 365.593 | = 3 |
| 365.596 à 365.600 | = 5 |
| 365.981 à 365.984 | = 4 |
| 365.986 à 365.990 | = 5 |
| 366.366 à 366.368 | = 3 |
| 366.706 à 366.710 | = 5 |
| 366.801 à 366.810 | = 10 |
| 367.281 à 367.289 | = 6 |
| 367.421 à 367.430 | = 10 |
| 367.493 à 367.497 | = 5 |
| 367.654 | = 1 |
| 367.657 | = 1 |
| 369.831 à 369.835 | = 5 |
| 369.837 à 369.840 | = 4 |
| 369.977 à 369.980 | = 4 |
| 370.161 à 370.170 | = 7 |
| 370.674 | = 1 |
| 370.678 et 370.679 | = 2 |
| 371.071 à 371.080 | = 10 |
| 371.461 à 371.470 | = 10 |
| 372.222 à 372.229 | = 8 |
| 372.393 à 372.400 | = 8 |
| 372.711 à 372.720 | = 10 |
| 372.891 à 372.900 | = 10 |
| 373.771 à 373.780 | = 7 |
| 373.862 et 373.863 | = 2 |
| 374.103 à 374.110 | = 8 |
| 375.006 à 375.010 | = 5 |
| 375.771 à 375.777 | = 7 |
| 375.901 et 375.902 | = 2 |
| 375.904 | = 1 |
| 376.643 | = 1 |
| 376.951 à 376.960 | = 10 |
| 377.667 | = 1 |
| 377.861 | = 1 |
| 377.866 à 377.870 | = 5 |
| 378.906 à 378.910 | = 5 |
| 378.970 | = 1 |
| 379.411 | = 1 |
| 379.445 à 379.451 | = 7 |
| 379.710 | = 1 |
| 379.712 et 379.713 | = 2 |
| 380.001 à 380.010 | = 10 |
| 380.681 | = 1 |
| 380.811 à 380.820 | = 10 |
| 381.301 à 381.310 | = 10 |
| 381.901 et 381.902 | = 2 |
| 381.906 à 381.910 | = 5 |
| 382.271 à 382.280 | = 10 |
| 382.410 | = 1 |
| 382.991 à 382.997 | = 7 |
| 382.999 et 383.000 | = 2 |
| 383.205 et 383.206 | = 2 |
| 383.208 | = 1 |
| 383.291 | = 1 |
| 383.531 à 383.538 | = 8 |
| 383.540 | = 1 |
| 383.591 | = 1 |
| 383.651 à 383.660 | = 10 |
| 384.421 | = 1 |
| 384.732 à 384.740 | = 9 |
| 384.791 à 384.796 | = 6 |
| 385.021 à 385.030 | = 10 |
| 385.801 et 385.802 | = 2 |
| 385.808 et 385.809 | = 2 |
| 385.854 et 385.855 | = 2 |
| 385.857 à 385.860 | = 4 |
| 385.951 à 385.955 | = 5 |
| 385.957 | = 1 |
| 385.971 à 385.975 | = 5 |
| 386.801 à 386.808 | = 8 |
| 386.810 et 386.811 | = 2 |
| 386.937 | = 1 |
| 386.955 à 386.959 | = 5 |
| 387.001 à 387.006 | = 6 |
| 387.008 à 387.010 | = 3 |
| 387.221 à 387.230 | = 10 |
| 387.300 | = 1 |
| 387.302 à 387.310 | = 9 |
| 387.431 à 387.440 | = 10 |
| 388.238 à 388.240 | = 3 |
| 388.251 | = 1 |
| 388.551 à 388.560 | = 10 |
| 388.681 et 388.682 | = 2 |
| 388.831 et 388.832 | = 2 |
| 388.837 à 388.840 | = 4 |
| 389.378 à 389.380 | = 3 |
| 389.431 | = 1 |
| 389.437 à 389.440 | = 4 |
| 389.601 à 389.604 | = 4 |
| 389.942 à 389.950 | = 9 |
| 390.801 à 390.810 | = 10 |
| 390.982 | = 1 |
| 390.991 à 390.998 | = 8 |
| 391.291 à 391.300 | = 10 |
| 392.931 à 392.939 | = 9 |
| 393.141 | = 1 |
| 393.145 à 393.150 | = 6 |
| 393.189 et 393.190 | = 2 |
| 393.407 | = 1 |
| 393.410 | = 1 |
| 393.644 | = 1 |
| 394.191 à 394.193 | = 3 |
| 395.438 | = 1 |
| 395.630 | = 1 |
| 395.801 à 395.810 | = 10 |
| 396.571 et 396.572 | = 2 |
| 396.574 et 396.575 | = 2 |
| 396.578 à 396.580 | = 3 |
| 396.811 à 396.820 | = 10 |
| 396.863 | = 1 |
| 397.211 à 397.220 | = 10 |
| 397.301 | = 1 |
| 397.308 à 397.319 | = 12 |
| 397.411 à 397.427 | = 17 |
| 397.429 et 397.430 | = 2 |
| 397.791 à 397.800 | = 10 |
| 399.622 à 399.625 | = 4 |
| 399.691 à 399.700 | = 10 |
| 399.841 | = 1 |
| 399.851 à 399.860 | = 10 |
| 400.200 | = 1 |
| 400.213 | = 1 |
| 401.418 | = 1 |
| 401.420 | = 1 |
| 401.501 à 401.510 | = 10 |
| 401.621 | = 1 |
| 402.100 | = 1 |
| 403.030 | = 1 |
| 403.353 et 403.354 | = 2 |
| 403.834 et 403.835 | = 2 |
| 403.841 à 403.848 | = 8 |
| 404.581 | = 1 |
| 404.583 | = 1 |
| 404.587 à 404.590 | = 4 |
| 404.661 à 404.670 | = 10 |
| 404.841 à 404.850 | = 10 |
| 405.256 à 405.259 | = 4 |
| 405.551 à 405.557 | = 7 |
| 405.595 à 405.600 | = 6 |
| 407.171 | = 1 |
| 407.174 | = 1 |
| 407.177 | = 1 |
| 407.721 à 407.730 | = 10 |
| 408.051 à 408.054 | = 4 |
| 408.056 à 408.060 | = 5 |

Total: 7.066 obligations.

## UNION DES COOPERATEURS

SOCIÉTÉ ANONYME A CAPITAL ET PRIMES VARIABLES

SIÈGE SOCIAL: 29, BOULEVARD BOUDON, PARIS (4e)

Registre du commerce: Seine n° 33582.

*Obligations de 5.000 F 5 1/4 0/0 1947.*

**Cinquième amortissement du 15 septembre 1952.**

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a procédé au rachat en Bourse de la quantité d'obligations à amortir le 15 septembre 1952.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Les précédents amortissements ayant été assurés également par voie de rachats, il n'existe pas de titres amortis antérieurement restant à rembourser.

## Fonderies, Laminoirs et Ateliers de BIACHE-SAINT-VAAST

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 312.500.000 F

SIÈGE SOCIAL: 28, RUE SAINT-PAUL, A PARIS

Registre du commerce: Seine n° 78922.

*Obligations 4 1/4 0/0 1946.*

**Sixième amortissement.**

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a racheté en Bourse les 160 obligations prévues au tableau d'amortissement pour l'année 1952.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

**Numéros des obligations restant à rembourser.**

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|
| 211 | 1951 | 2.531 à 2.535 | 1949 | 6.001 | 1950 |
| 214 | 1951 | 3.121 | 1950 | 6.004 à 6.040 | 1950 |
| 468 à 470 | 1951 | 3.123 à 3.130 | 1950 | 7.038 à 7.040 | 1950 |
| 801 à 810 | 1951 | 3.458 | 1950 | 7.371 et 7.372 | 1951 |
| 961 à 970 | 1951 | 3.511 à 3.518 | 1951 | 7.374 et 7.375 | 1951 |
| 1.174 à 1.180 | 1950 | 3.671 à 3.677 | 1951 | 7.377 à 7.380 | 1951 |
| 1.466 et 1.467 | 1950 | 4.391 à 4.400 | 1951 | 7.381 et 7.382 | 1950 |
| 2.141 à 2.150 | 1951 | 4.807 | 1948 | 7.701 | 1950 |
| 2.151 à 2.157 | 1950 | 5.051 et 5.052 | 1950 | 7.703 à 7.706 | 1950 |
| 2.160 | 1950 | 5.218 à 5.220 | 1951 | 7.961 et 7.962 | 1949 |

Les remboursements seront effectués:

Au Crédit du Nord, 4, rue Jean-Roisin, à Lille;

A la Banque L. Dupont et Cie, 68, rue du Quesnoy, à Valenciennes;

Au Crédit industriel et commercial, 66, rue de la Victoire, à Paris,

et à leurs succursales et agences.

## Société anonyme des Etablissements Delaunay-Belleville

**Ateliers et chantiers de l'Ermitage,**

SAINT-DENIS-SUR-SEINE

**Liste numérique des 1.982 obligations 4 0/0 1929 amorties au dixième tirage (dernier amortissement), effectué le 5 juin 1952** (1.895 affectées à l'amortissement du 1er juillet 1952 et 87 en vue de remplacer des numéros sortis au tirage de 1951 et déjà rachetés de 1931 à 1944).

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 136 | 146 | 156 | 157 | 219 | 14.412 | 14.441 | 14.442 | 14.487 | 14.521 |
| 227 | 234 | 247 | 250 | 260 | 14.556 | 14.605 | 14.621 | 14.660 | 14.661 |
| 263 | 266 | 306 | 406 | 410 | 14.745 | 14.768 | 14.783 | 14.793 | 14.801 |
| 419 | 463 | 656 | 688 | 706 | 14.802 | 14.818 | 14.825 | 14.828 | 14.845 |
| 713 | 754 | 760 | 2.335 | 2.781 | 14.853 | 14.856 | 14.874 | 14.920 | 14.933 |
| 2.803 | 2.819 | 2.852 | 3.252 | 3.256 | 14.937 | 14.980 | 14.984 | 14.985 | 15.001 |
| 3.261 | 3.266 | 3.339 | 3.354 | 3.355 | 15.015 | 15.142 | 15.148 | 15.821 | 15.825 |
| 3.366 | 3.377 | 3.384 | 3.430 | 3.432 | 15.835 | 15.841 | 15.909 | 15.929 | 15.944 |
| 3.448 | 3.449 | 3.482 | 4.531 | 4.543 | 15.971 | 15.973 | 15.984 | 15.986 | 15.990 |
| 4.563 | 4.587 | 4.626 | 4.651 | 4.652 | 16.001 | 16.032 | 16.083 | 16.136 | 16.267 |
| 4.705 | 4.708 | 4.726 | 4.731 | 5.053 | 16.295 | 16.334 | 16.443 | 16.578 | 16.582 |
| 5.066 | 5.067 | 5.091 | 5.098 | 5.730 | 16.594 | 16.647 | 16.721 | 16.790 | 16.791 |
| 5.741 | 5.755 | 5.765 | 5.768 | 5.775 | 16.822 | 16.830 | 16.881 | 16.882 | 16.883 |
| 5.843 | 5.912 | 5.949 | 5.935 | 5.938 | 16.886 | 16.887 | 17.129 | 17.168 | 17.176 |
| 5.940 | 5.958 | 5.961 | 5.971 | 5.979 | 17.182 | 17.192 | 17.194 | 17.196 | 17.201 |
| 5.987 | 6.014 | 6.043 | 6.046 | 6.047 | 17.206 | 17.221 | 17.243 | 17.272 | 17.277 |
| 6.048 | 6.051 | 6.053 | 6.060 | 6.084 | 17.288 | 17.325 | 17.334 | 17.354 | 17.371 |
| 6.140 | 6.142 | 6.148 | 6.158 | 6.181 | 17.466 | 17.485 | 17.487 | 17.510 | 17.539 |
| 6.196 | 6.233 | 6.267 | 6.269 | 6.279 | 17.558 | 17.764 | 17.766 | 17.874 | 17.879 |
| 6.456 | 6.464 | 6.472 | 6.522 | 6.529 | 17.895 | 17.930 | 17.993 | 18.049 | 18.088 |
| 6.533 | 6.599 | 6.593 | 6.600 | 6.618 | 18.099 | 18.108 | 18.150 | 18.160 | 18.222 |
| 6.646 | 6.657 | 6.663 | 6.667 | 6.722 | 18.233 | 18.299 | 18.386 | 18.389 | 18.402 |
| 6.742 | 6.748 | 6.764 | 6.776 | 6.792 | 18.403 | 18.405 | 18.474 | 18.483 | 18.499 |
| 6.803 | 6.804 | 6.812 | 6.825 | 6.839 | 18.520 | 18.534 | 18.571 | 18.670 | 18.692 |
| 6.856 | 6.869 | 6.876 | 6.889 | 6.891 | 18.701 | 18.710 | 18.713 | 18.714 | 18.722 |
| 6.899 | 6.911 | 6.934 | 6.936 | 6.970 | 18.751 | 18.777 | 18.790 | 18.793 | 18.827 |
| 6.993 | 7.004 | 7.016 | 7.019 | 7.065 | 18.854 | 18.900 | 18.956 | 18.959 | 18.977 |
| 7.092 | 7.137 | 7.189 | 7.192 | 7.207 | 18.980 | 18.981 | 18.990 | 19.009 | 19.023 |
| 7.230 | 7.235 | 7.247 | 7.264 | 7.267 | 19.026 | 19.086 | 19.113 | 19.149 | 19.206 |
| 7.271 | 7.272 | 7.300 | 7.316 | 7.343 | 19.230 | 19.254 | 19.255 | 19.259 | 19.418 |
| 7.346 | 7.348 | 7.359 | 7.369 | 7.376 | 19.424 | 19.440 | 19.451 | 19.498 | 19.502 |
| 7.379 | 7.406 | 7.429 | 7.435 | 7.436 | 19.518 | 19.522 | 19.583 | 19.599 | 19.610 |
| 7.455 | 7.456 | 7.459 | 7.478 | 7.519 | 19.630 | 19.633 | 19.654 | 19.676 | 19.717 |
| 7.677 | 7.713 | 7.732 | 7.754 | 7.759 | 19.729 | 19.731 | 19.733 | 19.738 | 19.748 |
| 7.771 | 7.772 | 7.777 | 7.786 | 7.926 | 19.771 | 19.774 | 19.784 | 19.789 | 19.803 |
| 7.934 | 7.935 | 7.954 | 7.957 | 7.974 | 19.804 | 19.814 | 19.835 | 19.844 | 19.861 |
| 7.975 | 7.982 | 8.032 | 8.036 | 8.043 | 19.873 | 19.888 | 19.902 | 19.988 | 20.001 |
| 8.054 | 8.062 | 8.072 | 8.078 | 8.085 | 20.013 | 20.020 | 20.024 | 20.032 | 20.039 |
| 8.088 | 8.092 | 8.110 | 8.143 | 8.149 | 20.057 | 20.093 | 20.125 | 20.128 | 20.139 |
| 8.150 | 8.153 | 8.165 | 8.168 | 8.170 | 20.133 | 20.148 | 20.153 | 20.157 | 20.182 |
| 8.207 | 8.211 | 8.222 | 8.232 | 8.234 | 20.204 | 20.208 | 20.217 | 20.234 | 20.235 |
| 8.320 | 8.340 | 8.357 | 8.363 | 8.373 | 20.240 | 20.249 | 20.303 | 20.310 | 20.317 |
| 8.388 | 8.395 | 8.401 | 8.488 | 8.489 | 20.320 | 20.334 | 20.335 | 20.355 | 20.367 |
| 8.490 | 8.553 | 8.557 | 8.632 | 8.680 | 20.381 | 20.387 | 20.389 | 20.491 | 20.526 |
| 8.695 | 8.728 | 8.732 | 8.814 | 8.830 | 20.712 | 20.714 | 20.759 | 20.778 | 20.783 |
| 8.842 | 8.891 | 8.893 | 8.927 | 8.942 | 30.785 | 20.787 | 20.801 | 20.805 | 20.809 |
| 8.945 | 8.947 | 8.957 | 8.967 | 8.974 | 20.817 | 20.857 | 20.873 | 20.903 | 20.962 |
| 8.983 | 8.986 | 8.996 | 9.010 | 9.019 | 20.970 | 21.055 | 21.102 | 21.109 | 21.126 |
| 9.029 | 9.031 | 9.068 | 9.088 | 9.090 | 21.129 | 21.240 | 21.243 | 21.249 | 21.262 |
| 9.096 | 9.148 | 9.151 | 9.154 | 9.195 | 21.281 | 21.307 | 21.315 | 21.336 | 21.344 |
| 9.206 | 9.275 | 9.276 | 9.286 | 9.338 | 21.349 | 21.352 | 21.354 | 21.365 | 21.412 |
| 9.361 | 9.430 | 9.473 | 9.605 | 9.619 | 21.439 | 21.444 | 21.449 | 21.460 | 21.462 |
| 9.672 | 9.788 | 9.789 | 9.819 | 9.988 | 21.508 | 21.545 | 21.558 | 21.567 | 21.574 |
| 9.996 | 10.014 | 10.039 | 10.061 | 10.111 | 21.608 | 21.680 | 21.684 | 21.686 | 21.730 |
| 10.166 | 10.179 | 10.199 | 10.203 | 10.238 | 21.735 | 21.746 | 21.770 | 21.787 | 21.901 |
| 10.254 | 10.268 | 10.285 | 10.299 | 10.305 | 21.904 | 21.938 | 22.037 | 22.047 | 22.052 |
| 10.334 | 10.337 | 10.342 | 10.344 | 10.360 | 22.053 | 22.071 | 22.072 | 22.129 | 22.137 |
| 10.375 | 10.389 | 10.399 | 10.455 | 10.475 | 22.138 | 22.141 | 22.211 | 22.218 | 22.246 |
| 10.520 | 10.521 | 10.529 | 10.554 | 10.557 | 22.284 | 22.301 | 22.402 | 22.420 | 22.423 |
| 10.592 | 10.604 | 10.632 | 10.681 | 10.758 | 22.431 | 22.441 | 22.463 | 22.467 | 22.493 |
| 10.765 | 10.767 | 10.778 | 10.785 | 10.825 | 22.510 | 22.563 | 22.587 | 22.589 | 22.636 |
| 10.826 | 10.834 | 10.843 | 10.867 | 10.875 | 22.645 | 22.652 | 22.656 | 22.659 | 22.662 |
| 10.892 | 10.893 | 10.950 | 10.954 | 10.983 | 22.752 | 22.854 | 22.878 | 22.892 | 22.905 |
| 11.012 | 11.065 | 11.080 | 11.097 | 11.110 | 22.907 | 22.940 | 22.942 | 22.946 | 22.949 |
| 11.161 | 11.163 | 11.210 | 11.293 | 11.309 | 22.950 | 23.024 | 23.049 | 23.056 | 23.078 |
| 11.323 | 11.325 | 11.357 | 11.421 | 11.472 | 23.119 | 23.181 | 23.192 | 23.204 | 23.231 |
| 11.473 | 11.474 | 11.495 | 11.505 | 11.518 | 23.287 | 23.292 | 23.371 | 23.373 | 23.396 |
| 11.617 | 11.619 | 11.623 | 11.636 | 11.656 | 23.454 | 23.455 | 23.473 | 23.520 | 23.587 |
| 11.658 | 11.790 | 11.797 | 11.816 | 11.820 | 23.606 | 23.622 | 23.625 | 23.628 | 23.629 |
| 11.821 | 11.822 | 11.827 | 11.833 | 11.836 | 23.744 | 23.764 | 23.767 | 23.770 | 23.822 |
| 11.842 | 11.844 | 11.875 | 11.881 | 11.903 | 23.823 | 23.824 | 23.825 | 23.839 | 23.844 |
| 11.917 | 11.926 | 11.949 | 11.966 | 12.015 | 23.863 | 23.900 | 23.909 | 23.917 | 23.974 |
| 12.029 | 12.047 | 12.069 | 12.080 | 12.097 | 24.101 | 24.108 | 24.233 | 24.247 | 24.252 |
| 12.112 | 12.121 | 12.123 | 12.181 | 12.356 | 24.330 | 24.475 | 24.484 | 24.485 | 24.488 |
| 12.416 | 12.421 | 12.442 | 12.459 | 12.563 | 24.502 | 24.507 | 24.542 | 24.543 | 24.530 |
| 12.573 | 12.577 | 12.578 | 12.582 | 12.583 | 24.532 | 24.534 | 24.535 | 24.548 | 24.551 |
| 12.586 | 12.635 | 12.638 | 12.746 | 12.773 | 24.560 | 24.584 | 24.600 | 24.626 | 24.628 |
| 12.778 | 12.895 | 12.896 | 12.846 | 12.958 | 24.634 | 24.638 | 24.649 | 24.650 | 24.665 |
| 13.006 | 13.104 | 13.149 | 13.168 | 13.184 | 24.668 | 24.676 | 24.692 | 24.694 | 24.745 |
| 13.186 | 13.190 | 13.211 | 13.221 | 13.238 | 24.747 | 24.752 | 24.817 | 23.818 | 24.822 |
| 13.262 | 13.299 | 13.335 | 13.391 | 13.403 | 24.835 | 24.838 | 24.819 | 24.864 | 24.881 |
| 13.418 | 13.421 | 13.422 | 13.427 | 13.480 | 24.925 | 24.926 | 24.937 | 24.954 | 24.964 |
| 13.492 | 13.498 | 13.580 | 13.623 | 13.692 | 24.971 | 24.975 | 24.977 | 24.987 | 25.070 |
| 13.694 | 13.703 | 13.740 | 13.744 | 13.747 | 25.092 | 25.099 | 25.105 | 25.106 | 25.112 |
| 13.749 | 13.757 | 13.759 | 13.945 | 13.967 | 25.119 | 25.128 | 25.134 | 25.186 | 25.213 |
| 14.018 | 14.048 | 14.052 | 14.058 | 14.184 | 25.214 | 25.225 | 25.235 | 25.237 | 25.245 |
| 14.250 | 14.251 | 14.349 | 14.379 | 14.402 | 25.277 | 25.300 | 25.303 | 25.310 | 25.334 |
| 25.348 | 25.358 | 25.403 | 25.438 | 25.450 | 38.102 | 38.139 | 38.155 | 38.221 | 38.227 |
| 25.465 | 25.477 | 25.485 | 25.487 | 25.508 | 38.245 | 38.247 | 38.291 | 38.300 | 38.335 |
| 25.514 | 25.525 | 25.553 | 25.625 | 25.732 | 38.363 | 38.366 | 38.422 | 38.423 | 38.438 |
| 25.743 | 25.756 | 25.758 | 25.844 | 25.852 | 38.445 | 38.468 | 38.512 | 38.547 | 38.523 |
| 25.885 | 25.886 | 25.887 | 25.904 | 25.940 | 38.527 | 38.554 | 38.566 | 38.666 | 38.667 |
| 25.943 | 25.945 | 25.951 | 25.955 | 25.998 | 38.713 | 38.721 | 38.729 | 38.752 | 38.762 |
| 26.014 | 26.033 | 26.073 | 26.074 | 26.087 | 38.766 | 38.769 | 38.782 | 38.797 | 38.800 |
| 26.093 | 26.139 | 26.195 | 26.216 | 26.259 | 38.815 | 38.838 | 38.854 | 38.868 | 38.914 |
| 26.277 | 26.293 | 26.302 | 26.370 | 26.403 | 38.969 | 38.970 | 39.003 | 39.005 | 39.060 |
| 26.405 | 26.412 | 26.614 | 26.646 | 26.649 | 39.077 | 39.079 | 39.085 | 39.091 | 39.097 |
| 26.652 | 26.655 | 26.684 | 26.685 | 26.699 | 39.150 | 39.155 | 39.162 | 39.192 | 39.193 |
| 26.733 | 26.774 | 26.779 | 26.780 | 26.791 | 39.226 | 39.237 | 39.244 | 39.283 | 39.309 |
| 26.818 | 26.872 | 26.911 | 26.924 | 26.974 | 39.322 | 39.375 | 39.407 | 39.425 | 39.476 |
| 26.976 | 26.977 | 26.994 | 27.089 | 27.093 | 39.485 | 39.513 | 39.570 | 39.571 | 39.665 |
| 27.097 | 27.155 | 27.156 | 27.160 | 27.169 | 39.745 | 39.779 | 39.852 | 39.861 | 39.882 |
| 27.179 | 27.198 | 27.204 | 27.256 | 27.258 | 39.887 | 39.952 | 39.956 | 39.968 | 39.982 |
| 27.270 | 27.291 | 27.299 | 27.302 | 27.353 | 39.969 | 40.022 | 40.048 | 40.099 | 40.124 |
| 27.367 | 27.369 | 27.381 | 27.387 | 27.397 | 40.134 | 40.163 | 40.172 | 40.174 | 40.179 |
| 27.400 | 27.402 | 27.411 | 27.412 | 27.427 | 40.182 | 40.215 | 40.225 | 40.224 | 40.303 |
| 27.438 | 27.442 | 27.540 | 27.544 | 27.552 | 40.322 | 40.326 | 40.335 | 40.336 | 40.341 |
| 27.563 | 27.583 | 27.648 | 27.665 | 27.667 | 40.463 | 40.503 | 40.505 | 40.512 | 40.543 |
| 27.698 | 27.699 | 27.732 | 27.741 | 27.753 | 40.585 | 40.629 | 40.803 | 40.871 | 40.898 |
| 27.769 | 27.796 | 27.845 | 27.846 | 27.890 | 40.900 | 40.959 | 41.012 | 41.018 | 41.025 |
| 27.921 | 27.937 | 27.999 | 28.008 | 28.839 | 41.028 | 41.033 | 41.036 | 41.050 | 41.068 |
| 28.848 | 28.857 | 29.004 | 29.021 | 29.031 | 41.108 | 41.242 | 41.280 | 41.313 | 41.35 |
| 29.048 | 29.051 | 29.057 | 29.120 | 29.155 | 41.357 | 41.363 | 41.387 | 41.410 | 41.44 |
| 29.160 | 29.175 | 29.183 | 29.207 | 29.208 | 41.469 | 41.516 | 41.517 | 41.547 | 41.556 |
| 29.246 | 29.249 | 29.233 | 29.261 | 29.374 | 41.562 | 41.577 | 41.631 | 41.638 | 41.667 |
| 29.377 | 29.393 | 29.399 | 29.402 | 29.405 | 41.694 | 41.718 | 41.720 | 41.746 | 41.753 |
| 29.416 | 29.428 | 29.431 | 29.461 | 29.535 | 41.767 | 41.790 | 41.800 | 41.815 | 41.905 |
| 29.537 | 29.577 | 29.609 | 29.616 | 29.617 | 41.931 | 41.954 | 41.969 | 42.036 | 42.038 |
| 29.660 | 29.673 | 29.679 | 29.688 | 29.690 | 42.244 | 42.254 | 42.266 | 42.279 | 42.287 |
| 29.702 | 29.714 | 29.718 | 29.767 | 29.772 | 42.288 | 42.682 | 42.712 | 42.729 | 42.730 |
| 29.839 | 29.860 | 29.870 | 29.873 | 29.886 | 42.802 | 42.818 | 42.855 | 42.913 | 42.928 |
| 29.934 | 29.941 | 29.948 | 29.953 | 29.959 | 42.946 | 43.117 | 43.123 | 43.133 | 43.145 |
| 30.024 | 30.027 | 30.047 | 30.069 | 30.076 | 43.249 | 43.269 | 43.284 | 43.285 | 43.298 |
| 30.109 | 30.116 | 30.128 | 30.130 | 30.137 | 43.316 | 43.338 | 43.352 | 43.381 | 43.356 |
| 30.157 | 30.201 | 30.210 | 30.230 | 30.232 | 43.410 | 43.463 | 43.464 | 43.490 | 43.504 |
| 30.238 | 30.279 | 30.282 | 30.293 | 30.347 | 43.527 | 43.540 | 43.723 | 43.724 | 43.725 |
| 30.356 | 30.393 | 30.396 | 30.399 | 30.524 | 43.726 | 43.727 | 43.755 | 43.785 | 43.790 |
| 30.551 | 30.560 | 30.565 | 30.624 | 30.632 | 43.794 | 43.804 | 43.810 | 43.868 | 44.067 |
| 30.646 | 30.656 | 30.668 | 30.680 | 30.681 | 44.091 | 44.115 | 44.133 | 44.143 | 44.194 |
| 30.682 | 30.714 | 30.737 | 30.747 | 30.750 | 44.295 | 44.327 | 44.329 | 44.444 | 44.454 |
| 30.762 | 30.771 | 30.794 | 30.815 | 30.824 | 44.476 | 44.494 | 44.724 | 44.725 | 44.755 |
| 30.832 | 30.845 | 30.870 | 30.894 | 30.914 | 44.751 | 44.764 | 44.767 | 44.777 | 44.784 |
| 30.939 | 30.996 | 31.008 | 31.015 | 31.023 | 45.001 | 45.011 | 45.016 | 45.028 | 45.061 |
| 31.025 | 31.034 | 31.036 | 31.071 | 31.072 | 45.167 | 45.171 | 45.183 | 45.186 | 45.190 |
| 31.074 | 31.094 | 31.137 | 31.170 | 31.183 | 45.249 | 45.252 | 45.347 | 45.551 | 45.677 |
| 31.203 | 21.215 | 31.225 | 31.247 | 31.251 | 45.686 | 45.823 | 45.861 | 45.917 | 45.919 |
| 31.384 | 31.391 | 31.506 | 31.656 | 31.659 | 45.920 | 45.932 | 45.958 | 45.970 | 45.977 |
| 31.776 | 31.786 | 31.901 | 32.096 | 32.105 | 46.001 | 46.007 | 46.041 | 46.073 | 46.173 |
| 32.122 | 32.147 | 32.169 | 32.186 | 32.188 | 46.189 | 46.204 | 46.238 | 46.263 | 46.356 |
| 32.217 | 32.225 | 32.226 | 32.227 | 32.228 | 46.459 | 46.492 | 46.503 | 46.517 | 46.574 |
| 32.229 | 32.230 | 32.231 | 32.232 | 32.233 | 46.598 | 46.600 | 46.606 | 46.619 | 46.641 |
| 32.234 | 32.252 | 32.372 | 32.375 | 32.388 | 46.649 | 46.670 | 46.682 | 46.692 | 46.711 |
| 32.398 | 32.402 | 32.405 | 32.407 | 32.468 | 46.728 | 46.749 | 46.750 | 46.783 | 46.813 |
| 32.475 | 32.484 | 32.486 | 32.533 | 32.577 | 46.830 | 46.860 | 46.884 | 46.905 | 46.908 |
| 32.617 | 32.651 | 32.683 | 32.685 | 32.798 | 46.911 | 46.941 | 46.945 | 46.948 | 46.955 |
| 32.804 | 32.863 | 32.867 | 32.872 | 32.919 | 47.000 | 47.283 | 47.342 | 47.389 | 47.453 |
| 32.921 | 33.008 | 33.056 | 33.084 | 33.086 | 47.458 | 47.503 | 47.510 | 47.516 | 47.519 |
| 33.095 | 33.101 | 33.103 | 33.117 | 33.127 | 47.563 | 47.565 | 47.656 | 47.670 | 47.698 |
| 33.132 | 33.141 | 33.152 | 33.169 | 33.174 | 47.865 | 48.261 | 48.485 | 48.508 | 48.513 |
| 33.176 | 33.179 | 33.180 | 33.187 | 33.192 | 48.558 | 48.562 | 48.588 | 48.596 | 48.599 |
| 33.207 | 33.224 | 33.256 | 33.261 | 33.279 | 48.768 | 48.776 | 48.790 | 48.815 | 48.824 |
| 33.295 | 33.350 | 33.377 | 33.410 | 33.430 | 48.857 | 48.870 | 48.926 | 48.930 | 49.004 |
| 33.431 | 33.465 | 33.466 | 33.502 | 33.508 | 49.048 | 49.054 | 49.383 | 49.393 | 49.566 |
| 33.509 | 33.515 | 33.521 | 33.552 | 33.565 | 49.573 | 49.660 | 49.692 | 49.707 | 49.727 |
| 33.567 | 33.647 | 33.698 | 33.727 | 33.752 | 49.832 | 49.871 | 49.892 | 50.008 | 50.027 |
| 33.754 | 33.785 | 33.807 | 33.812 | 33.840 | 50.041 | 50.043 | 50.051 | 50.053 | 50.115 |
| 33.869 | 33.885 | 33.886 | 33.890 | 33.892 | 50.162 | 50.169 | 50.184 | 50.410 | 50.433 |
| 33.895 | 33.954 | 33.966 | 33.984 | 33.992 | 50.607 | 50.610 | 50.613 | 50.880 | 50.956 |
| 33.995 | 34.012 | 34.017 | 34.064 | 34.231 | 52.046 | 52.048 | 52.164 | 52.165 | 52.168 |
| 34.235 | 34.247 | 34.267 | 34.277 | 34.293 | 52.221 | 52.236 | 52.246 | 52.269 | 52.333 |
| 34.297 | 34.300 | 34.362 | 34.379 | 34.390 | 52.304 | 52.306 | 52.372 | 52.381 | 52.384 |
| 34.397 | 34.438 | 34.442 | 34.476 | 34.487 | 52.412 | 52.441 | 52.490 | 52.789 | 52.896 |
| 34.577 | 31.590 | 34.632 | 34.650 | 34.653 | 52.999 | 54.193 | 54.198 | 54.239 | 54.280 |
| 34.664 | 34.672 | 34.677 | 34.681 | 34.737 | 54.430 | 54.431 | 54.619 | 54.709 | 54.731 |
| 34.738 | 34.766 | 34.767 | 34.792 | 34.794 | 54.772 | 54.785 | 54.819 | 54.911 | 54.915 |
| 34.806 | 34.808 | 34.852 | 34.857 | 34.874 | 55.135 | 55.151 | 55.370 | 55.410 | 55.478 |
| 34.898 | 34.903 | 34.931 | 34.954 | 35.046 | 55.497 | 55.516 | 55.517 | 55.650 | 55.667 |
| 35.061 | 35.076 | 35.090 | 35.109 | 35.127 | 55.695 | 55.696 | 55.702 | 55.758 | 55.765 |
| 35.132 | 35.182 | 35.198 | 35.224 | 35.226 | 55.837 | 55.846 | 55.881 | 55.888 | 55.893 |
| 35.231 | 35.287 | 35.300 | 35.323 | 35.327 | 55.955 | 55.968 | 56.019 | 56.020 | 56.021 |
| 35.329 | 35.388 | 35.412 | 35.429 | 35.431 | 56.022 | 56.023 | 56.024 | 56.025 | 56.026 |
| 35.436 | 35.450 | 35.489 | 35.495 | 35.536 | 56.027 | 56.028 | 56.029 | 56.030 | 56.031 |
| 35.539 | 35.592 | 35.657 | 35.697 | 35.698 | 56.032 | 56.033 | 56.034 | 56.035 | 56.036 |
| 35.701 | 35.702 | 35.704 | 35.779 | 35.800 | 56.037 | 56.038 | 56.039 | 56.122 | 56.035 |
| 35.807 | 35.936 | 35.950 | 36.083 | 36.087 | 56.785 | 56.870 | 56.956 | 56.963 | 56.972 |
| 36.099 | 36.219 | 36.227 | 36.237 | 36.240 | 56.978 | 56.997 | 57.682 | 57.683 | 57.712 |
| 36.316 | 36.331 | 36.336 | 36.339 | 36.417 | 57.713 | 57.714 | 57.796 | 57.918 | 57.919 |
| 36.424 | 36.434 | 36.543 | 36.894 | 36.895 | 57.983 | 58.200 | 58.285 | 58.286 | 58.458 |
| 36.910 | 36.914 | 37.078 | 37.093 | 37.113 | 58.466 | 58.522 | 58.988 | 59.210 | 59.216 |
| 37.161 | 37.172 | 37.178 | 37.181 | 37.216 | 59.232 | 59.242 | 59.250 | 59.256 | 59.284 |
| 37.228 | 37.242 | 37.244 | 37.304 | 37.393 | 59.316 | 59.324 | 59.336 | 59.519 | 59.528 |
| 37.421 | 37.438 | 37.445 | 37.494 | 37.511 | 59.543 | 59.997 | 60.251 | 60.311 | 60.325 |
| 37.545 | 37.549 | 37.525 | 37.526 | 37.700 | 60.398 | 60.546 | 60.551 | 60.572 | 60.573 |
| 37.707 | 37.734 | 37.739 | 37.742 | 37.817 | 60.576 | 60.595 | 60.650 | 60.653 | 60.939 |
| 37.837 | 37.842 | 37.858 | 37.866 | 37.867 | 74.153 | 74.174 | 74.214 | 74.240 | 74.284 |
| 37.892 | 37.904 | 38.030 | 38.035 | 38.037 | | | | | |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 74.311 | 74.323 | 74.355 | 74.362 | 74.415 | 76.842 | 76.868 | 76.902 | 76.950 | 76.958 |
| 74.424 | 74.494 | 74.502 | 74.527 | 74.538 | 77.033 | 77.036 | 77.069 | 77.165 | 77.178 |
| 74.656 | 74.676 | 74.678 | 74.697 | 74.759 | 77.257 | 77.299 | 77.376 | 77.388 | 77.404 |
| 74.830 | 74.914 | 74.931 | 75.029 | 75.133 | 77.456 | 77.491 | 77.559 | 77.600 | 77.612 |
| 75.155 | 75.180 | 75.193 | 75.196 | 75.205 | 77.616 | 77.639 | 77.721 | 77.817 | 77.907 |
| 75.347 | 75.386 | 75.675 | 75.736 | 75.751 | 77.965 | 77.972 | 78.035 | 78.037 | 78.164 |
| 75.753 | 75.763 | 76.084 | 76.097 | 76.102 | 78.165 | 78.220 | 78.221 | 78.225 | 78.263 |
| 76.104 | 76.122 | 76.130 | 76.144 | 76.156 | 78.352 | 78.366 | 78.376 | 78.833 | 78.840 |
| 76.181 | 76.205 | 76.297 | 76.316 | 76.321 | 78.841 | 78.851 | 78.868 | 78.907 | 78.929 |
| 76.389 | 76.407 | 76.408 | 76.444 | 76.453 | 78.932 | 78.943 | 78.969 | 79.046 | 79.055 |
| 76.460 | 76.480 | 76.547 | 76.582 | 76.584 | 79.057 | 79.146 | 79.149 | 79.243 | 79.277 |
| 76.599 | 76.618 | 76.694 | 76.703 | 76.720 | 79.280 | 79.328 | 79.331 | 79.468 | 79.472 |
| 76.735 | 76.736 | 76.752 | 76.838 | 76.839 | 79.473 | 79.483 | 79.485 | | |

Le remboursement de ces obligations s'effectue dès à présent à raison de 401 F, exclusivement aux caisses de la société, rue Gaston-Bourdin, à Saint-Denis (Seine).

Le montant du remboursement se décompose comme suit: 400 F + 0.24, fraction de coupon non payée sur le coupon du 1er juillet 1952, soit 401 F (taux arrondi suivant décret n° 49631 du 4 mai 1949).

## CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE

DIRECTION GÉNÉRALE: 1, RUE TAITBOUT, PARIS

DÉPARTEMENT DES TITRES: 68, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, PARIS

OBLIGATIONS DE 5.000 F 3 3/4 0/0 1945

DE LA

**Société des forces motrices des Pyrénées centrales.**

Les porteurs d'obligations 3 3/4 0/0 de 5.000 F, émission 1945, de la Société des forces motrices des Pyrénées centrales, sont informés que l'amortissement du 1er septembre 1952 a été réalisé par voie de rachats en Bourse.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Les amortissements précédents ont été réalisés par rachats en Bourse.

## ETERNIT

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 804.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: A PARIS, 33, RUE D'ARTOIS

R. C : Seine 286343 B.

*Obligations* 4 0/0 1944.

**Huitième amortissement.**

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la société a racheté en Bourse la totalité de l'amortissement prévu pour l'année 1952.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Il ne reste pas d'obligations à rembourser sur tirages antérieurs.

## CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE

DIRECTION GÉNÉRALE: 1, RUE TAITBOUT, PARIS

DÉPARTEMENT DES TITRES: 68, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, PARIS

OBLIGATIONS DE 1.000 F 5 0/0 1931

DE LA

**Compagnie d'électricité Loire et Nièvre.**

Les porteurs d'obligations 5 0/0 de 1.000 F (émission 1931), de la Compagnie d'électricité Loire et Nièvre, sont informés que l'amortissement du 1er novembre 1952 a été réalisé par voie de rachats en Bourse. En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

**Numéros des obligations restant à rembourser.**

| NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS des titres. | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|
| 2.041 à 050 | 46 | 10.829 | 46 | 19.760 | 46 |
| 4.793 | 45 | 14.295 à 298 | 47 | 20.781 à 789 | 43 |
| 5.307 et 308 | 44 | 16.361 à 365 | 44 | 23.256 à 260 | 47 |
| 5.753 | 46 | 17.906 à 908 | 45 | 24.321 à 323 | 47 |
| 7.035 | 46 | | | | |

# AVIS D'ADJUDICATIONS

**Préfecture des Bouches-du-Rhône.**

ROUTES NATIONALES. — ARRONDISSEMENT DE MARSEILLE II

**Rectification et construction de la route nationale 538, au virage de Beaupian.**

## ADJUDICATION

*A MARSEILLE, en l'hôtel de la préfecture, le 22 août 1952, à dix heures, salle 306, au 3e étage.*

Le 22 août 1952, à dix heures, il sera procédé, en séance publique, par le préfet des Bouches-du-Rhône ou son délégué, en présence de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, dans les formes réglementaires, à l'adjudication au rabais, sur soumissions cachetées, des travaux de rectification de la route nationale 538, entre le P. K. 11.270 et 11.870, et comportant l'exécution de terrassement et la construction de la chaussée.

| | |
|---|---|
| Montant total des travaux..... | 7.861.000 F. |
| Somme à valoir pour imprévus..... | 839.000 |
| Total général ..... | 8.700.000 F. |

Montant du cautionnement provisoire: 130.000 F.
Montant du cautionnement définitif: 260.000 F.

### Conditions principales de l'adjudication.

I. — *Admission à l'adjudication.*

Chaque candidat, les sociétés d'ouvriers français exceptées, sera tenu de présenter:

1° Une déclaration indiquant son intention de soumissionner et faisant connaître ses nom, prénoms, qualité et domicile;

2° Une note indiquant le lieu, la date, la nature et l'importance des travaux qu'il a exécutés ou à l'exécution desquels il a concouru, l'emploi qu'il occupait dans chacune des entreprises auxquelles il a collaboré, ainsi que les noms, qualités et domiciles des hommes de l'art sous la direction desquels ces travaux ont été exécutés. Les certificats délivrés par ces hommes de l'art peuvent être joints à la note;

3° Un certificat du directeur de la caisse des dépôts et consignations ou de ses préposés, constatant le versement, dans sa caisse, du montant du cautionnement provisoire exigé; ce cautionnement pourra être fait en numéraire, en rentes sur l'Etat et valeurs du Trésor au porteur, ou en rentes sur l'Etat nominatives ou mixtes.

Le certificat mentionné à l'alinéa précédent peut être remplacé par une déclaration constatant qu'un établissement financier agréé par l'administration s'est porté caution personnelle et solidaire pour le candidat, à concurrence du montant du cautionnement provisoire.

Les pièces nos 1 et 2, ainsi que la déclaration de caution mentionnée au paragraphe 3, devront à peine de forclusion, avoir été visées par l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, huit jours avant la date fixée pour l'adjudication.

Les sociétés d'ouvriers français auront à produire:

1° La liste nominative de leurs membres (noms, prénoms, domiciles, date et lieu de naissance);

2° Leur acte de société;

3° L'engagement d'employer effectivement aux travaux, pendant toute leur durée, un nombre minimum de sociétaires qu'elles fixeront;

4° Un acte en bonne et due forme, désignant le délégué chargé de les représenter et définissant ses pouvoirs comme il est prescrit ci-après;

5° Une déclaration de ce délégué indiquant son intention de soumissionner et faisant connaître ses nom, prénoms, qualité et domicile;

6° Une note de ce délégué indiquant le lieu, la date, la nature et l'importance des travaux que la société a exécutés ou à l'exécution desquels elle a concouru, ainsi que les noms, qualités et domiciles des hommes de l'art sous la direction desquels ces travaux ont été exécutés. Les certificats délivrés par ces hommes de l'art pourront être joints à la note.

Les pièces nos 1 à 6 devront, à peine de forclusion, être visées par l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, huit jours avant la date fixée pour l'adjudication.

II. — *Forme des soumissions.*

Les soumissions devront être sur papier timbré et conformes au modèle imposé. Les rabais fractionnaires sont interdits; toute fraction de centime serait, le cas échéant, comptée pour un centime.

Les concurrents pourront se procurer des formules imprimées pour soumissions dans les bureaux de l'ingénieur ordinaire, 16, rue Lulli, Marseille.

Les soumissions déposées par des sociétés d'ouvriers français devront être présentées et signées par le délégué chargé de représenter la société.

Toute soumission qui ne sera pas accompagnée des pièces ci-dessus exigées, ou qui ne sera pas conforme au modèle sera déclarée nulle et non avenue.

III. — *Envoi des soumissions.*

Aucune soumission ne sera reçue en séance publique.

Les pièces exigées pour l'admission à l'adjudication seront jointes, dans un paquet cacheté, à la soumission qui, préalablement, aura été renfermée, toute seule, dans une autre enveloppe aussi cachetée. Les noms des soumissionnaires devront seulement être inscrits sur la seconde enveloppe.

Les concurrents adresseront leurs soumissions avec les pièces mentionnées ci-dessus, par lettre recommandée, à l'adresse suivante: M. le préfet des Bouches-du-Rhône, 5e division, 1er bureau.

Le délai pour la réception des lettres recommandées expirera le dernier jour non férié précédant la veille de l'adjudication, à seize heures, terme de rigueur. Les soumissions qui parviendront postérieurement à l'expiration de ce délai ne seront pas admises.

Les lettres recommandées porteront extérieurement une mention indiquant la nature du contenu et avertissant qu'elles ne doivent pas être ouvertes avant l'adjudication.

Le préfet les déposera sur le bureau à l'ouverture de la séance publique fixée pour l'adjudication.

IV. — *Ouverture des paquets et décision.*

A l'instant fixé pour l'ouverture des paquets, le premier cachet sera rompu publiquement et il sera dressé un état des pièces contenues sous ce premier cachet.

L'état dressé, les concurrents se retireront de la salle d'adjudication et le préfet, après avoir consulté les membres du bureau et l'ingénieur en chef, et après avoir fait appeler devant eux, pour être entendus en leurs observations, les concurrents auxquels le bureau aurait des explications à demander, arrêtera la liste des concurrents agréés, alors même que les concurrents appelés devant le bureau ne se seraient pas présentés.

Aucun concurrent ne pourra être écarté sans avoir été appelé comme il vient d'être dit.

Immédiatement après, la séance redeviendra publique, et le préfet annoncera sa décision par la lecture de la liste des concurrents agréés.

Les soumissions des concurrents évincés leur seront rendues sans être ouvertes.

Celles des concurrents agréés seront alors ouvertes en présence du public, il en sera donné lecture à haute voix et, après élimination des soumissions qui ne seraient pas conformes au modèle, le soumissionnaire qui aura fait l'offre d'exécuter les travaux aux conditions les plus avantageuses sera déclaré adjudicataire sous réserve de l'approbation de l'adjudication.

V. — *Prescriptions spéciales pour le cas de prix égaux et de discordance des pièces.*

Si le rabais le plus fort est souscrit par plusieurs soumissionnaires ne comprenant pas de sociétés d'ouvriers français, il sera ouvert un nouveau concours, entre ces soumissionnaires seulement; ceux qui ne seront pas présents ou représentés, seront considérés comme maintenant le rabais qu'ils ont consenti.

Les rabais de cette nouvelle adjudication ne pourront être inférieurs à ceux de la première, ils pourront être faits en millimes (sans fraction) par franc; toute fraction de millime serait, le cas échéant, comptée pour un millime.

Si les soumissionnaires se refusaient à faire de nouvelles offres, ou si les prix demandés ne différaient pas encore, ou si les soumissionnaires n'étaient pas présents ou représentés, il serait procédé à un tirage au sort entre les soumissionnaires ayant fait le même rabais.

S'il y a une seule société d'ouvriers français parmi les soumissionnaires ayant fait le plus fort rabais, cette société sera déclarée adjudicataire.

S'il y a plusieurs sociétés d'ouvriers français parmi les soumissionnaires ayant fait le plus fort rabais, il sera procédé à une réadjudication puis s'il y a lieu, au tirage au sort, mais entre les sociétés seulement, dans les conditions prévues par les trois premiers paragraphes ci-dessus.

VI. — *Frais à la charge de l'adjudicataire.*

L'adjudicataire aura à sa charge le montant des frais du marché.

Ces frais, dont l'état sera arrêté par le préfet, comprendront les frais de timbre, tant de la minute que de l'expédition, et les frais d'expédition des pièces ci-après: le devis, le bordereau des prix, le détail estimatif et les autres pièces expressément désignées par le devis, comme servant de base au marché, enfin le procès-verbal d'adjudication. Les frais comprendront aussi les droits d'enregistrement, tels qu'ils résulteront des lois et règlements en vigueur.

VII. — *Communication des pièces du projet aux entrepreneurs.*

Les pièces du projet seront communiquées aux entrepreneurs tous les jours excepté les samedis après-midi, les dimanches et jours fériés:

1° Dans les bureaux de la préfecture, 5e division, 1er bureau, porte 190, 1e étage, de dix heures à douze heures et de quinze heures à dix-sept heures;

2° Dans les bureaux de l'ingénieur de l'arrondissement des ponts et chaussées de Marseille, 11, 16, rue Lulli, Marseille, de neuf heures à douze heures et de quatorze heures à dix-sept heures.

Marseille, le 23 juillet 1952.

Pour le préfet:
*Le secrétaire général délégué,*
Signé: Maxime MIGNON.

**Ministère du budget.**

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

*Contributions directes et du cadastre. — Service du cadastre.*

## AVIS D'APPEL D'OFFRES

**pour la construction d'un bâtiment de liaison et l'aménagement d'une cour intérieure à Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise).**

| | | |
|---|---|---|
| *Lot n°* 5. | — Revêtements de sols et de parois.. | 1.920.000 F. |
| *Lot n°* 6. | — Electricité ..... | 2.500.000 F. |
| *Lot n°* 7. | — Chauffage ..... | 720.000 F. |
| *Lot n°* 8. | — Peinture, vitrerie ..... | 2.080.000 F. |
| *Lot n°* 9. | — Plomberie intérieure ..... | 1.545.000 F. |
| *Lot n°* 10. | — Monte-charge ..... | 2.000.000 F. |

Demandes d'admission et références avant le 15 septembre 1952 au chef du service des reproductions et tirages, 82, rue du Maréchal-Lyautey, à Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise).

Les admis seront avisés directement de la date et des conditions du dépôt des offres.

Pour tous renseignements, s'adresser au service des reproductions et tirages, 82, rue du Maréchal-Lyautey, à Saint-Germain-en-Laye, tous les jours non fériés, samedis exceptés, de neuf heures à douze heures et de quatorze à dix-sept heures.

**Département de la Somme.**

PONTS ET CHAUSSÉES

*Itinéraire Calais—Vitry-le-François.*

DÉVIATION DE DOINGT

**Construction de trois ouvrages en béton armé.**

## ADJUDICATION

*A AMIENS, en l'hôtel de la préfecture, le 3 septembre 1952, à quinze heures.*

Le mercredi 3 septembre 1952, à quinze heures, il sera procédé, en séance publique, par le préfet de la Somme, assisté des autres membres du bureau d'adjudication et en présence de l'ingénieur en chef du service des ponts et chaussées, dans les formes réglementaires, à l'adjudication au rabais, sur soumissions cachetées, des travaux de construction des trois ouvrages en béton armé de la déviation de Doingt, de l'itinéraire Calais-Vitry-le-François.

Les travaux sont évalués ainsi qu'il suit:

| | |
|---|---|
| Dépenses à l'entreprise..... | 21.030.000 F. |
| Somme à valoir..... | 2.970.000 |
| Total général..... | 24.000.000 F. |
| Cautionnement provisoire..... | 350.000 F. |
| Cautionnement définitif..... | 700.000 F. |

### Conditions principales de l'adjudication.

I. — *Pièces à soumettre au visa.*

Les pièces qui doivent, par application de l'annexe à l'article 8 bis des clauses et conditions générales, et de l'article 8 du décret du 6 avril 1942, être soumises au visa préalable de l'ingénieur en chef, devront, à peine de forclusion, être déposées avant le 22 août 1952, à seize heures, entre les mains de M. Oliver, ingénieur en chef des ponts et chaussées, à Amiens, 13 bis, rue de la République.

Celui-ci les visera et les remettra au déposant, contre décharge, avant le 27 août 1952.

II. — *Communication des pièces du projet aux entrepreneurs.*

Les pièces du projet seront communiquées aux entrepreneurs, tous les jours, de neuf heures à douze heures et de quatorze à seize heures, excepté les dimanches, jours fériés et samedis après-midi:

1° Dans les bureaux du service des ponts et chaussées, 13 bis, rue de la République, à Amiens;

2° Dans les bureaux du service des ponts et chaussées, 1, avenue de la République, à Péronne.

III. — *Envoi des soumissions.*

Les concurrents adresseront leurs soumissions, avec les pièces mentionnées à l'annexe de l'article 6 *bis* des clauses et conditions générales, par lettre recommandée, à l'adresse suivante:

M. Oliver, ingénieur en chef des ponts et chaussées, 13 *bis*, rue de la République, à Amiens.

Le délai pour la réception des lettres recommandées expirera le 1er septembre 1952, à seize heures, terme de rigueur.

Les soumissions qui parviendront postérieurement à l'expiration de ce délai ne seront pas admises.

Fait à Amiens, le 5 août 1952.

*Le préfet,*
H. MONEL.

---

**Département de la Marne.**

PONTS ET CHAUSSÉES. — FONDS D'INVESTISSEMENT ROUTIER

*Itinéraire international Paris-Strasbourg*
*(R. N. 4 de Paris à Strasbourg, P. K. 95.387 à 96.570).*

**Construction d'une déviation à Thiéblemont (à l'exclusion des travaux de chaussée).**

## ADJUDICATION

*A CHALONS-SUR-MARNE, en l'hôtel de la préfecture, le vendredi 5 septembre 1952.*

Le vendredi 5 septembre 1952, à quinze heures, il sera procédé en séance publique, par le préfet de la Marne ou son délégué, assisté des autres membres du bureau d'adjudication, et en présence de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées ou de son délégué, dans les formes réglementaires, à l'adjudication au rabais, sur soumission cachetée, des travaux de construction de la déviation de Thiéblemont.

Evaluation approximative des travaux:

| | |
|---|---|
| Terrassements | 19.000.000 F. |
| Fondation de chaussée et divers | 4.000.000 |
| Total | 23.000.000 F. |

Le montant du cautionnement définitif est fixé à 600.000 F. Il n'est pas exigé de cautionnement provisoire.

### Conditions principales de l'adjudication.

I. — *Pièces à soumettre au visa.*

Les pièces qui doivent, par application de l'annexe à l'article 8 *bis* des clauses et conditions générales, être soumises au visa préalable de l'ingénieur en chef, devront, à peine de forclusion, être déposées quinze jours au moins avant celui de l'adjudication, entre les mains de M. Vauthier, ingénieur en chef des ponts et chaussées, 40, boulevard Anatole-France, à Châlons-sur-Marne.

Celui-ci les visera et les remettra au déposant, contre décharge, cinq jours au moins avant celui de l'adjudication.

II. — *Cautionnement provisoire.*

Il n'est pas exigé de cautionnement provisoire.

III. — *Communication des pièces du projet aux entrepreneurs.*

Les pièces du projet seront communiquées aux entrepreneurs tous les jours, excepté les dimanches et jours fériés:

1° Dans les bureaux de la préfecture (4e division), de neuf heures trente à douze heures et de quatorze heures à dix-sept heures trente.

2° Dans les bureaux de M. Funel, ingénieur ordinaire, 40, boulevard Anatole-France, à Châlons-sur-Marne, de neuf heures à douze heures et de quatorze heures à dix-huit heures.

3° Au ministère des travaux publics (service intérieur), 244, boulevard Saint-Germain, de dix heures trente à dix-sept heures.

Un programme sommaire résumant l'objet de l'entreprise, la description des travaux et leur estimation, accompagné de croquis très sommaires indiquant le plan général des travaux et les dispositions d'ensemble des principaux ouvrages, sera envoyé aux entrepreneurs et aux personnes intéressées qui en feront la demande à l'ingénieur en chef.

IV. — *Envoi des soumissions.*

Les concurrents adresseront leurs soumissions, établies sur papier timbré, conformément au modèle indiqué ci-après, avec les pièces mentionnées dans l'annexe de l'article 8 *bis* des clauses et conditions générales, par lettre recommandée à l'une des adresses suivantes:

1° Au préfet de la Marne, à Châlons-sur-Marne;

2° A l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, 40, boulevard Anatole-France, à Châlons-sur-Marne.

Le délai pour la réception des lettres recommandées expirera le dernier jour non férié qui précédera la veille de l'adjudication, à seize heures, terme de rigueur. Les soumissions qui parviendront postérieurement à l'expiration de ce délai ne seront pas admises.

Fait à Châlons-sur-Marne, le 5 août 1952.

Pour le préfet de la Marne:
*Le secrétaire général,*
L. FEYDEL.

MODÈLE DE SOUMISSION

*Soumission (à établir sur papier timbré).*

Je (1) soussigné (nom, prénoms, profession et demeure) (2), inscrit au registre de commerce de ....., le ....., sous le n° .... d'identification à l'I. N. S. E. E, faisant élection de domicile à ....., après avoir pris connaissance de toutes les pièces du projet des travaux de construction d'une déviation à Thiéblemont, faisant l'objet de l'adjudication du ..... lesquels travaux sont évalués à 20.783.705 F, non compris la somme à valoir de 2.216.295 F,

Me soumets et m'engage à exécuter lesdits travaux conformément aux conditions du devis et moyennant les prix d'application du bordereau sur lesquels je consens un rabais de (en toutes lettres) centimes (sans fraction) par franc.

L'Etat se libérera des sommes dues par lui conformément aux règlements en vigueur.

Les versements en espèces seront effectués, par virement, à ....., sous le n° .....

(Désignation du comptable du Trésor, bureau du compte chèques postaux, ou la Banque de France, ou d'une banque possédant elle-même un compte à la Banque de France.)

Fait à ....., le .....

(1) Lorsqu'il y aura plusieurs entrepreneurs, ils devront mettre: « Nous soussignés ..... nous obligeons conjointement et solidairement ».

(2) Les délégués de sociétés d'ouvriers français et des autres sociétés admises à concourir, ajouteront: « Agissant au nom et pour le compte de la société de ..... en vertu des pouvoirs à moi conférés ».

---

# DECLARATIONS D'ASSOCIATIONS

## ASSOCIATIONS FRANÇAISES

(Décret du 16 août 1901.)

21 juillet 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Carpentras. **Basket laïque carombais.** But: développer parmi les jeunes l'éducation physique et le sport. Siège social: école publique de filles de Caromb.

21 juillet 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Céret. **Association enseignement ménager agricole rural.** But: faciliter aux jeunes filles leur éducation et l'étude de l'art ménager agricole. Siège social: 29, rue Pasteur, à Port-Vendres.

22 juillet 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Morlaix. **Comité des fêtes de Loc-Eguiner-Saint-Thégonnec.** But: organiser des fêtes locales, des concours agricoles ou toute autre réjouissance intéressant la commune. Siège social: mairie de Loc-Eguiner-Saint-Thégonnec.

24 juillet 1952. Déclaration à la préfecture de police. **Amitiés franco-luxembourgeoises.** But: Resserrer les liens amicaux et culturels entre Français et Luxembourgeois. Siège social: 52, avenue Pierre-Brossolette, Vincennes.

24 juillet 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Boulogne-sur-Mer. **Amicale des anciens combattants et prisonniers de guerre de Brunembert.** But: défendre leurs intérêts moraux et matériels. Siège social: mairie de Brunembert.

24 juillet 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Roanne. **Les postiers de la Loire amis du foyer** modifient leurs statuts. But: encourager l'éducation populaire des adolescents et des adultes. Siège social: hôtel des Postes de Roanne.

25 juillet 1952. Déclaration à la sous-préfecture d'Argentan. **Association amicale des élèves, anciens et anciennes élèves de l'école publique du Grais.** But: entretenir les relations amicales entre les élèves, anciens élèves et amis de l'école; développer les œuvres scolaires; organiser des réunions éducatives et récréatives. Siège social: école publique du Grais.

25 juillet 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Millau. **Société de pêche de Calmels et le Viala.** But: lutte contre le braconnage et la pollution des rivières; protection et repeuplement du poisson. Siège social: mairie de Calmels et le Viala.

26 juillet 1952. Déclaration à la préfecture de Chaumont. **Société de chasse de Nijon.** But: organisation de la chasse, répression du braconnage, protection des animaux utiles, destruction des nuisibles, repeuplement du gibier. Siège social: mairie de Nijon.

28 juillet 1952. Déclaration à la préfecture de police. **Centre des œuvres sociales du 10e arrondissement de la ville de Paris.** But: entr'aide sociale. Siège social: 7 *bis*, rue de Buenos-Aires, Paris.

28 juillet 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Toulon: **Centre de jeunesse Saint-Antoine.** But: promouvoir, soutenir, favoriser les œuvres d'éducation populaire. Siège social: 21, rue Louis-Ferrand, Toulon.

28 juillet 1952. Déclaration à la préfecture des Pyrénées-Orientales. **Association des parents d'élèves et des amis de l'école laïque de Sainte-Marie.** But: défense des intérêts matériels et moraux de l'école. Siège social: mairie de Sainte-Marie-la-Mer.

29 juillet 1952. Déclaration à la préfecture de l'Aveyron. L'**Office central de comptabilité agricole de l'Aveyron** modifie ses statuts, change son titre et devient **Office de statistique agricole de l'Aveyron.** But: établissement de statistiques en vue d'augmenter la productivité. Siège social: 2, rue Pasteur, Rodez.

29 juillet 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Coutances. **Le Trait d'union artistique marignais.** But: pratique du théâtre, de la musique, du chant et de la danse en vue de développer les facultés morales, intellectuelles et physiques de ses membres et de créer entre tous ses adhérents des liens d'amitié et de camaraderie. Siège social: mairie de Marigny.

29 juillet 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Cherbourg. **Association d'enseignement agricole et ménager rural de Beaumont-Hague.** But: promouvoir dans le canton de Beaumont-Hague l'enseignement agricole et ménager postscolaire; grouper les jeunes ruraux du canton ou de la région pour parfaire leur formation professionnelle et sociale. Siège social: mairie de Beaumont-Hague.

30 juillet 1952. Déclaration à la préfecture de l'Oise. **Société de chasse communale de Warluis.** But: réglementation de la chasse; conservation du gibier. Siège social: mairie de Warluis.

30 juillet 1952. Déclaration à la préfecture du Morbihan. **Association d'enseignement libre et d'éducation populaire de Saint-Raoul.** But: enseignement libre et éducation populaire. Siège social: presbytère de Saint-Raoul-en-Guer.

1er août 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Jean-d'Angély. **Société de chasse communale.** But: développement, protection, repeuplement et élevage du gibier, destruction des nuisibles. Siège social: mairie de Loire-sur-Nie.

1er août 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Bressuire. Société de chasse dite **La Fraternelle de Pellouailles-de-Combrand.** But: conservation du gibier, repeuplement. Siège social: chez M. Humeau, cultivateur, Pellouailles-de-Combrand.

1er août 1952. Déclaration à la préfecture d'Orléans. **L'Etoile viennoise.** But: éducation populaire des jeunes. Siège social: chez M. Beaudoin, coiffeur, au bourg, Vienne-en-Val.

2 août 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Briey. **Association intersyndicale et interprofessionnelle de l'habitat du bassin de Longwy.** But: étude de tous les problèmes concernant l'amélioration de l'habitat en général et l'accession à la propriété individuelle. Siège social: hôtel de ville, Longwy.

2 août 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Constantine. **El-Hidaya.** But: éducation religieuse et sociale de la langue arabe. Siège social: rue de la Basilique, immeuble Lamri, Tebessa.

2 août 1952. Déclaration à la préfecture de la Seine-Inférieure. **Club sportif stéphanais.** But: pratique de l'éducation physique, sports athlétiques et de plein air. Siège social: mairie, annexe de Saint-Etienne-du-Rouvray, au Madrillet.

4 août 1952. Déclaration à la préfecture de la Marne. La société de trompettes et fanfare de Mourmelon-le-Petit s'appelle désormais **La Marche mourmelonnaise de Mourmelon-le-Petit.** Siège social: Mourmelon-le-Petit.

5 août 1952. Déclaration à la sous-préfecture d'Argentan. **Comité des fêtes de la Coulonche.** But: maintien des fêtes traditionnelles locales. Siège social: mairie, la Coulonche.

5 août 1952. Déclaration à la préfecture de la Charente-Maritime. **Syndicat des négociants des combustibles en gros de la région du Poitou (S. N. C. G.).** But: étude des problèmes relatifs au commerce charbonnier de gros. Siège social: chez M. Meyer, 2, rue Villeneuve, la Rochelle.

6 août 1952. Déclaration à la préfecture d'Albi. **Association pour le développement et le perfectionnement de l'apprentissage et de l'enseignement agricole et ménager agricole dans le département du Tarn.** But: développer l'application des lois et règlements régissant l'apprentissage agricole; développer et perfectionner l'enseignement de l'agriculture dans les écoles rurales, les cours postscolaires agricoles et ménagers agricoles, les écoles d'agriculture, les écoles ménagères, notamment par la multiplication des champs de démonstration, la création et le développement des bibliothèques rurales, l'organisation de voyages d'études; d'une manière très générale, participer dans la mesure des moyens qui seront mis à sa disposition, à la vulgarisation auprès des élèves de l'enseignement agricole et ménager agricole, et des adultes des méthodes de culture et d'élevage susceptibles d'améliorer la production agricole tarnaise. Siège social: préfecture du Tarn, Albi.

6 août 1952. Déclaration à la préfecture de Vannes. **Association d'enseignement libre et d'éducation populaire de Péaule.** But: enseignement libre et éducation populaire. Siège social: doyenné de Péaule.

6 août 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Morlaix. **Société des fêtes du quartier Saint-Mathieu de Morlaix.** But: concourir à l'activité du commerce et organiser des fêtes dont le bénéfice est destiné à venir en aide aux indigents du quartier Saint-Mathieu. Siège social: café Hingant, place du Marc-Hallach, Morlaix.

8 août 1952. Déclaration à la préfecture d'Alger. **Union Saint-Vincent-de-Paul.** But: promouvoir sur le plan social et moral tout ce qui est de nature à contribuer au perfectionnement de l'individu; créer entre tous ses membres des liens d'amitié et de solidarité; s'employer en outre à doter l'un des plus beaux quartiers d'Alger d'une église vraiment digne de ce nom par l'agrandissement et la transformation de la chapelle actuelle par trop exiguë et hors de proportion avec les besoins de la nombreuse population qui constitue la paroisse Saint-Vincent-de-Paul. Siège social: 5 *bis*, rue Lestienne, Alger.

8 août 1952. Déclaration à la préfecture d'Alger. **Association des parents d'élèves de l'école Sainte-Germaine.** But: grouper les chefs de famille ayant la charge des enfants inscrits à l'école. Siège social: 43, rue de Constantine, Hussein Dey.

8 août 1952. Déclaration à la préfecture d'Eure-et-Loir. **Association des chasseurs de Cinq Ormes,** à Houville. But: syndiquer les propriétaires cultivateurs, habitants et étrangers de la commune en vue de l'organisation de la chasse. Siège social: mairie, Houville.

9 août 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Béziers. **Piedtanqueurs quarantais.** But: développer le sport bouliste. Siège social: café de la Promenade, Quarante.

9 août 1952. Déclaration à la préfecture de la Seine-Inférieure. **Comité Sadi-Carnot.** But: activer le commerce du quartier de Grand-Quevilly en créant et organisant des fêtes et répulsance pour le faire mieux connaître. Siège social: bourse du travail, Grand-Quevilly

9 août 1952. Déclaration à la préfecture de police. Le Foun-Sen Marti. Association amicale des limousins originaires de Peyrat-le-Château (Haute-Vienne), habitant la région parisienne, change son titre, qui devient **Le Foun-Sen Marti, association amicale des originaires de Peyrat-le-Château (Haute-Vienne) et des environs habitant la région parisienne,** transfère son siège social du 5, boulevard de Sébastopol, au café Ordener, 99 *bis*, rue Ordener, Paris, et modifie ses statuts.

11 août 1952. Déclaration à la préfecture de la Haute-Marne. **Société de chasse de Vesaignes-sous-Lafauche.** But: répression du braconnage et de la divagation des chiens, limitation des jours de chasse, constitution d'une réserve, destruction des nuisibles, repeuplement et protection des couvées et nichées. Siège social: mairie de Vesaignes-sous-Lafauche.

11 août 1952. Déclaration à la préfecture de l'Ain, à Bourg. **Comité d'entr'aide aux vieillards et nécessiteux de la commune de Stahonay-Camp.** But: venir en aide aux vieillards et nécessiteux. Siège social: mairie de Stahonay-Camp.

11 août 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Brest. Société de chasse dite **L'Hospitalière.** But: repeuplement du gibier, répression du braconnage, destruction des nuisibles, etc. Siège social: restaurant Diverres, bourg de l'Hôpital-Camfrout.

12 août 1952. Déclaration à la préfecture de police. **La défense de Paris** transfère son siège social du 38, rue de Turenne, au 23, rue de la Sourdière, Paris, et modifie ses statuts.

12 août 1952. Déclaration à la sous-préfecture de Bayonne. **Société de chasse de Larceveau.** But: protection du gibier et récolte. Siège social: mairie de Larceveau.

12 août 1952. Déclaration à la préfecture du Rhône. **Association scolaire du pensionnat Notre-Dame-du-Bon-Conseil d'Oullins.** But: établir des rapports utiles entre maîtres et parents. Siège social: rue de la Camille, Oullins.

13 août 1952. Déclaration à la préfecture de Grenoble. **Association communale de chasse de Montchaboud.** But: chasse et protection du gibier. Siège social: local de la société, au village de Montchaboud.

## ASSOCIATIONS ETRANGERES

(Décret du 16 août 1901, décret-loi du 12 avril 1939.)

23 juin 1952. Arrêté du ministre de l'intérieur. (Autorisation enregistrée à la préfecture du Bas-Rhin le 21 juillet 1952.) **Association Union des Ukrainiens de France (section de Strasbourg).** But: grouper les travailleurs d'origine ukrainienne résidant à Strasbourg et environs dans le but de sauvegarder leurs intérêts, de développer entre eux l'esprit d'entr'aide et de la solidarité et de renforcer les liens d'amitié entre la population française et les émigrés ukrainiens. Siège social: Strasbourg, 4, quai des Pêcheurs.

17 juillet 1952. Arrêté du ministre de l'intérieur. (Autorisation enregistrée à la sous-préfecture de Béthune le 8 août 1952.) **Wesloso La Joie.** But: développer l'art musical. Siège social: rue de la Source, à Harnes.

Paris. — Imprimerie des *Journaux officiels*, 31, quai Voltaire.